

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES MESURES PROPRES A FACILITER

LA

MISE EN CULTURE DES TERRES

PENDANT LA GUERRE

jusqu'à la Loi du 6 Octobre 1916 incluse

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 12 mars 1917, à 3 heures

PAR

FRANÇOIS SENTAGNES

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, professeur.
GIDE, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1917

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES MESURES PROPRES A FACILITER

LA

MISE EN CULTURE DES TERRES

PENDANT LA GUERRE

jusqu'à la Loi du 6 Octobre 1916 incluse

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 12 mars 1917, à 3 heures

PAR

FRANÇOIS SENTAGNES

Président : M. SOUCHON, professeur.

*Suffragants : { MM. DESCHAMPS, professeur.
GIDE, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1917



DES MESURES PROPRES A FACILITER
LA
MISE EN CULTURE DES TERRES
PENDANT LA GUERRE

jusqu'à la Loi du 6 Octobre 1916 incluse

INTRODUCTION

La crise de la main-d'œuvre agricole n'est pas une question nouvelle ; elle s'est posée depuis longtemps pour la France, et elle est devenue particulièrement aiguë depuis la fin du xix^e siècle. Les inconvénients qui en résultent pour notre agriculture ont été maintes fois décrits, et, dans les milieux économiques, aux séances des sociétés d'agriculture, de la Société nationale d'Agriculture de France (1), par exemple, comme au Parlement, nombreuses ont été les propositions en vue de chercher les remèdes contre le déclin de notre main-d'œuvre agricole.

Les causes qui, avant la guerre, provoquaient la

(1) Devenue l'Académie d'Agriculture de France par décret du 23 février 1915.

désertion des campagnes sont bien connues ; elles ont été magistralement exposées par M. Souchon (1). La campagne était délaissée pour la ville, à raison du prestige que celle-ci exerçait sur les campagnards ; les jeunes filles, ambitionnant, comme les jeunes gens, une ascension sociale, s'imaginaient que la ville seule leur procurerait l'existence rêvée. Le passage au régime apprenait aux jeunes gens à mépriser la vie rurale ; l'espoir d'arriver à des fonctions urbaines les séduisait. Les travailleurs plus modestes, les ouvriers agricoles, comparaient leurs salaires à ceux de leurs camarades des villes, et le contraste dictait leurs décisions ; ils abandonnaient le dur labeur de la terre pour un métier industriel qui devait leur fournir une plus large rémunération. L'exode vers la ville était donc, même en temps de paix, un phénomène depuis longtemps constaté, et qui devenait de plus en plus un danger pour l'agriculture.

Mais, avec la guerre, le danger est devenu singulièrement plus pressant ; ce n'est plus le désir de se procurer plus de jouissances, de réaliser des ambitions longuement caressées, qui a insensiblement continué à diriger les hommes vers les agglomérations urbaines ; c'est l'ordre impérieux de mobilisation qui a brusquement enlevé à la terre la majeure partie de ses travailleurs. La gravité du péril national, la puissance de

(1) *La crise de la main-d'œuvre agricole en France*, Paris, 1914, p. 123 et s.

l'agresseur contre lequel nous avions à nous défendre ont contraint le gouvernement à lever, dès le début, la presque totalité des hommes disponibles. Si la réserve de l'armée active et l'armée territoriale ont été ainsi convoquées dès les premières heures de la mobilisation, les plus vieilles classes mobilisables, celles de la réserve de l'armée territoriale, n'ont pas tardé à les suivre, et, dès le printemps de l'année 1915, près de trente classes se trouvaient ainsi sous les drapeaux. La simultanéité de ces appels a brusquement enlevé à l'agriculture la presque totalité des bras disponibles, et, au début de l'été 1915, il ne restait guère dans nos campagnes, pour travailler la terre, que des jeunes gens de moins de 18 ans, des hommes de plus de 48 ans et les femmes.

Le vide se produisait ainsi au sein de la population rurale laborieuse, et la question de la défense nationale devait se compliquer, par suite, d'un autre grand problème, celui de l'organisation de la production agricole du pays. « On peut admettre, écrit M. Edmond Théry, que la mobilisation et le travail intensif des usines de guerre ont enlevé près des deux tiers de la population travaillant à la terre : le travail supplémentaire que les femmes, les vieillards et les enfants ont apporté, n'a compensé qu'en faible partie le travail des absents, et une enquête personnelle que je viens de faire me permet d'affirmer que la puissance du travail humain consacré à la culture est réduite en France d'environ la

moitié par rapport à ce qu'elle était avant la guerre (1). »

Or, une pareille situation fait présager les plus sombres perspectives. Il s'agit d'abord de remédier à un péril immédiat : l'insuffisance de la récolte pour l'alimentation du pays, aussi bien de la fraction combattante de la population que de la partie non combattante ; puis il faut assurer l'avenir et empêcher que des terres trop longtemps abandonnées et demeurées en friche ne perdent la majeure partie de leur valeur, ce qui découragerait leurs propriétaires de les remettre en culture et ne pourrait que précipiter l'exode vers la ville de ceux qui reviendront, le jour où la paix sera conclue.

Au début des hostilités, lorsque chacun nourrissait des illusions sur la durée de la crise et croyait à une fin prochaine de la guerre, le gouvernement n'a pas songé immédiatement à une législation d'ensemble, susceptible d'atténuer les conséquences de l'abandon des terres. Il recourut seulement à des mesures particulières, variables suivant les régions, et qui n'étaient pas dominées par des vues unitaires et nettement déterminées. Mais, à mesure que le conflit s'est prolongé et s'est compliqué de l'entrée de nouvelles nations dans la lutte, l'espoir d'une issue prochaine est devenu plus problématique et l'intervention du législateur a dû se manifester pour assurer la continuité des cultures sur

(1) *Comptes rendus des séances de l'Académie d'Agriculture*, séance du 4 octobre 1916, p. 890.

l'ensemble du territoire français. C'était une tâche qui s'imposait au gouvernement, et qui devenait d'autant plus pressante que la plupart des pays qui, jadis, pouvaient nous apporter un concours alimentaire par voie d'importations, en cas de déficit de nos récoltes, se trouvaient eux aussi victimes de la guerre et obligés de réserver les ressources de leur sol pour leur propre population.

Les importations de produits agricoles avaient enfin le grave inconvénient de faire fléchir dans un sens défavorable la balance de nos comptes, ce qui ne contribuait pas peu à la dépréciation de notre papier. De cette situation découlait donc pour le législateur et pour le gouvernement le devoir impérieux de prendre des mesures en vue d'enrayer le déclin de notre production agricole et le progrès de notre déficit alimentaire.

La répercussion de la guerre sur l'agriculture française, tout au moins en ce qui concerne la récolte du froment, s'aperçoit immédiatement, lorsque l'on compare les emblavures et les produits de la récolte pour le froment pendant les six dernières années :

Années	Surfacesensemencées Hectares	Quintaux
1910	6.555.000	68.806.000
1911	6.433.000	87.727.000
1912	6.571.000	90.991.000
1913	6.542.000	89.919.000
1914	6.133.000	78.703.000
1915	5.692.000	64.720.000

En évaluant à 5.131.000 quintaux la production du

froment dans les régions envahies, on obtient, en 1915, pour la France entière, une récolte de 69.851.200 quintaux (1), ce qui montre bien la conséquence de l'état de guerre sur le rendement annuel de la France en froment. A mesure que la guerre se prolonge, les difficultés résultant de cette situation s'aggravent, et, lors du dépôt de son projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées, le 27 janvier 1916, M. Méline constatait que, d'après une enquête faite par le ministère de l'agriculture sur les ensemencements en céréales d'automne, leur culture avait été, en 1915, inférieure de 739.000 hectares à celle de 1914, soit un déficit de 10 0/0 ; le blé seul avait perdu 475.000 hectares (2). Le total général des surfaces des terres labourables cultivées en 1913-1914 s'élevait à 22.358.109 hectares ; la surface des terres labourables cultivées pendant la campagne 1914-1915 s'était abaissée à 18 004.568 ; et, d'après les statistiques du ministère de l'agriculture, les terres labourables, susceptibles d'être cultivées pour la campagne 1915-1916, n'excédaient pas 17 millions 605.397 hectares, soit une diminution de 17 0/0 dans la superficie des terres en culture entre l'année 1913-1914 et l'année 1915-1916 (3).

(1) *Journal des Economistes*, 1915, t. IV, p. 163.

(2) Exposé des motifs du projet de loi déposé par M. Méline sur la mise en culture des terres abandonnées et l'organisation du travail agricole pendant la guerre, *J. off., Chambre, Doc. parl.*, 1916, p. 91.

(3) Rapport de M. Dariac sur le projet de loi relatif à la mise en

Dans son rapport du 18 juillet 1916 au Sénat, relatif à la mise en culture des terres abandonnées, M. Jules Develle reproduisait les motifs invoqués par le gouvernement et résumait en quelques mots les termes du problème agricole qui s'est posé depuis la guerre : « En 1914 et en 1915, nous avons pu vivre largement sur nos réserves et sur une production presque normale, quoique déjà déficitaire ; mais nous voilà, en 1916, à la veille d'une nouvelle campagne agricole, qui s'annonce comme très difficile ; et il ne faut pas se le dissimuler, la situation pourrait s'aggraver sérieusement, si nous n'avions pas de suite aux moyens indispensables pour assurer l'alimentation de l'armée et de la population civile. »

D'autre part, la France n'a pas été le seul pays atteint par la guerre ; l'abandon des terres, conséquence de la guerre, ne s'est donc pas produit seulement dans notre pays ; le même phénomène a pu être observé chez toutes les nations engagées dans la lutte. A l'étranger aussi, des mesures diverses ont dû être prises pour veiller à la continuation des cultures. L'examen des dispositions législatives qui ont été adoptées par nos alliés, soit même par nos ennemis, constitue incontestablement un enseignement très utile pour le législateur français ; malheureusement une étude comparative de ce genre est nécessairement superficielle et incomplète

culture des terres abandonnées, *J. off.*, Chambre, *Doc. parl.*, 1916, p. 186 et 187.

pour deux raisons : d'abord, la France, avant la guerre, était un pays qui se suffisait à peu près à lui-même au point de vue alimentaire, tandis que certains de nos alliés, l'Angleterre, par exemple, avaient renoncé délibérément, depuis longtemps, à maintenir l'équilibre entre leur consommation et leur production ; par conséquent, les mesures prises par des pays de ce genre ont pu n'être pas conçues dans le même esprit que celles nécessaires à la sauvegarde de l'agriculture française ; elles ne constituent pas pour nous un modèle parfait parce que les données ne sont pas tout à fait les mêmes. Dans d'autres pays, un programme très complet de mesures agricoles destinées à suppléer à l'insuffisance de la main-d'œuvre a pu être élaboré : mais ces pays comptent précisément au nombre de nos adversaires, et, dans ces conditions, il est assez difficile d'être renseigné avec précision non pas sur les dispositions qu'ils ont pu prendre, mais sur les résultats qu'ils ont obtenus, car ils ont tout intérêt à nous présenter leur situation agricole comme excellente.

En France, vers la fin de l'année 1916, le gouvernement, devant la perspective d'une durée indéterminée de la guerre, et en présence de la diminution constante des cultures, attestée par les statistiques, a fait adopter par les Chambres un ensemble de mesures énergiques, qui ont fait l'objet de la loi du 6 octobre 1916, sur la mise en culture des terres abandonnées. La marche

successive des événements nous trace ainsi le plan à suivre ; nous examinerons :

Chapitre premier. — Les mesures prises à l'étranger pour assurer la culture des terres pendant la guerre.

Chapitre II. — Les mesures analogues auxquelles on a recouru en France, avant la loi du 6 octobre 1916.

Chapitre III. — La loi du 6 octobre 1916.

CHAPITRE PREMIER

LES MESURES PRISES A L'ÉTRANGER EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE PENDANT LA GUERRE.

A l'étranger, des mesures favorables à la culture des terres ont été prises dans la plupart des pays belligérants. Nous possédons quelques renseignements assez précis sur l'Angleterre, l'Italie et la Russie, et quelques indications sur les dispositions prises par le gouvernement allemand.

SECTION I. — Mesures prises en Angleterre.

En Angleterre, les mesures qui ont été préconisées sont au nombre de quatre :

- 1° Concours en main-d'œuvre donné par le législateur et par l'armée à l'agriculture ;
- 2° Emploi des femmes ;
- 3° Extension du rôle des machines dans l'agriculture ;
- 4° Culture en céréales de certaines terres utilisées jusque-là comme pâturages.

I. — Concours en main-d'œuvre donné par le législateur
et par l'armée à l'agriculture.

On sait que la guerre actuelle a forcé les Anglais à modifier complètement le recrutement de leur armée et à rendre le service militaire obligatoire, en principe, pour tous les hommes de 20 à 40 ans. Dans l'élaboration de la loi de janvier 1916 sur le service militaire, le gouvernement britannique s'est préoccupé de concilier les nécessités de la défense nationale avec la protection des intérêts agricoles. Il résulte de cette loi que le gouvernement est autorisé à exonérer du service militaire certains individus exerçant des professions désignées sous le nom de *Certified Occupations*, pour le motif que leur travail a une importance nationale. Dans cette catégorie rentrent les occupations agricoles spécifiées par le ministère de l'agriculture, savoir : *les chauffeurs et mécaniciens de machines agricoles*, — ce sont les individus chargés d'assurer le fonctionnement des machines agricoles, des charrues et des batteuses à vapeur, — les conducteurs, les mécaniciens ; — *les ouvriers agricoles*, ce qui comprend les surveillants, les garçons d'étable, les bouviers, les charretiers, les palefreniers, les laboureurs, les conducteurs, les voituriers, les valets de ferme (à la condition qu'ils soient en même temps surveillants ou laboureurs), les bergers, les couvreurs en chaume ; — *les cultivateurs*, y compris les maraîchers et les horticulteurs, pourvu

qu'ils justifient de deux conditions : 1° que la culture soit leur seule occupation et que leur travail personnel ou leur surveillance soit indispensable pour l'exploitation rationnelle de la tenure ; 2° s'ils exercent partiellement une autre occupation, que leur travail personnel de surveillance soit indispensable pour la culture rationnelle de leur tenure, et que cette culture soit avantageuse aux intérêts nationaux. Peuvent encore être exonérés de la conscription : les surveillants de travaux agricoles et le personnel du service de monte, c'est-à-dire les gardiens d'étalons (individus qui soignent un étalon et qui voyagent avec lui) (1).

De plus, les soldats de l'armée britannique peuvent être utilisés par les cultivateurs pour le travail agricole en Grande-Bretagne. Des dispositions spéciales ont été arrêtées par le Conseil de l'Armée pour remédier à l'insuffisance de la main-d'œuvre agricole et affecter des soldats aux travaux de culture à n'importe quelle saison de l'année (2). Des permissions seront données, dans la mesure compatible avec les besoins du service et avec les circonstances, à un nombre limité de soldats des garnisons de l'intérieur du pays et habitués au travail des champs. La permission accordée à chaque

(1) *Bulletin mensuel des Institutions économiques et sociales*, Rome, vol. 65, 7^e année, n° 4, avril 1916, p. 125.

(2) *Journal of the Board of Agriculture*, cité dans les *Bulletins des Institutions économiques et sociales*, n° 11, février 1916, p. 126. Circulaire du ministère de l'agriculture britannique. relative à l'utilisation des soldats pour le travail agricole.

soldat ne durera que le nombre de jours effectivement nécessaires à l'exécution du travail, sans pouvoir excéder quatre semaines. L'emploi des soldats dans l'agriculture est subordonné aux conditions suivantes ; il faut : 1° que la main-d'œuvre adéquate ne puisse pas être obtenue dans la localité ; 2° que les cultivateurs s'engagent à verser aux soldats mis à leur disposition une certaine rémunération, savoir : de quatre shillings par jour, si le soldat pourvoit lui-même à sa nourriture et à son logement, de deux shillings et demi si le cultivateur le loge et le nourrit, le nombre des heures de travail étant basé sur la durée ordinaire du travail journalier dans le district ; 3° que le cultivateur assure le transport du soldat depuis son dépôt jusqu'à la gare de chemin de fer la plus rapprochée de l'exploitation rurale, les frais de voyage lui étant, d'ailleurs, remboursés par l'Etat. En ce qui concerne le salaire, il doit être payé même les jours où le mauvais état du temps ne permet pas la culture.

Les demandes de travailleurs militaires doivent être adressées aux Bourses du Travail gouvernementales, qui les transmettent aux autorités militaires. Les cultivateurs qui habitent à proximité d'une garnison peuvent s'adresser directement au commandant de la garnison pour obtenir la main-d'œuvre dont ils ont un besoin urgent, mais alors pour une période n'excédant pas six jours ouvrables ; des dispositions analogues ont été prises pour l'affectation des soldats convalescents

aux travaux agricoles dans les localités situées à proximité de leur dépôt ; le tarif des salaires est moins élevé en ce qui les concerne ; la circulaire prescrit en outre que les convalescents ont droit à un jour de repos sur sept.

II. — Emploi des femmes.

Le ministre du commerce, d'accord avec le ministre de l'agriculture, s'est efforcé de mobiliser un nombre de femmes suffisant pour le travail des champs, et de remédier ainsi au départ des agriculteurs pour l'armée. Le gouvernement prescrit de chercher à utiliser, pour les besoins de l'agriculture, les réserves de main-d'œuvre formées principalement dans les villages par les femmes inoccupées, qui ne sont pas absolument étrangères aux opérations de culture, et aussi dans les villes par les femmes pourvues d'une certaine instruction et désireuses de se préparer à la profession agricole. Des Commissions féminines de Comté, travaillant soit en collaboration avec les Commissions agricoles de Guerre, soit isolément, ont déjà été constituées dans 25 comtés, et on espère que leur création se généralisera à toute l'Angleterre. En vue d'atteindre ce résultat, le gouvernement a recommandé un programme de propagande méthodique dans toutes les régions du pays, au moyen de réunions locales et même d'une action individuelle à domicile. Des registres sont ouverts dans les villages, et les femmes sont invitées, pour des motifs patrioti-

ques, à s'inscrire en vue de l'exécution de travaux agricoles.

Pour donner plus d'extension à cette action, le ministère de l'agriculture a constitué un groupe de conférenciers chargés de stimuler les initiatives individuelles en faisant appel au dévouement de chacun dans les réunions publiques. De son côté, le ministère du commerce a engagé un certain nombre de femmes pour des tournées de conférences dans les diverses régions du territoire anglais (1).

III. — Extension du rôle des machines dans l'agriculture.

La diminution de la main-d'œuvre a entraîné nécessairement, en Angleterre comme dans les autres pays, l'obligation d'employer davantage les machines, particulièrement en agriculture. « Il est probable, écrit M. Orwin, directeur de l'Institut des recherches de l'Economie agricole, que le grand désastre où nous nous trouvons mêlés imprimera un élan considérable vers une plus grande industrialisation de l'agriculture anglaise et qu'il fera davantage, pour résoudre le problème du salariat agricole, que ce que n'a pu accomplir, dans l'espace d'une génération, l'action des forces économiques ordinaires » (2). Le machinisme est, en effet,

(1) Le travail des femmes et l'agriculture, *Journal of the Board of Agriculture*, cité par le *Bulletin mensuel des Institutions économiques et sociales*, n° du 11 février 1916, p. 127.

(2) The farmer in war-time (L'agriculteur en temps de guerre),

l'un des éléments à ne pas négliger pour assurer à la terre le maximum de rendement ; d'autre part, la machine a l'avantage d'économiser la main-d'œuvre, et, au cas où elle est d'un prix élevé, il y a un moyen bien simple, pour les agriculteurs, de remédier à la cherté du prix, c'est de former entre eux des coopératives pour en faciliter l'acquisition. Ajoutons que le machinisme, et en particulier la motoculture, sont d'un emploi beaucoup plus facile en Angleterre qu'en France, en raison de l'importance qu'y possède la grande propriété agricole.

IV. — Mise en culture de pâturages.

L'Angleterre s'est préoccupée d'augmenter ses ressources culturales, à mesure qu'elle voyait la guerre se prolonger. En temps normal, la Grande-Bretagne est obligée de demander à l'importation la plus grande partie des céréales dont elle a besoin. En temps de guerre, les appels qu'elle fait à l'importation sont de nature à se multiplier, puisque le chiffre total de ses produits alimentaires, déjà faible en temps de paix, décroît à mesure qu'augmente le nombre des agriculteurs que la conscription enlève à la terre. Le gouvernement britannique s'est trouvé, par suite, dans l'obligation de recourir à des mesures plus accentuées que les précé-

dentes pour entretenir l'ensemble des terres du Royaume-Uni.

Trois commissions ministérielles ont été nommées, en juin 1915, pour examiner les mesures législatives ou autres susceptibles d'être prises dans le but unique de maintenir à son niveau antérieur et même d'accroître la production alimentaire de l'Angleterre. D'après les instructions reçues par elles, ces commissions devaient étudier la question comme si la guerre devait se prolonger jusqu'à la fin de l'année 1916 ; on peut résumer leurs travaux en disant qu'elles ont préconisé la mise en culture de quelques-uns des plus maigres terrains laissés à l'état de pâturages depuis la période 1870-1880, comme l'un des procédés les plus efficaces pour obtenir une augmentation effective de la production alimentaire sur le territoire anglais (1). La préoccupation de la production nationale en blé a tenu une part très grande dans les travaux de ces commissions. La Grande-Bretagne ne produisait, en effet, en temps de paix, qu'une quantité de blé correspondant à une consommation nationale de six semaines. Divers moyens ont été envisagés pour maintenir d'abord, accroître ensuite cette production. C'est ainsi que ces trois commissions, une pour l'Angleterre, une pour l'Ecosse et une pour l'Irlande, concluent le plus géné-

(1) *Bulletin mensuel des Institutions économiques et sociales*, vol. 62, 7^e année, n° 2, février 1916, p. 107 et s., et n° 3, mars 1916, p. 101 et s.

ralement dans leurs rapports à la transformation de certains pâturages en terres à blé (1).

SECTION II. — Mesures prises en Italie.

En Italie, on a cherché à remédier à la dépopulation des campagnes résultant de la mobilisation au moyen de mesures diverses, entre autres : 1° par l'emploi des machines agricoles ; 2° par la constitution de commissions provinciales servant de bureaux de placement ; 3° par la constitution de commissions d'arbitrage chargées de résoudre les principaux conflits engendrés par les contrats agricoles.

I. — Extension du machinisme dans l'agriculture italienne.

Cette extension a été facilitée par un décret de la Lieutenance générale du royaume publié par la *Gazetta Ufficiale del Regno d'Italia*, du 31 mai 1916 (2). Les préfets du royaume ont la faculté de déclarer obligatoire pour les propriétaires, emphytéotes, fermiers, colons et travailleurs de la terre de leur province, la

(1) Il convient de mentionner, avant de quitter les Iles Britanniques, le plan de mobilisation civile dont l'application est confiée à M. Neville Chamberlain et qui exercera sans aucun doute une influence favorable et puissante sur le développement de la production agricole du Royaume-Uni.

(2) Compte rendu dans le *Bulletin mensuel des Institutions économiques et sociales*, vol. 70, 7^e année, n° du 10 octobre 1916, p. 127.

prestation des animaux, des machines et du personnel y relatif, pour la moisson et les battages, en faveur d'autres propriétés situées dans la même province, moyennant une rémunération raisonnable, et sous réserve que, pour leurs besoins personnels, les propriétaires seront fondés les premiers à se servir de leur matériel. L'échange des dites prestations peut également être rendu obligatoire d'une province à une autre ; mais, dans ce cas, il faut une décision du ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Lorsque des demandes de prestations sont formulées, c'est le syndic qui décide, en tenant compte des disponibilités et des besoins des exploitations agricoles des territoires de sa commune ; le syndic détermine en même temps les conditions auxquelles le matériel et l'outillage demandés pourront être mis à la disposition d'une autre commune ; il fixe notamment le montant de la rémunération et le mode de paiement. Au cas où un propriétaire se refuserait à prêter son matériel, le syndic doit en informer d'urgence le préfet de la province, et celui-ci a le droit d'ordonner la réquisition et d'exécuter d'office, aux frais de celui qui persiste à ne pas s'en acquitter, la prestation obligatoire.

De plus, pour faciliter l'emploi des machines agricoles, le décret de mai 1916, prorogeant un décret antérieur du 6 juin 1915, confère au ministre de l'agriculture la faculté de procéder à l'achat de moteurs et de machines agricoles, et d'en concéder l'usage aux

agriculteurs. Le ministre peut également accorder des primes et des subventions aux particuliers ou aux sociétés, syndicats et firmes qui, avec les machines leur appartenant, se chargent de l'exécution méthodique des travaux agricoles dans l'intérêt général sur un territoire déterminé (1).

II. — Constitution de commissions provinciales pour le placement.

Le même décret organise dans chaque province une commission provinciale d'agriculture qui siège à la préfecture. Cette commission, présidée par le préfet, comprend un délégué de l'autorité militaire désigné par le commandant de la place, le directeur de la chaire ambulante d'agriculture ou un délégué de ce dernier choisi parmi le personnel technique des chaires de la province, plus six experts, dont trois doivent être entrepreneurs de travaux agricoles, et trois sont choisis parmi les ouvriers agricoles ; les uns et les autres sont désignés par le préfet, sur l'avis des principales associations respectives.

La commission ainsi constituée est chargée des fonctions suivantes, pour lesquelles elle peut demander la collaboration des bureaux de placement de chaque localité. Elle doit : 1° faire un relevé de la main-d'œuvre disponible, de la main-d'œuvre agricole dans les diffé-

(1) *Bulletin de statistique et législation comparée* d'octobre 1915, p. 569.

rentes zones de la province, apprécier si elle est en excès, ou si, au contraire, elle est insuffisante pour les besoins de la culture locale : 2° promouvoir et organiser le déplacement de main-d'œuvre d'une zone à l'autre, suivant les besoins ; 3° dresser un relevé de toutes les machines agricoles disponibles dans la province, en encourager et en faciliter l'utilisation le plus largement possible ; 4° obtenir à la fois, par la propagande et par l'enseignement, un plus grand développement de la main-d'œuvre féminine ; 5° se tenir en contact avec les commissions d'agriculture des provinces limitrophes pour régler et faciliter les mouvements de déplacement de travailleurs d'une province dans l'autre, suivant les disponibilités de la main-d'œuvre et les besoins de la culture.

Au cas où la commission, malgré l'emploi de toutes les mesures ci-dessus indiquées, constate qu'il y a, d'une part, insuffisance de main-d'œuvre dans une partie de la province, et, au contraire, excès de la main-d'œuvre dans une autre zone de la province, elle doit en informer immédiatement le préfet, qui, lui-même, demandera au ministre de l'agriculture les instructions nécessaires.

En dehors du placement officiel, l'utilisation de la main-d'œuvre agricole est encore facilitée en Italie par la section italienne de l'Association internationale pour la lutte contre le chômage ; celle-ci a considéré qu'en raison du dépeuplement des campagnes engendré par

la guerre, il était indispensable de multiplier les bureaux de placement des travailleurs agricoles, et elle a dressé deux projets de statuts-types pour la fondation de ces bureaux et pour l'organisation pratique de leur service (1). Le bureau rend ses services gratuitement, en principe. Il reçoit les offres et les demandes d'emploi qui portent sur des travaux matériels d'ordre agricole ou industriel. Il doit se conformer aux conditions établies dans les tarifs dressés d'un commun accord par les patrons et par les ouvriers, tarifs qui sont déposés au bureau. Il recueille et fournit toutes les indications utiles aux deux parties sur les conditions du travail, la qualité et la capacité de ceux qui demandent du travail, mais il décline toute responsabilité à cet égard. Le bureau doit se tenir en communication avec d'autres bureaux du même genre d'autres villes et de l'étranger, afin d'obtenir des renseignements utiles relativement aux demandes, offres et conditions du travail. Il est dirigé par un comité composé en nombre égal de membres choisis parmi les associations de patrons et les associations d'ouvriers. Il distribue gratuitement aux exploitants agricoles qui en font la demande des modèles spéciaux, portant au recto l'adresse du bureau, et au verso les indications qui doivent être fournies par toute personne qui a besoin de main-d'œuvre. Les de-

(1) V. le *Buletino dell'Ufficio del Lavoro*, n° 1-2, janvier-février 1916, cité par le *Bulletin mensuel des Institutions économiques et sociales*, vol. 68, 7^e année, n° 8, août 1916, p. 123 et s.

mandes de travail sont enregistrées par le bureau, en suivant l'ordre chronologique, sur un registre spécial ; les demandes sont inscrites sur des fiches individuelles spéciales, de couleurs différentes, suivant qu'elles se réfèrent à des hommes ou à des femmes, et la fiche individuelle reproduit le numéro porté sur le registre matricule.

III. — Création de commissions d'arbitrage.

Dans chaque ressort judiciaire est créée (toujours par le décret de mai 1916) une commission d'arbitrage, qui a pour mission de statuer sur les difficultés relatives à la prorogation ou à la résiliation des contrats agricoles et sur les contrats collectifs, notamment se rapportant aux opérations agricoles. Cette commission est présidée par le prêteur et composée de quatre membres choisis par ce dernier après avis des associations principales respectives ; deux de ces membres sont choisis parmi les entrepreneurs de travaux agricoles, les deux autres parmi les ouvriers agricoles. La commission s'efforce de concilier les parties divisées par un litige ; si elle y réussit, le procès-verbal de conciliation équivaut à un contrat entre les parties. Quiconque serait appelé à faire partie de la commission et en refuserait la charge, ou n'assisterait pas aux séances sans produire d'excuses valables, serait puni d'une amende de 25 à 50 lires.

IV. — Retour des émigrés et mesures diverses.

En ce qui concerne la main-d'œuvre agricole en Italie, il est intéressant d'observer que, de tous les pays belligérants, l'Italie sera vraisemblablement celui dont la main-d'œuvre agricole aura été le moins atteinte par la guerre ; il ne faut pas perdre de vue, en effet, que, dans ces dernières années, l'émigration italienne, surtout vers l'Amérique du Sud, avait été considérable. Or, l'ordre de mobilisation a eu pour effet immédiat de ramener sur la terre natale les nombreux émigrés des classes encore mobilisables, évalués au minimum à six cent mille hommes. Il est très probable que cet afflux subit de travailleurs venus pour défendre le sol natal créera entre eux et la mère-patrie des liens plus solides, et qu'au surplus leur intérêt même, à raison des vides créés par la guerre, les incitera à chercher désormais fortune sur le sol italien, en remettant en état les exploitations rurales de ceux qui auront disparu, et en acquérant ainsi une partie de la propriété d'une terre autrefois trop petite pour les contenir tous (1).

Cette situation favorable n'empêche d'ailleurs pas le gouvernement italien de prendre des mesures énergiques pour venir en aide à l'agriculture de son pays. Indépendamment des décrets précités, il a fixé le prix maximum des engrais, et il a notablement étendu le

(1) Cf. *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, novembre 1916, p. 288.

crédit agricole en consentant aux cultivateurs : 1° des avances sans intérêts jusqu'à concurrence de la moitié de la valeur de la récolte ; 2° l'avance du cinquième de la somme nécessaire pour acheter les semences et les engrais.

Enfin, par décret du lieutenant-général du royaume, en date du 22 juin 1916 (n° 755), le ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce a été scindé en deux parties, l'une relative à l'agriculture et à laquelle on a donné le nom de *Ministero per l'Agricoltura*, l'autre concernant l'industrie, le commerce et le travail et que l'on appelle *Ministero per l'Industria, il Commercio e il Lavoro*. Cette mesure nous montre l'importance qu'ont prise en Italie les services de l'agriculture (1).

SECTION III. — Mesures prises en Russie.

Signalons qu'en Russie le gouvernement a cherché à parer à l'insuffisance de la main-d'œuvre agricole en utilisant à la fois les mobilisés, les réfugiés, les étrangers et les prisonniers de guerre. Pendant l'été 1916, plus de 100.000 soldats ont été rappelés du front pour les travaux agricoles, auxquels ont été affectés

(1) *Bulletin mensuel des Institutions économiques et sociales*, n° 12, décembre 1916, p. 141, rapporté de la *Gazetta Ufficiale del Regno d'Italia*, n° 148, Rome, 24 juin 1916.

également environ 250.000 réfugiés. On a fait venir de Chine, dans le même but, le 1^{er} juin 1916, cent mille ouvriers de race jaune ; enfin 600.000 prisonniers de guerre ont été employés pour la rentrée des récoltes. Ces diverses mesures ont permis de rassembler, pendant l'été 1916, environ un million d'individus pour les opérations de culture (1).

SECTION IV. — Mesures prises en Allemagne.

Dès le début des hostilités, la loi du 4 août 1914 (art. 3) autorisait le Bundesrat à édicter des mesures économiques pour conjurer la crise ouverte par la guerre. En vertu de ce texte, le Conseil fédéral de l'Empire prit, le 31 mars 1915, une ordonnance concernant les mesures destinées à assurer l'ensemencement des terres. En voici l'analyse :

ART. 1^{er}. — L'autorité administrative inférieure est autorisée, d'après des mesures arrêtées dans le détail par l'autorité centrale de chaque Etat fédéral, à exiger des personnes qui ont la jouissance de biens ruraux et de biens-fonds agricoles, à l'expiration d'un bref délai, une déclaration attestant qu'elles ont l'intention d'ensemencer la totalité de leurs champs ou spécifiant les pièces de terre qui doivent rester non ensemencées.

(1) *Rousskoïé Slovo*, article reproduit par le *Journal* du 19 novembre 1916.

Le déclarant devra, s'il en est sommé, prouver qu'il est en mesure d'effectuer l'ensemencement auquel il se propose de procéder. Les intéressés peuvent être prévenus par un avis public.

D'après l'article 2, si les dits individus n'effectuent pas un ensemencement, s'ils n'établissent pas qu'ils sont en mesure d'y procéder, s'ils laissent pour une cause quelconque la sommation sans réponse, l'autorité administrative inférieure a le droit de leur retirer, pour la transférer à l'Association communale, la jouissance du bien-fonds et de ses accessoires, en tout ou en partie, jusqu'à la fin de l'année 1915. Aux termes de l'article 3, l'Association communale s'efforcera d'assurer la meilleure exploitation de la terre. L'autorité administrative décidera dans quelle mesure l'Association communale sera tenue d'un dédommagement envers l'ayant droit. Le propriétaire ou tout autre ayant droit n'a pas à participer aux dépenses de l'Association communale. En ce qui concerne l'arrangement entre l'Association communale et le propriétaire ainsi que les autres ayants droit, l'autorité administrative inférieure décide, après estimation équitable, sans recourir aux tribunaux (art. 5). Un appel est possible devant l'autorité administrative supérieure contre les décisions de l'autorité administrative inférieure, dans un délai de huit jours, mais seulement à l'égard des décisions prises conformément à l'article 5.

Les personnes qui, par suite de l'invasion des troupes

ennemies, ont abandonné leurs précédentes occupations agricoles, pourront, afin d'y retourner, résilier moyennant un préavis de cinq jours les contrats passés par elles après le 31 juillet 1914 et en vertu desquels elles avaient engagé leurs services en dehors des circonscriptions qu'elles habitaient auparavant.

Ce décret, d'une portée générale, cesse toutefois de s'appliquer aux Etats particuliers dont la législation a édicté des mesures propres à assurer les ensemencements. Une nouvelle ordonnance du 9 septembre 1915 est venue proroger d'un an les mesures prescrites par celle que nous venons d'analyser (1).

Actuellement, il semble qu'une législation encore plus rigoureuse soit sur le point d'être adoptée en Allemagne. Car une loi en préparation a pour but d'imposer la culture obligatoire sur toutes les propriétés individuelles de toutes les parties de l'Empire, sous le contrôle de fonctionnaires de l'Etat ; une sorte de monopole de l'exploitation agricole serait ainsi constitué en Allemagne au profit de l'Etat (2).

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée*, janvier 1916, p. 69.

(2) Voir à cet égard l'information donnée par la *Liberté*, 12 décembre 1916.

SECTION V. — Conclusion.

Il résulte de ce rapide examen des mesures prises à l'étranger pour assurer à l'agriculture la main-d'œuvre nécessaire pendant la guerre qu'en définitive, devant les mêmes inquiétudes, des dispositions analogues ont été édictées dans presque tous les pays sur lesquels nous possédons des renseignements : remplacement de la main-d'œuvre humaine par les machines, remplacement des hommes par les femmes, utilisation des cultivateurs mobilisés, des réfugiés, des prisonniers de guerre. Deux pays paraissent s'être engagés dans une voie les conduisant à des mesures plus énergiques encore : l'Angleterre, qui a prescrit récemment d'ensemencer en céréales des terrains convertis en pâturages depuis plus de 40 ans ; l'Allemagne, qui prétend imposer à chaque propriétaire d'une exploitation rurale l'obligation de la maintenir en culture sous le contrôle du gouvernement. Le législateur français a dû, lui aussi, sous l'empire de la nécessité, s'inspirer de ces exemples et recourir à des mesures semblables ; mais il ne s'est décidé à établir des règles susceptibles, en un certain sens, de porter atteinte à la propriété privée qu'après avoir utilisé, sans en avoir retiré tout l'effet attendu, les autres procédés de mise en culture des terres. Jusqu'à la fin de l'année 1916, aucune contrainte n'avait

été employée contre les possesseurs de propriétés rurales pour assurer la continuité de la culture ; mais, devant la prolongation de la guerre, le législateur a dû promulguer ces mesures de contrainte devant lesquelles il avait pendant longtemps hésité.

CHAPITRE II

LES MESURES PRISES EN FRANCE, AVANT LA LOI DU 6 OCTOBRE
1916, POUR ASSURER LA CULTURE DES TERRES PENDANT
LA GUERRE.

Le gouvernement s'est efforcé, peu après le début des hostilités, de rendre à la terre, sous une autre forme, les bras que la guerre lui avait enlevés. Dès le commencement de l'année 1915, le gouvernement, d'accord avec le haut commandement, a envisagé les mesures les plus opportunes à cet effet ; elles peuvent être groupées sous les rubriques suivantes : 1° emploi de la main-d'œuvre militaire ; 2° rééducation professionnelle agricole des mutilés de la guerre ; 3° affectation des prisonniers de guerre ; 4° appel aux ouvriers étrangers ; 5° emploi des femmes ; 6° extension de la culture mécanique ; 7° enseignement professionnel agricole ; 8° création d'un office national agricole de placement.

SECTION I. — Emploi de la main-d'œuvre militaire.

Dès le commencement des hostilités, le bureau de la Société nationale d'Agriculture de France, sur l'initia-

tive de M. Méline, convoqua les grandes associations agricoles ayant leur siège à Paris, afin de rechercher, d'accord avec le gouvernement, les moyens propres à sauvegarder les intérêts agricoles compromis par la mobilisation générale de presque tous les hommes valides. Et un comité, constitué sous la présidence de M. Méline, tint plusieurs réunions dès le mois d'août 1914. Il se préoccupa immédiatement de se procurer la main-d'œuvre nécessaire pour faire les vendanges ; les ministres de la guerre et de la marine offrirent tout de suite, à cet effet, 20.000 inscrits maritimes immédiatement disponibles. En dehors des inscrits maritimes, le comité émit l'avis qu'il y avait lieu de procéder d'urgence au recensement, dans les villes, de tous les travailleurs, hommes et femmes, au courant des opérations de culture, en vue de les envoyer dans les départements où le besoin de main-d'œuvre se faisait particulièrement sentir (1).

Un peu plus tard, la Société nationale d'Agriculture de France était saisie d'une lettre du Syndicat agricole de Poligny (Jura) demandant au ministre de la guerre de laisser dans leurs foyers les hommes des communes rurales appartenant aux services auxiliaires, de même que les réformés et exemptés récupérables appartenant à des classes anciennes, et ayant, par exemple, dépassé l'âge de 35 ans (âge au dessus duquel la plupart des

(1) *Bulletin des séances de la Société nationale d'Agriculture de France*, séance du 7 octobre 1914, t. 74, p. 745.

fonctionnaires des administrations financières n'ont pas été mobilisés (1). Cette demande faisait suite à un décret du 22 septembre 1914 ordonnant la révision de tous les exemptés et réformés d'avant la guerre. Les intérêts de la défense nationale primant tous les autres, il ne put être donné satisfaction sur ce point au vœu des sociétés d'agriculture.

Cependant, il était indispensable de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'enlèvement des moissons. Dans le nord et l'est de la France, les avoines n'étaient pas encore coupées et les blés n'avaient pas été rentrés. Dans ces conditions, le ministre de l'agriculture adressait, le 1^{er} août 1914, aux préfets, une circulaire appelant leur attention sur la nécessité de prendre des dispositions permettant d'utiliser tous les bras disponibles non seulement pour la récolte de la moisson, les battages, l'emmagasinage et la conservation des grains, des pailles et des fourrages, mais encore pour assurer les prochaines emblavures, et il les priait de conseiller aux maires de recourir aux jeunes gens au-dessous de 20 ans, aux femmes, aux jeunes filles, et aux hommes âgés de plus de 48 ans. En outre, une circulaire du ministre de l'agriculture, en date du 24 octobre 1914, portait à la connaissance des préfets qu'une décision récente du ministre de la guerre autorisait l'octroi de permissions d'une durée maxima de 15 jours,

(1) Même *Bulletin*, séance du 14 octobre 1914, p. 772.

aux hommes des dépôts, territoriaux de la zone de l'intérieur, exerçant des professions agricoles (propriétaires, fermiers, métayers, maîtres valets, domestiques et ouvriers agricoles). Il était prescrit aux hommes qui n'avaient qu'une faible surface à cultiver chez eux de s'employer, pendant le reste de leur congé, chez les autres cultivateurs du pays et, en premier lieu, sur les propriétés des cultivateurs mobilisés (1).

Un peu plus tard, les hommes préposés à la garde des voies de communication dans la zone de l'intérieur purent obtenir des permissions de même durée, afin d'assurer la culture de leurs terres ou de celles de leurs voisins (2). « Il importe, disait la circulaire, que les hommes momentanément retirés des dépôts emploient toute leur activité à réaliser le but que s'est proposé le gouvernement : la préparation des récoltes prochaines. » Il y avait là une aide sensible apportée à l'agriculture : « La pénurie de main-d'œuvre, qui menaçait de devenir une véritable calamité d'ici à quelques semaines, sera atténuée grâce aux permissions qui vont être accordées aux territoriaux pour les semailles et les travaux de printemps ainsi que pour le battage des blés (3). » L'agriculture s'était plainte du manque des chevaux d'atte-

(1) *La main-d'œuvre agricole*, n° d'août 1914-avril 1915, p. 13.

(2) Instruction détaillée, publiée au *Journal officiel* du 3 février 1915.

(3) *Bulletin de la Société des Agriculteurs de la France*, février 1915, p. 6.

lage, une grande partie ayant été réquisitionnée par l'armée ; l'autorité militaire mit alors à la disposition des agriculteurs un certain nombre de chevaux fournis par les dépôts des armes montées désignés par les commandants des régions. Les voitures et harnachements furent obtenus par la réquisition.

Peu de temps après, le 12 mars 1915, le ministre de la guerre créa les compagnies de travailleurs agricoles, destinées à venir en aide à la main-d'œuvre civile pour les travaux des champs dans la zone des armées ; les officiers et les hommes furent choisis parmi les territoriaux, les hommes du service auxiliaire et les hommes reconnus inaptes à faire campagne ; ils devaient appartenir aux professions agricoles et avoir l'aptitude nécessaire pour rendre les services attendus d'eux, soit pour les semailles du printemps, soit pour le battage des grains.

Les compagnies de travailleurs agricoles, constituées au nombre de 15, à l'effectif de 400 hommes chacune, pouvaient procurer à l'agriculture un nombre total d'environ 6.000 travailleurs, mais disponibles seulement dans la région des armées. L'emploi de ces compagnies agricoles a été des plus fructueux. En outre, les unités combattantes, au repos dans les villages de la région des armées, se sont employées à venir en aide à l'agriculture en mettant à la disposition des cultivateurs les éléments de travail qui leur manquaient. L'artillerie, le train des équipages, la cavalerie ont fourni ainsi leur tribut d'hommes et de chevaux. Cer-

taines de ces unités ont même assumé la charge de mettre en culture les terres restées sans maître dans les communes évacuées.

Les résultats ainsi obtenus dans un secteur du front ont été exposés dans une communication faite à l'Académie d'Agriculture par un de ses correspondants, officier d'état-major au 2^e corps de cavalerie (1). Le correspondant expose le travail qui a été accompli, pendant le stationnement d'hiver, par une grande unité, pour mettre le sol en culture dans huit communes du front, dont quatre étaient complètement évacuées, deux avaient gardé encore quelques habitants et les deux dernières avaient des représentants de toutes les exploitations, mais sans attelages et sans main-d'œuvre. Le commandement de l'unité poursuivit un programme ayant trois objets principaux : accroître le rendement en grains de la récolte future, éviter une dépréciation de la valeur des terres et utiliser, en les enfouissant, les fumiers qui encombraient les cantonnements au détriment de l'hygiène. Dans les communes évacuées par les habitants, les travaux furent intégralement accomplis par la troupe ; dans les communes qui avaient gardé une partie de leur population, les travaux furent assurés par le commandement militaire avec la collaboration d'un Comité agricole, mieux au courant des assolements, et les cultures furent soignées aussi bien

(1) *Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture*, séance du 5 avril 1916, p. 428 et s.

chez les cultivateurs absents que chez les présents. Enfin, dans les communes qui avaient conservé leur population normale, l'initiative des travaux fut réservée aux agriculteurs, mais sous la surveillance de l'autorité militaire, qui leur prêta ses attelages.

De son côté, l'Intendance mobilisa les batteuses abandonnées et put préserver de la perte de nombreuses meules qui étaient restées à l'abandon sur le sol, depuis 14 mois. Des équipes de battage furent constituées, battant le blé comme l'avoine ; l'Intendance acheta même les grains aux cultivateurs. Un accord relatif à la cession des semences et à la rémunération du travail de la troupe intervint entre l'Intendance et la Préfecture ; en échange des prestations de travail fourni par l'armée, la préfecture donnait à l'Intendance les semences qu'elle achetait directement au battage.

Les travaux de l'unité dont il s'agit portèrent sur une superficie de 700 hectaresensemencés en avoine ; 350 hectares purent être semés dans les quatre communes entièrement évacuées, 150 hectares dans les deux communes à demi occupées et 200 dans les deux communes habitées. Une superficie au moins égale devait être labourée et fumée pour êtreensemencée en blé d'automne. En outre, l'outillage agricole abandonné par ses propriétaires, et qui était resté sans entretien, fut rassemblé, envoyé à la Préfecture, et celle-ci le fit abriter et remettre en état, en vue d'une nouvelle utilisation. Tel est un exemple du travail utile que peuvent

faire les troupes au repos et des services considérables qu'elles rendent à l'agriculture de la zone des armées, soit en se substituant aux cultivateurs absents, soit en secondant énergiquement les propriétaires demeurés sur leurs terres.

Pour le reste de la France, la pratique des permissions agricoles a été continuée ; de nombreux territoriaux et réservistes territoriaux des dépôts ont pu s'employer à la culture de leurs biens. De plus, le ministre de la guerre, pénétré de l'idée que les intérêts généraux du pays commandaient d'accorder le plus largement possible les permissions agricoles, adressa, à la fin de mai 1915, aux généraux placés sous ses ordres, une circulaire étendant le bénéfice des permissions agricoles aux hommes exerçant des professions accessoires du métier de cultivateur, par exemple, aux maréchaux-ferrants, nécessaires pour ferrer les animaux employés aux travaux et pour réparer les machines agricoles.

Une autre circulaire, du 5 juin 1915, visait principalement les auxiliaires agriculteurs et donnait à l'autorité militaire le droit de leur accorder par roulement une permission de 15 jours ; une disposition analogue était prise au profit des inaptes et des blessés ou malades ayant rejoint leur dépôt sans être complètement rétablis (1). « Mon intention, disait le ministre, a été

(1) *La main-d'œuvre agricole*, numéro de juin 1915, p. 3.

appelée sur le fait que beaucoup de militaires, originaires des régions envahies ou de la zone dont l'accès est interdit aux permissionnaires agricoles, ne demandent pas les permissions dont la circulaire du 3 mai 1915 leur assure pourtant le bénéfice, parce qu'ils ne peuvent rentrer dans leurs foyers et ne savent où aller. D'autre part, de nombreux cultivateurs non mobilisés s'adressent soit à l'autorité militaire, soit à l'autorité civile, pour obtenir des travailleurs militaires non désignés nominativement... Il m'a paru que ces deux choses pouvaient se concilier. J'autorise donc les chefs de corps à donner satisfaction aux demandes de main-d'œuvre qui leur parviendront par l'intermédiaire des maires ou des préfets en accordant des permissions agricoles de quinze jours aux hommes, ci-dessus visés, qui seront volontaires pour exécuter le travail demandé. »

Une nouvelle circulaire a été rédigée par le ministre de la guerre au sujet de la coopération de l'armée aux travaux agricoles pour l'année 1916. Cette circulaire, en date du 22 décembre 1915, s'imposait pour permettre une meilleure utilisation des ressources en main-d'œuvre constituées par l'armée, d'autant plus que de nouveaux appels avaient réduit le nombre des cultivateurs restés sur leurs terres. Les innovations contenues dans cette circulaire, qui a eu pour auteur le général Gallieni, portent sur deux objets :

1° Il y a lieu de donner le plus tôt possible satisfac-

tion aux intérêts agricoles et aux demandes de main-d'œuvre qui sont formées dans ce but ; il est donc nécessaire d'instruire ces demandes et d'y répondre avec le minimum de rapidité, et, pour cela, des mesures de décentralisation, de simplification administrative s'imposent. En conséquence, les généraux commandant les régions auront, dans cette matière, la délégation permanente des pouvoirs du ministre de la guerre sous le contrôle des inspecteurs généraux, et ils s'inspireront de l'idée qu'il convient de prêter à l'agriculture, sous toutes ses formes, le maximum de main-d'œuvre compatible avec l'état de guerre. « La mise en valeur du sol, déclarait le général Gallieni, est un des besoins auxquels il faut satisfaire à tout prix, au même titre que le ravitaillement des armées en hommes et en matériel, ou la mise à la disposition des usines, travaillant pour la défense nationale, de la main-d'œuvre nécessaire (1). »

2° Pour permettre plus facilement le règlement détaillé de toutes les dispositions à adopter dans une région qui s'étend sur plusieurs départements, l'autorité militaire sera assistée d'organes permanents, qui seront à la fois consultatifs et exécutifs ; ils comprendront, dans chaque département : le préfet ou son délégué, un officier général ou son délégué, le directeur des services agricoles. Les officiers généraux, membres de ces commissions, auront tous pouvoirs utiles pour trancher les questions

(1) *La main-d'œuvre agricole*, janvier 1916, p. 2.

sur place. En outre, le général Gallieni signalait à ses subordonnés l'utilité des *équipes volantes* mises par les chefs militaires de tout ordre, de leur propre initiative, pour une journée ou une demi-journée, à la disposition des cultivateurs du voisinage, en vue de donner un coup de main.

Cette circulaire est venue compléter, pour l'agriculture, les dispositions d'un décret du 25 octobre 1915. Ce décret institue en effet, pour la durée de la guerre, dans chaque région de corps d'armée de la zone de l'intérieur, un *Comité consultatif d'action économique*, dont le siège est fixé au chef-lieu de la région. La mission de ce Comité est de rechercher les mesures propres à maintenir et à développer l'activité agricole et industrielle de la région, notamment par l'emploi rationnel de la main-d'œuvre civile et militaire. Toutes les dispositions générales relatives à l'emploi de la main-d'œuvre militaire sont obligatoirement présentées, au préalable, à l'approbation du ministre. Le Comité, présidé par le préfet du département où se trouve le chef-lieu de la région, comprend : l'intendant militaire, directeur du service de l'intendance de la région, un officier de l'état-major de la région désigné par le général commandant la région, un inspecteur départemental du travail, le directeur des services agricoles du département où siège le comité, un président de commission de ravitaillement, le trésorier - payeur général du département où siège le comité, deux représentants de

l'agriculture, du commerce ou de l'industrie par département compris dans la région, choisis parmi les membres des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures, des sociétés et associations agricoles et des syndicats professionnels ou agricoles, enfin un officier ou fonctionnaire désigné par le ministre de la guerre, et qui assure la liaison entre le comité et l'administration centrale de la Guerre, ainsi qu'avec les diverses autorités intéressées (1).

Un nouveau décret, très important, du 2 février 1916, est également relatif au secours à apporter aux agriculteurs pour la mise en culture de la terre. L'idée caractéristique de ce décret est la création, dans chaque commune rurale, d'un organisme permanent, le « Comité d'action agricole », composé des agriculteurs les plus expérimentés de la commune, qualifiés pour prendre la direction des cultures et pour imprimer l'activité générale à toutes les opérations agricoles. Ce comité, portait le décret, est élu par tous les agriculteurs de la commune ; les femmes dirigeant une exploitation agricole prennent part au vote et sont également

(1) L'instruction du 3 décembre 1915, insérée au *Journal officiel* du 5 décembre 1915, et rédigée par M. Joseph Thierry, sous-secrétaire d'Etat à l'Intendance, crée au chef-lieu de chaque département un sous-comité consultatif d'action économique ayant dans ses attributions ce qui concerne plus spécialement le département. Toutes les règles relatives au fonctionnement des comités sont applicables aux sous-comités.

éligibles ; le comité, qui est constitué pour le temps de la guerre, comprend cinq membres pour les communes de moins de 500 habitants, sept membres pour celles de 500 à 2.000, et neuf membres pour toutes les autres communes. Mais, avant la mise à exécution, on objecta que la confection d'une liste des électeurs comprenant les agriculteurs de la commune entraînerait des retards et des difficultés, par suite de la surcharge qu'elle occasionnerait aux mairies et de la mobilisation d'un très grand nombre de maires ou de secrétaires de mairie ; en conséquence, la désignation des membres du comité a été, par un décret ultérieur du 9 février 1916, attribuée au conseil municipal, auquel seront adjoints trois agriculteurs, hommes ou femmes, choisis par le conseil, parmi les bureaux des associations agricoles quelles qu'elles soient, ou, à défaut, parmi de simples membres de ces associations résidant dans la commune, et, s'il n'en existe pas, parmi les notables agriculteurs.

L'organisation de ces Comités d'action agricole se relie à l'utilisation de l'armée pour la culture des terres, en ce sens que l'une des principales attributions du comité est de servir d'intermédiaire aux agriculteurs pour soumettre leurs demandes ou leurs réclamations aux autorités militaires, comme d'ailleurs aux autorités civiles, soit directement, soit par l'intermédiaire du Comité cantonal. En outre, le Comité d'action agricole communal a mission de se mettre à la disposition des agriculteurs pour leur donner assistance et appui, pour

leur faciliter les moyens de se procurer des engrais, des semences, des animaux de travail, des machines ; enfin pour les mettre en rapport avec les institutions de crédit mutuel agricole pouvant leur faire des avances d'argent. D'autre part, à la demande des exploitants, mobilisés ou non, le Comité communal peut accepter, à titre de mandataire bénévole, et sur la demande des exploitants mobilisés ou non, de diriger des travaux de culture sur les terres que leurs propriétaires ne pourraient plus cultiver. Le comité est présidé par le maire ; les comités de plusieurs communes peuvent, d'ailleurs, s'entendre dans un intérêt commun agricole.

Au-dessus des Comités d'action agricole est institué un comité cantonal, appelé « Comité d'organisation agricole », dont l'utilité est moins apparente ; il ne contrôle nullement les opérations de culture accomplies par les précédents ; il a pour mission unique de les conseiller et de leur servir d'intermédiaire auprès des autorités militaires et civiles, en appuyant auprès de celles-ci toutes les réclamations, d'ordre général, portant sur les questions relatives à la mise en valeur du sol, comme les questions de main-d'œuvre, d'achat ou de réquisition militaire, d'obstacles à la culture, etc. Le gouvernement estimait que l'action de ces divers comités pourrait, si elle était secondée par l'autorité militaire, empêcher l'abandon définitif de nombreuses terres.

Tous les rouages dont il s'agit ont été organisés, en

somme, de manière à permettre plus aisément l'affectation des militaires aux travaux agricoles. Pour ne pas entraver cette affectation, le ministre de la guerre adressait, le 2 avril 1916, à ses inspecteurs généraux, une circulaire leur enjoignant de veiller à ce que toutes les permissions agricoles fussent accordées dans la plus large mesure, et sans exiger de formalités inutiles, la seule pièce à produire par le postulant étant un certificat aux termes duquel le maire de la commune établissait que l'intéressé exerçait une profession agricole. En outre, le ministre interdisait de refuser une permission agricole individuelle pour employer l'homme en équipe ; il est certain, en effet, que le système de la permission individuelle, qui ramène l'homme chez lui et donne à son travail le stimulant de l'intérêt personnel, est préférable au procédé de l'équipe agricole, qui affecte l'homme à une région et à des terres autres que les siennes (1). On sait qu'à certains moments, les nécessités de la guerre interdisent l'octroi des permissions agricoles. Mais, même pendant les périodes d'activité offensive ou défensive, l'emploi des mobilisés en main-d'œuvre volante reste toujours possible, les hommes ainsi employés pouvant être considérés comme présents au corps d'une manière permanente ; c'est ce que porte une circulaire du ministre de la guerre en date du 10 mai 1916. Le système des équi-

(1) Voir *La main-d'œuvre agricole*, mai 1916, p. 4.

pes volantes doit, en face de la raréfaction croissante de la main-d'œuvre agricole, recevoir la plus grande extension possible. C'est, constate le ministre, l'un des moyens les plus efficaces de venir en aide aux agriculteurs ; il convient donc d'autoriser les hommes à travailler chez les cultivateurs du voisinage, non seulement pour une journée ou une demi-journée, mais même pour des périodes de deux ou trois jours renouvelées aussi fréquemment que les nécessités du service le permettent. « Même les hommes susceptibles de partir en renfort dans un bref délai peuvent être ainsi utilisés jusqu'à la dernière minute pour la vie économique du pays (1). » Une autre circulaire, du 22 mai 1916, exige que les certificats établis par les maires, et destinés à attester que les militaires, demandant une permission agricole, exercent bien une profession agricole, soient contresignés par le vice-président du Comité d'action agricole.

Au début de l'été 1916, il s'agissait de prendre les mesures répondant aux besoins des travaux de fenaison, travaux d'une importance économique et même militaire considérable, puisqu'ils assurent le réapprovisionnement de l'armée en fourrages. Dans ce but sont intervenues deux circulaires, l'une du 25 mai, l'autre du 11 juin 1916, relatives, la première, aux permissions agricoles, la seconde, aux sursis d'appel. La circulaire du 25 mai prescrit d'utiliser, jusqu'à la dernière minute,

(1) *La main-d'œuvre agricole*, juin 1916, p. 6.

sous la forme d'équipes volantes, les hommes de toutes classes appelés à partir en renfort aux corps de l'infanterie ou du génie dans le délai d'un mois ; en outre, elle recommande d'attribuer, dans la plus large mesure, des permissions agricoles aux cultivateurs mobilisés ne rentrant pas dans la catégorie précédente (auxiliaires, incapables, convalescents, formations diverses de la zone de l'intérieur, cavaliers et artilleurs) ; de plus, des équipes de travailleurs prélevées sur les non-agriculteurs seront mises à la disposition des Commissions départementales de la main-d'œuvre agricole. Enfin, dans le but d'employer le plus possible les cultivateurs dans leur commune d'origine, même quand ils travaillent sur la terre d'autrui, parce qu'ils s'intéressent alors davantage aux choses de l'agriculture, la circulaire pose la règle suivante : un permissionnaire agricole pourra être laissé, à l'expiration de sa permission, pour une durée égale, à la disposition du Comité d'action agricole de sa commune, qui devra en faire la demande en temps voulu au chef de corps. Les permissions agricoles pourront ainsi être portées à un maximum de trente jours consécutifs, quinze jours sur la demande de l'intéressé, pour ses besoins personnels, et quinze jours sur la demande du Comité d'action agricole, au service de la collectivité.

La seconde circulaire, du 11 juin 1916, est relative aux sursis d'appel pour les travaux agricoles (1). Con-

(1) *La main-d'œuvre agricole*, juin 1916, p. 6 à 8.

formément à une proposition de résolution, adoptée par la Chambre dans la séance du 9 juin 1916, le ministre de la guerre confère aux généraux commandant les régions le pouvoir de prononcer, par délégation spéciale, la mise en sursis des agriculteurs R. A. T. du service auxiliaire, pendant la durée de la fenaison et de la moisson, opérations d'une importance capitale pour la vie économique du pays. La mise en sursis est étendue aux hommes exerçant des professions qui se rattachent à la culture (maréchaux-ferrants, forgerons, mécaniciens réparateurs de machines agricoles, entrepreneurs de battage, propriétaires et mécaniciens de machines à battre). Les agriculteurs R. A. T. du service auxiliaire, affectés aux établissements travaillant pour la défense nationale, seront mis en sursis comme ceux en service dans les dépôts ou dans toute autre formation. « Il est bien entendu, porte la circulaire, que ces sursis ne constituent pas des congés bénévolement accordés pour tout l'été à une certaine catégorie de mobilisés : c'est, en quelque sorte, un changement d'affectation temporairement prononcé à l'égard de ces hommes, dans l'intérêt de la défense nationale. Pendant la durée du sursis, ils doivent toute leur journée à la terre. Les Comités communaux d'action agricole, secondés par la gendarmerie, devront exercer sur eux une surveillance rigoureuse, et faire travailler pour la collectivité tout homme qui n'aurait pas de travaux agricoles personnels à exécuter ou qui les aurait terminés. Tout

chef de brigade de gendarmerie est investi du droit de renvoyer à son corps un homme en sursis qui refuserait de déférer aux injonctions du Comité d'action agricole de sa commune. »

Avec l'époque des vendanges, il fallait que les populations viticoles pussent compter de nouveau sur le concours de l'armée. Ce concours a été fourni dans les conditions suivantes (1) : 1° concession, de droit, d'une permission de 20 jours aux R. A. T. des services auxiliaires exerçant une profession viticole ; 2° concession d'une permission de même durée aux ajournés et exemptés des classes 1916 et 1917 exerçant une profession viticole et reconnus aptes au service armé par les conseils de revision de mai-juin 1916 ; 3° concession d'une permission de 30 jours aux tonneliers présents sous les drapeaux, à l'exception de ceux en service aux armées. En outre, dans les départements viticoles, des équipes de travailleurs militaires devront être mises, à la demande des préfets, à la disposition des communes pour effectuer les travaux de vendange. La circulaire ajoute que, dorénavant, pour obtenir une permission agricole, la production d'un certificat du maire de la commune, revêtu de sa seule signature, suffira pour attester la qualité d'agriculteur de l'intéressé.

Spécialement pour la culture de la betterave à sucre, une circulaire du ministre de la guerre, en date du

(1) Circulaire du 11 août 1916, *La main-d'œuvre agricole*, septembre 1916, p. 5.

20 septembre 1916, permet de mettre des travailleurs militaires à la disposition des cultivateurs betteraviers et aussi d'accorder des permissions agricoles aux mobilisés originaires des départements betteraviers (1).

Enfin, avec la fin de l'année 1916, apparaissait la nécessité d'exécuter en temps utile les labours, les ensemençements et les emblavures pour la campagne 1916-1917. Ici encore le concours de l'armée a été promis de la manière la plus large à l'agriculture (2) ; tous les militaires exerçant une profession agricole, à l'exclusion de ceux en service aux armées, et même les inaptes soumis à l'entraînement et les récupérés à l'instruction, pourront obtenir des permissions agricoles. De plus, pour le cas spécial où des fermières restent seules dans des exploitations de petite étendue (10 à 30 hectares), par suite de l'absence ou de la perte de leur mari ou fils, l'autorité militaire leur fournira la main-d'œuvre nécessaire pour éviter de laisser leurs terres en friche en mettant à leur disposition un ou deux hommes, autant que possible du même pays ou d'un pays voisin, choisis parmi les ouvriers agricoles qui n'ont pas de labours à exécuter pour eux-mêmes.

En résumé, si on veut se faire une idée nette de la proportion dans laquelle le concours de l'armée est assuré à l'agriculture française, il faut partager la

(1) *La main-d'œuvre agricole*, octobre 1916, p. 7.

(2) Circulaire du 26 septembre 1916, *La main-d'œuvre agricole*, novembre 1916, p. 7.

France en deux zones : celle des armées et celle de l'intérieur. Dans la première, le travail agricole est fourni : 1° par des compagnies de travailleurs agricoles, dont l'affectation est faite par les soins du grand quartier général entre les départements de la zone des armées (les généraux appartenant à la Direction des Etapes et des Services opèrent la répartition des travailleurs, d'accord avec les préfets et les commissions départementales de la main-d'œuvre agricole) ; 2° par des équipes formées, suivant les disponibilités, d'hommes de l'armée territoriale et de la R. A. T. stationnés dans la zone des armées (elles sont réparties de la même manière) ; 3° par des équipes volantes, prélevées sur les différents corps de troupe de la zone des armées, et même par une assistance de quelques heures donnée par les troupes disponibles, autant que le permettent les nécessités de la lutte ; 4° par les G. V. C. de la zone des armées ; 5° par des permissions agricoles, mais dont le bénéfice ne peut être accordé qu'aux hommes des dépôts compris dans la zone des armées.

En ce qui concerne la zone de l'intérieur, c'est au contraire le régime des permissions qui constitue le mode normal d'assistance de l'armée à l'agriculture : elles sont accordées aux cultivateurs de toutes armes non appelés à partir aux armées. Ces permissions peuvent être prolongées sur la demande du Comité d'action agricole communal, pour permettre à ce comité d'utiliser l'homme au profit de la collectivité, quand il

a terminé ses travaux personnels, sans toutefois que la durée totale de l'absence puisse excéder 30 jours consécutifs. Le travail agricole est en outre fourni : 2° par des équipes mises à la disposition des cultivateurs sur la demande de la Commission départementale de la main-d'œuvre agricole, et de concert avec l'autorité militaire ; 3° par des équipes volantes, composées notamment d'hommes de toutes classes appelés à partir en renfort aux corps actifs ou de réserve de l'infanterie ou du génie dans le délai d'un mois ; 4° par une assistance de quelques heures donnée par les troupes au repos, après entente directe entre l'exploitant et le chef du détachement ; 5° par les G. V. C. pendant leurs heures de repos, ou à raison de permissions individuelles ; 6° par les convalescents que le médecin militaire a autorisés à cet effet et par les infirmiers non occupés ; 7° par les cultivateurs appartenant aux dépôts des équipages de la flotte, qui peuvent, eux aussi, bénéficier de permissions individuelles. Enfin les R. A. T. du service auxiliaire exerçant le métier de cultivateur ou une profession connexe peuvent être mis en sursis pendant la durée de la fenaison ou de la moisson (1-2).

L'emploi de la main-d'œuvre militaire a-t-il donné de bons résultats ? Il faut répondre, sans hésiter, affir-

(1) *La main-d'œuvre agricole*, août 1916, p. 6 et 7.

(2) La libération provisoire des agriculteurs des classes 1888 et 1889 ne pourra qu'exercer une influence favorable sur la récolte de 1917, mais elle n'en est pas moins un peu tardive.

mativement pour la zone des armées. Là, les cultivateurs avaient abandonné leurs terres, ou bien ceux qui étaient restés manquaient de la plupart des instruments nécessaires à la culture. Sans le concours de l'armée, les terres auraient certainement subi une dépréciation considérable ; or, si l'on considère l'étendue de cette zone, qui comprend la majeure partie des départements du Nord et de l'Est, on se rend compte facilement du dommage dont a été ainsi préservée l'agriculture française.

Mais, dans la zone de l'intérieur, la main-d'œuvre d'origine militaire a donné des résultats moins satisfaisants. Assurément, les commandants de dépôt n'ont plus aujourd'hui la mentalité qu'ils avaient au début de la guerre, et qui les portait à rejeter trop fréquemment les demandes présentées par les agriculteurs mobilisés. Conformément aux instructions reçues du ministre de la guerre, ils se montrent beaucoup plus larges dans l'octroi des permissions. Ils comprennent que les intérêts vitaux du pays interdisent de perdre de vue la protection de la culture ; malheureusement, l'autorité militaire se trouve constamment aux prises entre deux intérêts également supérieurs, mais contradictoires : celui de la défense du pays et celui de l'exploitation rurale. Or, l'élévation de nos effectifs, sur le front, à leur maximum, ne laisse disponible dans les dépôts qu'un faible nombre de mobilisés, qui va constamment se réduisant à mesure que se multiplient les appels du

front. La main-d'œuvre militaire ne pouvait donc suffire à elle seule à prêter à l'agriculture le soutien indispensable.

Au surplus, ce n'est pas seulement un concours en hommes que l'armée a fourni à la terre ; elle a mis également à sa disposition les animaux nécessaires aux opérations de culture, et cela soit par des prêts, soit par des ventes. Le prêt des chevaux de l'armée aux cultivateurs est utile, à la fois, à ces derniers, qui peuvent les affecter à des opérations de labour ou autres, et aussi à l'armée elle-même, dont les animaux, souvent inoccupés pendant d'assez longues périodes, risquent de devenir trop gras et de perdre les qualités attendues d'eux. D'autre part, les chevaux réformés sont encore susceptibles de rendre à la terre des services qui n'entraînent pour eux aucun surmenage. En ce qui concerne les prêts de chevaux à l'agriculture, une circulaire du ministre de l'agriculture aux directeurs des services agricoles fixe les conditions du prêt de chevaux de l'armée aux agriculteurs (1). Les prêts doivent être effectués dans la mesure la plus large, surtout dès que l'effectif des chevaux dépasse, dans les quartiers ou les cantonnements, le nombre des places abritées. Dans tous les cas, la possibilité des prêts demeure subordonnée aux besoins du ravitaillement des unités du front,

(1) *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, mars 1916, p. 87.

et l'emprunteur est prévenu qu'il sera tenu d'effectuer la restitution de l'animal à la première invitation et sans délai. Pendant la durée du prêt, la nourriture et l'entretien sont à la charge de l'emprunteur, sous la surveillance de la brigade de gendarmerie la plus voisine, et il répond, bien entendu, des pertes ou des accidents survenus par sa faute.

Pour les ventes, il y avait lieu de prendre des précautions, afin d'empêcher que des spéculateurs ne profitent des occasions qui s'offraient à eux et n'accaparent les chevaux réformés mis en vente par l'armée. Aussi, en vue d'exclure de la concurrence, dans les adjudications, les marchands de chevaux, certaines précautions ont été prises pour réserver un droit de préférence aux agriculteurs dans les ventes de chevaux réformés. « Pour chaque animal, l'adjudication ne sera tout d'abord ouverte qu'aux agriculteurs ou éleveurs ; ceux-ci devront être porteurs d'un certificat du maire de leur commune, délivré spécialement en vue de la vente à laquelle il est procédé, attestant leur qualité de cultivateur ou d'éleveur, et indiquant le nombre de chevaux dont ils ont réellement besoin. » Les porteurs de ces certificats ont seuls le droit de mettre des enchères, à l'exclusion de toutes autres personnes et notamment des marchands professionnels. C'est seulement si l'adjudication ainsi limitée ne donne pas de résultat que la vente sera poursuivie dans les conditions habituelles,

toutes les personnes présentes, sans distinction, ayant le droit d'y concourir (1).

Ces prescriptions ont permis de conjurer une manœuvre consistant, de la part de syndicats de spéculateurs, à acheter les chevaux réformés à très bas prix et à les revendre très cher à la culture.

En outre, un assez grand nombre de chevaux d'attelage, qui avaient été réquisitionnés au début de la guerre pour les besoins de l'armée, ont été rendus à leurs propriétaires, dès que l'autorité militaire n'a plus eu besoin d'utiliser ces animaux.

SECTION II. — Rééducation professionnelle agricole des mutilés de la guerre.

L'une des plus grandes calamités de la guerre sera d'avoir laissé, derrière elle, un nombre considérable de blessés ou de mutilés ; l'Etat, sans doute, leur paie sa dette de reconnaissance sous forme de pension ; mais celle-ci n'est pas assez élevée pour assurer l'existence de ces glorieux serviteurs du pays. Leur intérêt donc leur conseille de chercher à accroître leurs ressources, et cet intérêt se concilierait avec celui de la nation, si, malgré leurs blessures ou leurs mutilations, ils pouvaient s'employer encore utilement pour l'agriculture.

(1) Circulaire du ministre de la guerre du 26 mai 1916, rappelée par lui à la séance de la Chambre le 28 juillet 1916, *Journal officiel*, 29 juillet 1916.

Aussi, diverses œuvres d'initiative privée et gouvernementale se sont-elles efforcées d'offrir à ces malheureux le moyen de continuer à servir le pays, en particulier en consacrant leur activité aux besoins de l'agriculture. A tout prix, en effet, pour éviter l'abandon des terres, il faut utiliser tous les concours possibles et tâcher de combler les vides laissés dans les rangs des exploitants par ceux qui ne reviendront plus.

Nous citerons, parmi les œuvres ou institutions qui ont entrepris la rééducation agricole et le placement des mutilés : la Fédération nationale d'assistance aux mutilés des armées de terre et de mer en collaboration avec la Société des Agriculteurs de France et l'Union des syndicats du Sud-Est ; l'Association nationale des mutilés de la guerre ; le Service spécial de rééducation professionnelle agricole des mutilés de la guerre organisé par le ministère de l'agriculture et l'Office national de placement des mutilés et réformés créé par le ministère de la guerre.

a) « La Fédération des mutilés s'est formée après les appels de M. Maurice Barrès dans l'*Echo de Paris* et les souscriptions qui ont été ouvertes dans ce journal. » (1) Elle a son siège 63, avenue des Champs-Élysées (2). Tout d'abord elle a eu surtout en vue le travail industriel. Néanmoins, les intérêts de l'agriculture

(1) Notice du Comité de Paris de la Fédération nationale d'assistance aux mutilés des armées de terre et de mer, p. 1.

(2) *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, janvier, p. 8,

ne devaient pas rester longtemps sans être l'objet des grands efforts de cette institution qui compte dans son sein des hommes entièrement dévoués à leur cause ; et le *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France* annonçait, en janvier 1916 (1), la tentative faite par la Fédération pour créer deux centres de rééducation agricole : l'un à l'Ecole de Beauvais, placé sous les auspices de la Société des Agriculteurs de France, l'autre à Limonest (Rhône), placé sous la direction et le contrôle de l'Union des syndicats du Sud-Est. « Les pensionnaires y sont défrayés de tout aux dépens de la Fédération, et aucun prélèvement n'est opéré sur leur pension ou les allocations qu'ils reçoivent en attendant la réforme », dit la notice du Comité de Paris (2).

La réputation de l'Ecole de Beauvais est depuis longtemps établie. Nul doute que les mutilés se trouvent dans des conditions très favorables pour faire leur rééducation. Cette école peut recevoir une trentaine d'élèves pour s'exercer à divers emplois manuels à la ferme de Beauséjour, sous la conduite d'un amputé, déjà devenu très habile à tous les travaux des champs (3). Quant à l'Ecole de Limonest, l'importance de l'Union des syndicats du Sud-Est (525 syndicats affiliés répartis en huit départements et groupant environ 130.000 so-

(1) P. 8.

(2) Janvier 1916, p. 3.

(3) *Bulletin de l'Institut agricole de Beauvais*, n° du 1^{er} janvier 1916, p. 14.

ciétaires) nous est un sûr garant de la méthode théorique et pratique avec laquelle l'œuvre a été entreprise.

b) L'Association nationale des mutilés de la guerre (6, boulevard des Invalides, Paris) a été fondée au mois de septembre 1915, sous la présidence du général Mallerre. Elle se propose surtout de procurer du travail aux mutilés et elle favorise leur placement par une rééducation professionnelle. Cette institution est un office de renseignements et d'entr'aide.

c) Le ministère de l'agriculture a organisé un service spécial pour la rééducation professionnelle agricole des mutilés de la guerre. 23 écoles étaient ouvertes à cet effet au mois d'août 1916.

Un grand nombre d'écoles spéciales, déjà existantes, pouvaient être utilisées avantageusement pour l'éducation ou la rééducation des mutilés désireux de s'orienter vers l'agriculture. Il suffisait de créer des sections spéciales pour ces nouveaux élèves, suivant leurs aptitudes. Il n'y a que certaines catégories de mutilés qui peuvent s'appliquer à tel genre de travail ; la diversité des blessures impose la diversité des affectations.

Nombre de professions agricoles peuvent, par exemple, être remplies par des mutilés d'un bras ou d'une jambe. Un mutilé d'une jambe peut être vacher, berger ou s'occuper de jardinage ou de laiterie, d'aviculture, de pisciculture ; il peut même faire un bon mécanicien agricole. Un amputé d'un bras peut, après une éducation spéciale, se livrer à la plupart des travaux des

champs, un amputé des deux jambes peut s'adonner à une foule de petits travaux qui ne nécessitent pas de déplacement : confection de liens, égrenage du maïs, surveillance de la cuisson des aliments du bétail (1).

Dans chacune des écoles d'agriculture, une section spéciale autonome pour les mutilés a été formée à côté de celles qui donnent l'enseignement normal aux élèves réguliers. Dans ces écoles d'enseignement général, les cours donnés aux mutilés sont simplifiés, ils se ramènent à des causeries familières pour la théorie et à des démonstrations pratiques aisées à comprendre, ou bien on se borne à faire suivre aux mutilés des cours spéciaux, comme ceux d'élevage, de jardinage, de laiterie, de viticulture, d'apiculture, d'aviculture, compatibles avec les emplois susceptibles de leur être réservés ; la durée de ces cours varie de trois mois à un an ; ils sont ouverts, non seulement dans les écoles nationales d'agriculture, mais aussi dans diverses écoles pratiques d'agriculture, dans des fermes-écoles ou même à la bergerie nationale de Rambouillet (Seine-et-Oise). A l'école nationale d'osiericulture et de vannerie de Fays-Billot (Haute-Marne), les mutilés font l'apprentissage de la vannerie ; dans cette dernière, il y a même une section pour les aveugles ; le métier de berger est enseigné à l'école nationale d'agriculture de

(1) Voir le *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, pour l'Ecole de Sandar, n° de janvier 1916, p. 7 ; et *La main-d'œuvre agricole*, janvier 1916, p. 4.

Grignon, à l'école pratique de Châtillon-sur-Seine ; des cours spéciaux destinés à former des mécaniciens ruraux sont ouverts dans les trois écoles nationales d'agriculture de Grignon, de Rennes et de Montpellier et dans plusieurs écoles pratiques ; ces cours ont commencé à fonctionner le 1^{er} mars 1916 ; les directeurs des Services agricoles ont reçu des instructions en vue de faire connaître au public de leur région la rééducation des mutilés. L'école nationale d'horticulture de Versailles a été mise à contribution pour apprendre aux mutilés la culture potagère, la culture florale et l'arboriculture fruitière (1).

Des sections de rééducation laitière et fromagère ont été créées aux écoles de laiterie et fromagerie de Poligny (Jura), de Surgères (Charente-Inférieure) et de Mamirolles (Doubs). Enfin, à titre de création nouvelle, deux importants centres de rééducation générale agricole sont en voie d'organisation à La Brosse (Yonne) et à Grugny (Seine-Inférieure).

Dans toutes ces écoles, les frais d'entretien, la nourriture et le logement sont gratuits pour les mutilés ; le voyage aller et retour s'effectue à demi-tarif, d'après une attestation du directeur du centre de rééducation.

d) Un *Office national de placement des mutilés et réformés de la guerre* a été créé par le général Gallien, en vertu d'un arrêté du 29 février 1916. Cet établisse-

(1) Voir, pour plus de renseignements, *La main-d'œuvre agricole*, février 1916, p. 4 et 5.

ment se propose de centraliser et d'instruire les demandes d'emploi faites par des militaires retraités ou réformés à la suite de blessures ou de maladies contractées au cours de la guerre et d'étudier les questions se rapportant à la meilleure utilisation des grands blessés et des mutilés pour la vie économique du pays. Les bureaux de ce service sont installés 95, quai d'Orsay.

Quels ont été les résultats donnés par toutes ces institutions ? Quand on consulte les statistiques publiées jusqu'au milieu de l'année 1916 (1), on est frappé du faible nombre de mutilés qui se sont montrés désireux de profiter des facilités et des situations qui leur étaient offertes : un seul mutilé était inscrit à l'école de Grignon : on en comptait deux à l'école de Versailles, un à l'école de laiterie de Mamirolles, cinq à l'école des bergers de Rambouillet, et la proportion était à peu près la même dans les autres écoles. Comment expliquer cette aversion, ou tout au moins ce manque d'enthousiasme chez les mutilés, pour ces centres de rééducation ? Les raisons en ont été très clairement exposées par M. Souchon à l'Académie d'Agriculture (séance du 19 janvier 1916) (2). On éprouve la plus grande difficulté, déclare M. Souchon, à maintenir les mutilés de la guerre dans leur ancien métier. « Ce que veulent tous les mutilés, c'est une place de gardien. Ils ne veulent pas se remettre

(1) Cpr. *La main-d'œuvre agricole*, août 1916, p. 6.

(2) *Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture*, 1916, p. 69.

au travail pour deux motifs : le premier, c'est qu'ils risqueraient de perdre leur pension : le second, c'est qu'ils diminueraient leurs chances à la place qu'ils ambitionnent. Pour ce qui regarde la pension, il est bien entendu que l'Etat ne reprendra jamais, en aucune manière, la pension qu'il doit aux mutilés, que ceux-ci travaillent ou non. » Puis, poursuivant son analyse des causes qui éloignent les mutilés de l'emploi de leur activité, M. Souchon signale certains faits qui se sont produits, et qui seraient plutôt de nature à faire persévérer les mutilés dans leur erreur. C'est ainsi que des patrons ont essayé de diminuer le salaire de trois mutilés, sortant d'une école industrielle, du montant de la pension touchée par ceux-ci ; et il y a là, en effet, un danger qui avait été prévu dans une circulaire, en date du 10 février 1916, du ministre du travail, sur le placement des mutilés et des réformés de la guerre. Le ministre redoutait déjà, à cette époque, que si l'on confiait à des institutions spéciales le placement des réformés et des mutilés, il n'y eût à craindre des réductions infligées par les patrons à la rémunération de cette catégorie de travailleurs. « Le fait qu'ils jouissent d'une pension militaire peut, remarquait le ministre, les inciter à accepter des places rémunérées à un taux inférieur à celui des ouvriers ordinaires ; de là, la possibilité de conflits, d'une part, entre les ouvriers normaux et les ouvriers des ateliers formés principalement ou exclusivement de mutilés rémunérés à des prix

inférieurs (1). » Or, une semblable pratique, quant à la fixation des salaires alloués aux mutilés, doit être absolument proscrite ; il importe que les mutilés soient mis sur la même ligne, quant au salaire, que les travailleurs ordinaires. La capacité de travail d'un mutilé ou d'un réformé peut, sans doute, avoir été réduite du fait de la maladie ou de la mutilation ; mais, entre les ouvriers ordinaires eux-mêmes, il existe des différences parfois sensibles d'endurance au travail et de capacité professionnelle, et cependant tous ceux qui se livrent à une tâche analogue dans une entreprise reçoivent la même rémunération. Aussi pensons-nous, avec M. Souchon, que toute diminution de salaire fondée sur le fait d'une infirmité résultant de la guerre doit être signalée à l'opinion publique et, au besoin, interdite par une loi, pour empêcher qu'elle se généralise. Par exemple, en agriculture, du moment qu'un berger ou un mécanicien s'acquitte de sa tâche d'une manière aussi satisfaisante qu'un homme absolument valide, ce qui lui est facile, vu la nature simple de la mission qui lui est confiée, il n'y a pas de motif d'établir une différenciation des salaires.

La question de l'emploi des mutilés de guerre dans l'agriculture soulève d'ailleurs un autre problème du même genre : il est à craindre que leur salaire ne soit considéré, autant par certains d'entre eux que par un

(1) *La main-d'œuvre agricole*, février 1916, p. 5.

certain nombre d'employeurs, comme un « salaire d'appoint ». Dans ce cas le mutilé toucherait la même rémunération que les travailleurs de sa catégorie, mais ferait baisser le niveau général de cette rémunération au détriment de tous ses collègues, dont la situation économique deviendrait déplorable. Il importe que le législateur veille à ce que la main-d'œuvre des mutilés ne déprime pas le prix du travail, à ce qu'il y ait, en matière de salaire, entre nos vaillants blessés et les ouvriers agricoles qui ont moins souffert de la guerre, égalité par en haut et non pas par en bas.

En tout cas, il est certain que les essais tentés jusqu'ici pour réadapter les mutilés aux professions agricoles sont loin d'avoir été couronnés de succès, et il y en a un second motif : c'est que la plupart de ces braves, qui ont fait preuve du plus grand courage sur le champ de bataille, semblent, une fois rentrés dans la vie civile, incapables de donner l'effort moral nécessaire pour se remettre en apprentissage ou pour suivre les cours d'une école. « J'ai vu, continue M. Souchon, des hommes énergiques, décorés de la Médaille militaire et de la Croix de guerre, pleurer à la pensée d'entrer comme des enfants dans une école d'apprentissage. Le plus grand nombre d'entre eux disent : Nous voulons un métier de bureau : nous voulons être comptables ; nous savons bien, ajoutent-ils, qu'avec un membre de moins on ne peut plus se livrer aux travaux des champs ; c'est là que des écoles, comme celle de Sandar-Limo-

nest, rendent des services de premier ordre aux mutilés » (*ibid.*).

En résumé, il est incontestable que le placement des mutilés dans l'agriculture rencontre de graves obstacles, résidant soit dans la mentalité des mutilés, soit dans l'infériorité réelle de la capacité de travail qui résulte pour eux de leurs blessures. Mais il semble qu'une publicité bien organisée serait de nature à leur montrer les avantages qu'ils pourraient retirer de l'exercice d'une profession agricole, à les persuader surtout que le salaire touché par eux se cumulera très régulièrement avec leur pension ; elle ramènerait ainsi à la terre un concours encore précieux pour la culture.

Le ministère de l'agriculture, désireux de faciliter de plus en plus l'accession des mutilés à l'agriculture, leur a accordé des avantages sensibles pendant la durée de leur rééducation : non seulement le séjour dans une école de rééducation est gratuit et les mutilés sont défrayés de tout, mais ils ne subissent, en principe, aucune retenue sur leur pension. Seuls, ceux qui jouissent de l'allocation journalière de 4 fr. 70 sont astreints à une retenue quotidienne de 4 fr. 20 ; mais, pour atténuer cette rigueur, il leur est donné, sous forme de prime au travail, une indemnité journalière qui ne doit pas être inférieure à 0 fr. 50 ; moitié de cette indemnité est accordée tout de suite aux mutilés ; l'autre moitié est gardée par le directeur de l'établissement, pour être remise au mutilé lors de sa sortie. Ainsi se trouvera

constitué un pécule de sortie qui aidera le mutilé à vivre pendant les premiers jours qui suivront la fin de son apprentissage. D'autre part, les formalités à observer pour être admis dans un centre de rééducation sont des plus simples : le mutilé s'adresse directement au directeur de l'établissement de rééducation, qui se charge lui-même de remplir les formalités utiles.

Il y a lieu de noter que l'activité législative s'oriente de plus en plus vers les idées de rééducation agricole des mutilés ; nous signalerons dans ce sens cinq propositions de loi déposées en 1916 (1). La première, en date du 21 janvier 1916, émane de M. Nouhaud ; elle a pour but la rééducation agricole, par un stage dans une école d'agriculture, de ceux des mutilés ayant une origine rurale ; à la suite de ce stage, des facilités leur seraient données pour l'acquisition d'une habitation et de quelques hectares de terrain à cultiver. Une proposition de MM. Queuille, Eynac et Laffont, en date du 3 février 1916, a pour objet d'orienter les mutilés vers les métiers ruraux en leur donnant la certitude de retrouver à la campagne une exploitation à leur compte ; à cet effet, l'Etat fournirait en espèces, aux mutilés, le quart du capital nécessaire à l'établissement de leur pension, sous la condition expresse de l'affectation de ce capital à l'acquisition d'une propriété rurale, qu'ils

(1) Voir le rapport de M. Bonnevey, au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, *J. off.*, Doc. parl., Chambre, 1916, p. 1576 et s.

s'engageraient à cultiver avec leur famille pendant 10 ans. En même temps, l'Etat consentirait aux mutilés une avance remboursable, d'un capital égal au précédent, avec intérêts, suivant un tarif décroissant d'après les charges de famille. Le remboursement de l'Etat s'opérerait par une retenue, sur les arrérages, d'un quart de la pension à ce spécialement affecté.

Aux termes d'une troisième proposition, déposée par M. Bonnevey le 15 février 1916, des facilités pour acquérir la petite propriété seraient accordées aux bénéficiaires de pensions de guerre, et cela à l'aide de prêts par les sociétés de crédit immobilier fondées par la loi du 10 avril 1908 ; ils seraient dispensés de justifier de la possession du cinquième du capital nécessaire à cette acquisition. D'autre part, les bénéficiaires des pensions de guerre pourraient aliéner leur pension moyennant un capital destiné à l'acquisition d'une propriété rurale. Cette aliénation ne pourrait être faite qu'à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, et la propriété ainsi acquise garderait les mêmes caractères d'inaliénabilité et d'insaisissabilité que la pension à laquelle elle serait substituée. Enfin, les métayers, fermiers ou ouvriers agricoles, ayant fait campagne, seraient dispensés des droits de mutation pour les acquisitions de terres ne dépassant pas une valeur de 1.200 francs, qu'ils effectueraient dans l'année de leur démobilisation.

Une proposition de M. Jules Siegfried, du 24 mars

1916, très voisine de la précédente, facilite l'application, à tous les pensionnés de la guerre, des lois sur les habitations à bon marché, la petite propriété, les petites exploitations rurales et le crédit immobilier. Elle diffère de la précédente : 1° par l'extension des facilités nouvelles d'emprunt et d'acquisition aux orphelins pensionnés ; 2° par la substitution, pour la conversion des pensions, de la Caisse nationale d'assurances en cas de décès à la Caisse des retraites pour la vieillesse.

Une 3^e proposition, du 26 mai 1916, due à l'initiative de M. Abel Gardey, nous paraît moins bien inspirée que les précédentes, en ce qu'elle cherche à intéresser les mutilés à la propriété rurale en facilitant la constitution des exploitations acquises par eux en biens de famille insaisissables, conformément à la loi du 12 juillet 1909. Etant donné le défaut de succès de cette loi auprès des populations de nos campagnes, qui, de façon générale, n'ont pas cru devoir en utiliser les dispositions, le projet de M. Gardey ne paraît avoir aucune chance de réalisation.

Enfin, de ces cinq propositions, la Commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre des députés a retenu un certain nombre de suggestions, qu'elle a fondues en un texte dont les traits caractéristiques sont les suivants (1) : 1° les pensionnés militaires ou civils, à la suite de blessures de guerre, peuvent ac-

(1) Voir *J. off.* du 26 novembre 1916, Annexes, *Doc. parl.*, Chambre, 1916, p. 1577.

quérir des propriétés rurales sans limitation de surface et jusqu'à concurrence d'une valeur de 8.000 francs, à l'aide de prêts hypothécaires consentis par les sociétés de crédit immobilier ; ils sont dispensés de la justification préalable, requise de tout autre emprunteur, de la possession du cinquième du capital nécessaire à l'acquisition, pourvu que les arrérages de la pension soient affectés au paiement de l'annuité due pour le remboursement du capital et le service des intérêts ; 2° les pensionnés militaires ou civils à la suite de blessures de guerre ont la faculté d'obtenir le rachat de la moitié de leur pension en vue d'acquérir une propriété dans les conditions rappelées ci-dessus ; ce rachat est effectué soit par l'Etat, soit par la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse, la propriété substituée à la pension gardant les mêmes caractères d'inaliénabilité et d'insaisissabilité ; l'Etat participe au service du paiement des annuités dues par les emprunteurs en tenant compte de leurs charges de famille ; 3° les pensionnés peuvent affecter la moitié du montant des arrérages de leur pension à la garantie d'un prêt, par les caisses de crédit agricole, pour l'acquisition d'un cheptel ; 4° les pensionnés ont des facilités spéciales en vue de la constitution d'un bien de famille ; mais, s'ils sont célibataires, ils doivent contracter mariage dans le délai de trois ans ; sinon, la constitution sera annulée à la requête de tout intéressé. Enfin : 5° les ouvriers agricoles, les fermiers et les métayers n'ont pas à payer

les droits de mutation pour les acquisitions de terre, d'une valeur de moins de 4.200 francs, qu'ils feront dans l'année suivant leur démobilisation.

Toutes ces propositions partent de l'idée louable d'orienter vers la carrière agricole la plupart des blessés et mutilés de la guerre ; elles élargissent dans ce but la portée d'application de lois récentes qui constituent, elles-mêmes, une législation favorable au développement de la petite propriété rurale. Par là même, elles sont de nature à multiplier la main-d'œuvre agricole, et de la façon la plus profitable, car, de tous les travailleurs ruraux, celui dont les intérêts sont le plus étroitement liés à la culture est évidemment le propriétaire du sol. Seulement, parmi les lois utilisées, il y aurait un choix plus éclairé à faire, semble-t-il, et, de tous les textes récents relatifs à la petite propriété dans les campagnes, la loi du 12 juillet 1909 est assurément l'une des moins susceptibles de contribuer à l'amélioration de la culture.

SECTION III. — L'affectation des prisonniers de guerre aux travaux agricoles.

Dès le commencement de l'automne 1914 s'est posée la question de l'utilisation des prisonniers de guerre. A différentes reprises, les cultivateurs ont réclamé des prisonniers pour leurs travaux agricoles, et leur vœu a été appuyé par les comités et sous-comités d'action

économique dans de nombreuses séances. Ceux-ci ont été affectés d'abord à des travaux de caractère plutôt public que privé, comme des drainages, notamment en Bretagne ; en janvier 1915, les propriétaires forestiers de plusieurs départements bretons, des Côtes-du-Nord, par exemple, ont pu obtenir des prisonniers ; dès lors, leur emploi au profit des particuliers n'a pas tardé à se répandre. Leur utilisation en agriculture a été réglée par une lettre, datée du 6 mai 1915, du ministre de la guerre aux généraux commandant les régions 3, 4 et 9 à 18 ; ce document subordonne cette utilisation aux conditions suivantes : 1° les prisonniers ne peuvent être employés que par groupes de 20 hommes au minimum, pour en faciliter la surveillance ; en cas de travaux successifs, les équipes ainsi constituées peuvent se déplacer d'un village à un autre ; 2° les prisonniers sont nourris, logés et couchés aux frais des cultivateurs ; ceux-ci doivent verser 0 fr. 40 par homme, somme se décomposant en 0 fr. 20 pour habillement et 0 fr. 20 pour le prisonnier ; au cas où le travail produit est reconnu mauvais, la rémunération de 0 fr. 20 attribuée au prisonnier est supprimée ; au contraire, lorsque le travail a été soigneusement accompli, la rémunération peut être augmentée, sur la demande de l'employeur, sans pouvoir dépasser 0 fr. 40 ; les 0 fr. 20 destinés à couvrir les frais d'habillement restant intégralement dus dans tous les cas, la somme à payer par l'employeur atteint alors 0 fr. 60 au maximum ; si les

cultivateurs fournissent le logement et le couchage sans la nourriture, la somme à verser en excédent est de 1 fr. 03 par jour ; elle s'élève à 1 fr. 17 quand l'employeur ne fournit rien, soit 1 fr. 57 au maximum : tels sont les salaires de base qui peuvent exceptionnellement être modifiés pour des cas particuliers, lors des contrats à intervenir ; 3° l'attribution des prisonniers étant faite en vue d'un intérêt général, ceux-ci ne sont pas mis à la disposition des particuliers, mais seulement des collectivités (syndicats, associations syndicales, communes) ; les maires sont tout particulièrement désignés pour traiter, au nom des exploitants d'une commune, avec l'autorité militaire, représentée par les commandants de région (1).

L'emploi des prisonniers de guerre n'a rien de contraire aux lois internationales ; la convention de La Haye de 1907 défend seulement de les affecter à des opérations militaires. C'est également en vertu de conventions internationales que la solde est due aux prisonniers de guerre.

L'un des contrats particuliers intervenus à cet égard est celui qui a été conclu avec l'autorité militaire, en janvier 1916, par le syndicat agricole de Beauregard. Une équipe de 20 hommes, sous la surveillance d'une garde de huit hommes, dont deux sous-officiers, a été mise à la disposition du syndicat. L'équipe comprend

(1) *La main-d'œuvre agricole*, juin 1915, p. 4.

un sous-officier allemand, qui ne travaille pas, mais qui assure l'exécution de la tâche confiée à chacun de ses compatriotes. Pour la nourriture, le cahier des charges laisse à l'employeur le choix entre plusieurs modes ; dans ce cas particulier, c'est l'Etat qui nourrit les hommes moyennant la somme de 1 fr. 33 par homme, l'employeur n'ayant à fournir que le couchage, le chauffage et l'éclairage. Une clause du cahier des charges impose le forcément du prix, qui représente un certain nombre de centimes par homme, variant suivant les localités, de 40 à 70. Les 20 centimes de poche du prisonnier sont en plus. Cette clause indemnise l'Etat de ses frais de garde et d'habillement des prisonniers, et elle est aussi destinée à empêcher que la journée des prisonniers revienne à un prix inférieur à celui de la main-d'œuvre locale, ce qui ne tarderait pas à faire baisser la rémunération de cette dernière.

Prenons une base de forcément de 40 centimes. Pour la fixation du prix de revient, il faut tenir compte des journées de chômage et de pluie, que le syndicat évalue un peu faiblement à six par mois ; d'autres facteurs interviennent encore, le sous-officier qui ne travaille pas, par exemple. « Enfin, ce premier compte fait, la journée de travail effectif d'un prisonnier de guerre est offerte à 3 fr. 10 ; mais c'est là un minimum. Si l'équipe doit aller travailler un peu loin, il y a d'autres frais qui viennent s'ajouter et qui portent la journée de travail à 4 francs ou 4 fr. 20 ; ce prix correspond à un travail

excellent ; les demandes affluent. Le roulement de travail est établi par quinzaine. Tous les 15 jours, la commission exécutive du syndicat se réunit et fixe le roulement ; les demandes sont inscrites au fur et à mesure qu'elles parviennent ; elles ne sont acceptées que pour 6, 12 ou 18 prisonniers, de façon à ménager les gardes (1). » Il s'agit d'un syndicat comprenant 220 membres et s'étendant sur une circonscription de 7.000 hectares ; c'est un syndicat composé en général de petits agriculteurs.

Quels résultats l'emploi des prisonniers a-t-il donnés ? Ils ont été employés aux travaux les plus divers, aux opérations de la fenaison dans les départements grands producteurs de foin, aux travaux de la moisson dans les régions où domine la culture des céréales. Après la moisson, ils ont été expédiés dans les départements du Midi et du Sud-Ouest pour y faire les vendanges ; cette opération terminée, ils ont été ramenés dans les régions du Nord pour l'arrachage des betteraves. Puis, une partie des prisonniers de guerre a été affectée aux distilleries et aux sucreries, une autre à des travaux de labour ; d'autres groupes ont été mis à la disposition de l'Administration des forêts pour des coupes de bois. Les services qu'ils ont rendus à l'agriculture ne sont pas douteux ; malheureusement ils n'ont pu lui fournir

(1) Cette communication a été faite par M. de Marcillac, correspondant à l'Académie d'Agriculture, *Comptes rendus des séances de l'Académie d'Agriculture*, séance du 14 juin 1916, p. 648.

qu'un appoint d'ordre secondaire, parce que le nombre de ceux qui ont été utilisés pour les travaux agricoles ne dépassait guère, en 1916, 40.000 pour toute la France (1). Les prisonniers de guerre sont en effet affectés à maints travaux autres que ceux de la culture et, d'autre part, beaucoup d'entre eux sont dans un état physique (maladie ou blessure) qui ne permet pas de les utiliser de façon avantageuse. En outre, les grands propriétaires seuls peuvent profiter de cette main-d'œuvre, puisque les prisonniers ne leur sont fournis que par groupes contenant au minimum 20 hommes ; il est vrai qu'il est facile, de la part des propriétaires, de remédier à cette règle en s'affiliant à des syndicats qui répartissent entre leurs membres les prisonniers réclamés. De tous les prisonniers, ceux dont le concours a été le plus précieux a été incontestablement le groupe des Alsaciens et des Polonais ; ils ont été séparés des Allemands, et les rapports entre eux et la population locale se sont établis beaucoup plus facilement. La main-d'œuvre turque a été également très appréciée dans le Midi, et il est regrettable qu'elle soit si peu nombreuse.

SECTION IV. — L'appel aux ouvriers étrangers.

Il faut distinguer, à cet égard, le concours demandé aux réfugiés français et belges, puis le concours des

(1) *Comptes rendus des séances de l'Académie d'Agriculture*, séance du 4 octobre 1916, p. 890, communication de M. Edmond Théry.

ouvriers indigènes de nos colonies, enfin le concours demandé aux étrangers proprement dits. En un mot, nous employons ici le mot « étranger » dans un sens très large, car nous faisons allusion ici à tous les travailleurs autres que ceux que fournit la population normale des différentes régions du pays.

I. — Les réfugiés.

Il ne semble pas que les réfugiés aient beaucoup contribué à la mise en culture des terres abandonnées ; le souvenir des misères qu'ils ont subies, dans leur fuite devant l'envahisseur, paraît avoir créé chez eux une mentalité particulière ; ils estiment qu'ayant subi des pertes plus ou moins considérables, ils doivent être regardés par la population des pays où ils fixent leur résidence comme des hôtes à secourir et non comme des auxiliaires à utiliser pour le travail de la région ; d'autre part, certains réfugiés belges, conscients du service rendu à la France par leur héroïque pays et par les personnes de leur famille qui ont pris part aux hostilités, croient avoir mérité par là un repos bien gagné qui doit durer jusqu'à leur rentrée au foyer dévasté ; en outre, les réfugiés craignent que l'allocation de chômage et les secours dont ils bénéficient leur soient retirés s'ils trouvent un travail rémunérateur.

Pour dissiper toute inquiétude des réfugiés à cet égard, une circulaire du ministre de l'intérieur, adres-

sée aux préfets, le 13 mars 1915, admet que, dans une certaine mesure, à apprécier par le préfet, le salaire pourra se cumuler avec l'assistance ; en particulier, le maire n'a pas le droit de supprimer ou de refuser une allocation en invoquant le produit du travail du réfugié ; le préfet seul a ce droit, en tenant compte, bien entendu, du coût de la vie dans la commune où se trouve le réfugié et de ses charges de famille. Le ministre convie les préfets à « résoudre les difficultés d'espèces en donnant une très large prime au travail, en adoptant des solutions humaines et généreuses et en ne perdant pas de vue que, quelles que soient les plaintes qu'a pu susciter l'attitude de certains réfugiés, ils ont à se préoccuper de venir en aide à d'émouvantes infortunes » (1). Par contre, tout refus, par un réfugié, d'un travail convenablement rémunéré et correspondant à peu près à ses aptitudes entraîne la suppression de l'allocation et le retrait de toute assistance, sur décision du préfet.

Une autre circulaire, du 6 mai 1915, contient la prescription suivante, qui est formelle : « En aucun cas, les allocations accordées en vertu de la loi du 5 août 1914, ou celles attribuées à titre de secours aux réfugiés, ne pourront être retirées aux familles qui se procureront, en participant aux travaux des champs, des ressources supplémentaires (2). »

(1) Circulaire rapportée dans *La main-d'œuvre agricole*, mai 1915, p. 1.

(2) *La main-d'œuvre agricole*, mai 1915, *ibid.*

Tout à l'opposé, les réfugiés ont été souvent embarrassés pour trouver du travail pour d'autres motifs : d'abord, prétextant l'allocation versée aux réfugiés, comme ils ont pu invoquer la pension versée aux mutilés, divers entrepreneurs n'ont pas voulu les rétribuer, estimant que l'allocation était une rémunération suffisante. D'autres fois, le salaire offert a été véritablement dérisoire. Il est évident que de pareilles pratiques, qui constituent une exploitation abusive du malheur d'autrui, sont absolument injustifiées et doivent être signalées à l'opinion publique. Dans d'autres cas, les cultivateurs, à qui les réfugiés ont été proposés comme ouvriers, ont exigé de ces derniers des références multiples. Or, étant donné les circonstances qui ont entouré le départ des réfugiés, une pareille exigence atteste une méfiance inopportune et excessive. Pour toutes ces raisons, l'assistance apportée à l'agriculture par les réfugiés a été des plus restreintes.

II. — La main-d'œuvre des colonies.

La main-d'œuvre coloniale a été demandée surtout aux Kabyles algériens et aux Annamites. A ce sujet, l'Office national de la main-d'œuvre agricole avait élaboré un programme se caractérisant par l'emploi des travailleurs coloniaux en équipes, substitué au placement individuel. Et il projetait de mettre à la disposition des agriculteurs des équipes composées d'in-

dividus ayant déjà l'habitude du travail de la terre ; l'Office proposait de confier le recrutement de ces ouvriers à l'initiative privée ou à des chefs d'équipe (1). Mais la Commission interministérielle émit, au contraire, l'avis que le recrutement des ouvriers indigènes dans l'Afrique du Nord fût confié pendant la guerre, à l'exclusion de tout recruteur privé, à un service d'Etat unique, qui aurait seul qualité pour être accrédité officiellement à cet effet auprès du gouvernement général de l'Algérie et des résidents généraux en Tunisie et au Maroc ; or, un service paraissait tout désigné pour cette mission : c'était le service d'organisation des travailleurs coloniaux en France, institué récemment auprès du ministère de la guerre (direction des troupes coloniales). L'opinion de la Commission interministérielle de la main-d'œuvre ayant été adoptée par le ministère de l'agriculture, celui-ci se trouve avoir seul qualité pour procurer à l'agriculture les travailleurs coloniaux dont elle a besoin (2).

Voici les principales conditions dans lesquelles l'agriculture peut obtenir cette main-d'œuvre de complément : l'exploitant qui en a besoin doit passer avec le ministre de l'agriculture un contrat dont les principales clauses sont les suivantes : 1° Les ouvriers dont l'exploitant a besoin sont répartis par équipes, mises à sa disposition par le ministre de l'agriculture et composées

(1) *La main-d'œuvre agricole*, février 1916, p. 3.

(2) *La main-d'œuvre agricole*, février 1916, p. 4.

d'un chef d'équipe et d'ouvriers agricoles dont la liste est jointe au contrat. 2° Chaque chef d'équipe touche un salaire quotidien de trois francs. chaque ouvrier un salaire uniforme de deux francs. L'exploitant fournit à l'ouvrier le logement, la nourriture (si les ouvriers ne sont pas nourris, l'employeur leur verse une indemnité quotidienne de nourriture de 1 fr. 75) ; de plus, l'employeur verse à l'Etat, par l'intermédiaire du ministre de l'agriculture, pour les frais accessoires avancés par lui (recrutement, primes, transport, vêtements), une somme de 1 fr. 75 par journée de travail effectif ; l'ensemble de ces versements est donc égal à 5 fr. 50 par jour. 3° L'employeur assume toutes les charges entraînées par les accidents du travail et par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes (versements patronaux). 4° L'employeur est tenu d'indiquer les exploitations auxquelles seront affectés les ouvriers ; cette répartition ne peut être modifiée sans l'autorisation du ministre de l'agriculture ou de son délégué. 5° Enfin, le contrat indique la durée pendant laquelle les ouvriers sont mis à la disposition des exploitants (1).

D'autre part, des travailleurs militaires annamites ont été mis par le ministre de la guerre à la disposition des agriculteurs ; ils sont constitués en équipes de 20 au minimum. Ils sont transportés en France aux frais

(1) *La main-d'œuvre agricole*, mars 1916, p. 3.

du ministre de la guerre. L'exploitant doit fournir le logement et la nourriture et, en outre, verser à l'Etat une somme de 20 francs par ouvrier et par semaine. Les Annamites ne peuvent être mis à la disposition d'un exploitant que pour une durée de quatre ou six semaines, le ministère pouvant, d'ailleurs, retirer tout ou partie des ouvriers avant cette date, s'il estime que ceux-ci ne sont plus utiles aux propriétaires qui les ont demandés.

Quels ont été les résultats de cette main-d'œuvre coloniale ? Il ne semble pas qu'on ait recouru dans une large mesure à son utilisation. Les frais de transport sont, en effet, élevés pour l'Etat ; puis les propriétaires ne peuvent conserver ces ouvriers que pendant une durée relativement courte. On peut signaler des envois d'ouvriers algériens, au nombre de 821 sur Chartres, en juillet 1915, et de 216 autres Algériens à Orléans, vers la même époque. Parmi ce personnel, il se trouvait des individus qui étaient absolument étrangers aux opérations agricoles ; d'autres protestèrent contre le montant, insuffisant à leur avis, de la rétribution qui leur était allouée. Certains de ces ouvriers étaient atteints de maladies ou de tares physiques qui les rendaient absolument impropres aux tâches pénibles. Trop enclins à écouter les mauvais conseils, ils ont montré une extrême facilité à abandonner leur travail pour les motifs les plus futiles. En un mot, il y a trop de différences entre les mœurs des Kabyles et celles du milieu social

où ils se trouvent transplantés, pour que l'on puisse compter beaucoup sur leur concours. M. Donnon, directeur des Services agricoles du Loiret, affirme, dans un rapport du 28 février 1916, sur l'emploi des Kabyles dans le Loiret, que, sur le groupe de 216 ouvriers, 80 seulement présentaient les qualités requises pour être occupés utilement (1).

Le concours des Annamites ne semble pas avoir donné des résultats meilleurs.

III. — La main-d'œuvre étrangère proprement dite.

Avant la guerre, c'étaient surtout les émigrés belges et polonais qui fournissaient à la culture française une aide sérieuse ; il est évident que, pendant la durée des hostilités, nous serons privés de ces deux éléments (2) ; d'autre part, après la guerre, ils auront, eux aussi, à remettre en état leur territoire dévasté par l'envahisseur et il ne sera plus possible, pendant longtemps, de compter sur leur assistance ; il a donc fallu solliciter d'autres concours.

En premier lieu, les internés alsaciens-lorrains, polonais et tchèques, des camps de concentration, ont été employés à des travaux agricoles dans les environs de chaque camp ; puis on a recouru aux ouvriers agri-

(1) *La main-d'œuvre agricole*, avril 1916, p. 4.

(2) Exception faite des évacués belges, dont nous avons parlé plus haut.

coles espagnols et chinois. En outre, le ministre de l'agriculture a prié son collègue des affaires étrangères de demander à notre ambassadeur à Madrid s'il ne serait pas possible d'établir une réglementation de l'émigration hispano-française; l'Espagne a répondu qu'en principe, elle ne s'opposait pas à la sortie de ses nationaux. Mais elle a estimé préférable de s'entendre avec le gouvernement français lui-même, plutôt que de voir des agents de recrutement opérer sur son territoire, afin de prêter à la France les ouvriers nécessaires, sans cependant démunir son activité productrice agricole. Des bureaux d'immigration ont été installés à Hendaye (Basses-Pyrénées), à Cerbère (Pyrénées-Orientales), à Cette (Hérault), à Marseille (Bouches-du-Rhône). Ces bureaux d'immigration ont pour but de faciliter l'introduction de travailleurs agricoles étrangers, en leur délivrant des cartes de permis de séjour, qui tiennent lieu de passeports et donnent droit au voyage à demi-tarif par chemin de fer. Les bureaux d'immigration sont gérés par les agents de l'Office national de la main-d'œuvre agricole, sous le contrôle des commissaires spéciaux de police. En outre de ces bureaux d'immigration, il y a les postes de Tramezaygues (Hautes-Pyrénées), Fos (Haute-Garonne), Bourg-Madame et Le Perthus (Pyrénées-Orientales), Menton et Fontan (Alpes-Maritimes), Larche (Basses-Alpes), Aiguilles (Hautes-Alpes), Modane, cols du Mont-Cenis et du Petit-Saint-Bernard (Savoie), dont le fonctionne-

ment pour la délivrance des cartes permis de séjour est assuré par des commissaires spéciaux de police ou des gendarmes.

De plus, lorsque le ministère de l'intérieur étendit le bénéfice de la carte-permis de séjour aux travailleurs de l'industrie, ces institutions d'immigration furent chargées du service concernant les ouvriers industriels tout aussi bien que pour les ouvriers agricoles.

Les deux tableaux suivants donnent les entrées qui ont été enregistrées au cours de leur fonctionnement, depuis le mois de mai 1915 (1).

Année 1915.

	Cerbères 6 mois	Cette 6 mois	Hendaye 7 mois	Tramezavgues 3 mois	Fos 4 mois	Larche 2 mois
<i>Agricoles :</i>						
Hommes. . .	19.813	1.798	1.926	177	452	44
Femmes. . .	3.169	231	80	9	103	
Enfants . . .	2.520	165	100	3	36	
	25.502	2.194	2.106	189	591	44
Total. .			30.626			
<i>Industriels :</i>						
Hommes. . .	3.263	1.042	2.211	260	560	
Femmes. . .	710	290	100	10	99	
Enfants . . .	890	235	150	5	28	
	4.863	1.567	2.461	275	687	
Total. .			9.853			
Total général.			40.479			

(1) *La main-d'œuvre agricole*, septembre 1916, p. 1 et suiv.

1^{er} semestre année 1916.

	Cerbères 6 mois	Cette 6 mois	Hendaye 6 mois	Tramezaygues 2 mois	Fos 6 mois	Marseille 4 mois Etrangers et coloniaux
<i>Agricoles :</i>						
Hommes. . .	12.535	1.513	2.056	40	212	487
Femmes . . .	1.547	93	245	21	59	
Enfants . . .	2.008	200	254	7	16	
	16.090	1.806	2.555	68	287	487
Total. .				21.293		
<i>Industriels :</i>						
Hommes. . .	5.127	2.083	2.774	24	507	2.761
Femmes . . .	729	106	238	2	60	28
Enfants . . .	781	250	238		22	
	6.637	2.439	3.250	26	589	2.789
Total. .				15.730		
Total général.				37.029		

Ce chiffre est notoirement inférieur à celui des immigrations des ouvriers étrangers, qui dépasse cent mille en temps normal. Les directeurs des six grands réseaux de chemins de fer ont accordé une réduction de 50 0/0 aux ouvriers immigrants voyageant par groupes de 25 entre le point frontière et le lieu où ils sont embauchés, mais cette réduction n'est accordée que sur présentation de la carte délivrée par l'Office national de la main-d'œuvre agricole et d'un titre d'embauchage légalisé par le maire de la commune de leur employeur ; les immigrants ont droit à cette réduction lors de leurs déplacements successifs (1).

(1) *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, 1915, p. 137.

On s'est particulièrement occupé de l'emploi possible des Chinois dans l'agriculture (1). Dans toute l'Asie, le réservoir le plus important de main-d'œuvre agricole se trouve assurément en Chine, d'où partent chaque année plus de 300.000 hommes se dirigeant sur l'Indo-Chine française, le Siam, Java, Singapour, la péninsule malaise et l'île de Sumatra. Il serait possible de tenter fructueusement l'embauchage des ouvriers chinois pour des régions plus éloignées, à la condition de les recruter de préférence dans les régions du nord de la Chine, dont la température diffère moins de la nôtre. En fait, plusieurs milliers d'ouvriers agricoles chinois (6.000, croyons-nous) sont venus en 1916 travailler la terre française.

Toutefois l'emploi des travailleurs étrangers offre un danger ; étant donné les facilités de circulation qu'ils possèdent, ils peuvent quitter aisément la localité indiquée sur leur carte d'identité où se trouve le lieu de leur travail, pour se diriger ailleurs, et notamment dans de grands centres qui les attirent davantage ; il en résulte une rupture du contrat de travail, qui provoque pour l'employeur une perte sèche en argent, car le travailleur immigré aux frais de ce dernier, qui est incontestablement frustré, s'il ne peut récupérer les frais, souvent élevés, qu'il a exposés pour se procurer

(1) Voir à cet égard la communication de M. Eugène Duchemin à l'Académie d'Agriculture, séance du 9 février 1916, *Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture*, p. 156 et suiv.

cette main-d'œuvre. D'autre part, la violation de l'engagement provient souvent de ce que l'ouvrier est sollicité par d'autres employeurs, qui surenchérissent sur le salaire proposé par le premier exploitant, car ils peuvent être d'autant plus généreux qu'ils n'ont pas eu à subir les frais de recrutement et de voyage supportés par le premier employeur. Souvent encore l'ouvrier rencontre un compatriote, ouvrier comme lui, qui gagne de plus gros salaires dans une usine, parfois même une usine de l'Etat ; et celui-ci n'a pas beaucoup à faire pour enlever à l'agriculteur son ouvrier. Des mesures ont été prises pour obvier à ces situations désavantageuses pour ceux qui ont embauché l'ouvrier étranger ; une circulaire, en date du 8 juin 1916, du ministre de l'intérieur, oblige le travailleur étranger, lors de son arrivée dans la commune de l'employeur initial, à déposer sa carte à la mairie. Lorsqu'il veut la retirer, il faut qu'il donne la raison de ce retrait, afin que cette raison soit mentionnée sur la carte ; dès lors, il sera possible à l'employeur d'obtenir une indemnisation équitable des frais exposés. L'ouvrier devant indiquer, s'il quitte prématurément son premier patron, les causes de son départ et notamment le nom et la résidence de son nouvel employeur (1), le premier patron pourra réclamer au second, en se fondant sur l'article 1382 du Code civil, des dommages et intérêts, s'il y

(1) En vertu de la circulaire précitée. *La main-d'œuvre agricole*, juillet 1916, p. 6.

y a eu manœuvres dolosives. S'il n'y a pas eu de fraude, il reste toujours que le second patron s'est enrichi au détriment du premier ; celui-ci aura, dès lors, une action en indemnité pour enrichissement indu du débaucheur, et il peut espérer ainsi que le contrat ne sera pas impunément rompu par suite des intrigues d'un autre employeur désireux de se procurer de la main-d'œuvre immigrante sans avoir à faire face aux charges de déplacement (1).

D'autre part, une circulaire du ministre du travail, en date du 4 juillet 1916, relative également au débauchage des immigrants, s'efforce de réprimer les faits de ce genre. Elle décide que les agents recruteurs, qui provoquent, par leur entremise, le débauchage d'immigrants et leur embauchage dans d'autres exploitations agricoles, font acte d'agences de placement s'ils se livrent à ces pratiques d'une manière répétée, et, comme ils n'ont certainement pas obtenu la permission exigée par la loi, ils sont passibles de poursuites pour placements clandestins, en vertu des dispositions du livre I du Code du travail (2).

En résumé, l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France n'a pas donné tous les résultats attendus, soit en raison du petit nombre de pays européens

(1) Communication de M. Souchon à l'Académie d'Agriculture de France, séance du 12 juillet 1916, *Comptes rendus des séances de l'Académie*, 1916, p. 754.

(2) *La main-d'œuvre agricole*, août 1916, p. 2.

restés en dehors de la lutte, soit par suite des différences trop marquées de race et de mentalité entre les travailleurs coloniaux et nous, soit même à raison d'un trafic illicite, dont les immigrants sont l'objet dès leur arrivée en France. Il est, en outre, douteux que le recrutement des Chinois soit avantageux pour notre agriculture, d'abord à cause des frais du transport, puis parce que cette race est difficilement assimilable dans la nôtre. Etant donné la distance, il ne saurait d'ailleurs être question pour elle d'une immigration saisonnière, comme autrefois celle des Belges et des Polonais (1).

SECTION V. — L'emploi des femmes.

Pendant l'absence de leur mari ou de leur fils, beaucoup de femmes ont assuré la culture des terres, avec l'aide soit des vieux parents, soit des plus jeunes membres de la famille ; leur fidélité à la terre a permis d'en assurer la culture. La Société des Agriculteurs de France a pris l'heureuse initiative de récompenser les femmes qui lui ont été signalées comme s'étant particulièrement distinguées, depuis la déclaration de guerre, par leur zèle pour la culture (2).

(1) Voir la communication de M. Souchon à l'Académie d'Agriculture, *Comptes rendus des séances de l'Académie*, 1915, p. 754.

(2) V. notamment le *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, p. 8 et 97.

A l'égard des femmes en nombre relativement rare qui ont oublié leur devoir et qui, sans pouvoir invoquer un cas de force majeure, ont abandonné leur domaine, le Conseil de la Société des Agriculteurs de France a émis le vœu que les allocations leur fussent enlevées, conformément aux circulaires du ministère de l'intérieur relatives au retrait des allocations (1).

La réputation agricole des femmes de France a d'ailleurs dépassé nos frontières. C'est ainsi qu'au mois de février 1916, une mission féminine anglaise a été chargée de venir en France étudier la part que les femmes ont prise aux travaux agricoles. Cette mission se composait de membres appartenant au *Berkshire Committee on women and farm Labour*. Partie de Londres le 23 février, la mission visita un assez grand nombre de villes ou villages situés, la plupart, dans la zone des armées. Les observations qu'elle a pu faire l'ont amenée à conclure que les femmes françaises se sont occupées avec une énergie infatigable de toutes sortes de travaux agricoles dès que les hommes ont été appelés aux armées. En outre, les femmes de tout âge ont montré une aptitude remarquable et une bonne volonté très ferme à se plier aux formes les plus pénibles du travail agricole. La plupart acceptent ce surcroît de travail rural comme représentant la part qui leur revient naturellement dans les difficultés de la guerre.

(1) *Bulletin de la Société*, 1916, p. 35.

La mission estime même que les femmes des campagnes françaises ont montré plus de ressources et plus d'énergie dans la culture de la terre que la généralité des femmes dans les villages anglais (1).

On a même vu des femmes labourer, herser pendant des journées avec un tracteur mécanique. M. Maurice Preel, agriculteur au Neubourg (Eure), rapporte l'exemple d'une femme qui, seule sur son exploitation, conduit toute la journée un tracteur Bull (2). Il est vrai que l'emploi des machines, en diminuant l'effort physique du travailleur, permet aux femmes d'aborder des emplois et de remplir des tâches agricoles qui, autrefois, eussent été au-dessus de leurs forces.

SECTION VI. — L'extension de la culture mécanique.

Le recours de plus en plus généralisé au moteur inanimé pour le travail des champs constitue l'une des caractéristiques de la culture moderne ; son emploi permet de suppléer, dans une certaine mesure, à l'absence de main-d'œuvre et à l'insuffisance d'animaux. En effet, ce ne sont pas seulement les hommes, mais aussi ce sont les animaux que la mobilisation a enlevés

(1) *Bulletin mensuel des Institutions économiques et sociales*, vol. 70, 7^e année, n^o 10, octobre 1916, p. 125 et s.

(2) *Journal d'Agriculture pratique*, et *Journal de l'Agriculture*, numéro du 4 mai 1916, p. 160.

à la terre. Une statistique relativement récente, dressée le 1^{er} juillet 1915, après 11 mois de guerre, accusait déjà un déficit considérable, un million de chevaux de trait, 500.000 bœufs et un nombre indéterminé de vaches de travail, soit l'équivalent de six chevaux et de trois bœufs et demi de travail par 100 hectares de terre à labourer chaque année, de sorte que cette surface se trouve privée, du fait de la mobilisation, de deux attelages de trois chevaux et de près de deux paires de bœufs. Les résultats accusés par la statistique du 1^{er} juillet 1916 sont à peu près identiques (1).

Le machinisme peut heureusement remédier à la disparition des animaux de trait ordinairement employés dans les opérations de culture, et l'une des préoccupations dominantes des syndicats ou des associations d'agriculture, comme du gouvernement et du législateur lui-même, a été, depuis la guerre, de favoriser l'extension et la diffusion du machinisme. Il ne sera pas exagéré de dire, si les cultivateurs répondent aux encouragements qui leur ont été donnés de divers côtés, que le développement du machinisme dans l'agriculture aura été supérieur en deux ans à ce qu'il a été pendant les 14 premières années du xx^e siècle.

Une première mesure destinée à atténuer les difficultés résultant de la diminution subie par les effectifs d'animaux de trait sera l'utilisation, après la guerre,

(1) Docteur Chauveau, sénateur, *La France agricole et la guerre*, 1916, p. 144 et 145.

d'un certain nombre d'automobiles militaires dits *poids lourds*, en les transformant pour les adapter aux différents besoins agricoles ; une Commission a été instituée à cet égard au ministère de l'agriculture, sous la présidence de M. Clémentel, au début de 1915 (1). Cette Commission se divisait en deux sections : une section technique, ayant pour objet la mise au point des moteurs suivant leur destination éventuelle ; une section économique, pour l'étude du placement des appareils et les conditions dans lesquelles les groupements agricoles sont destinés à les recevoir, ainsi que les règles à suivre pour la constitution de ces groupements. La Commission part de l'idée que le développement du machinisme agricole est une des nécessités qu'imposent la guerre actuelle et ses conséquences, idée que l'un des membres de la Commission, M. Ringelmann, directeur de la Station d'essai de machines, avait très bien mise en relief à la séance de la Société nationale d'Agriculture du 2 décembre 1914 (2) : « Le développement des machines dans l'agriculture, constate M. Ringelmann, est toujours une conséquence de la diminution de la main-d'œuvre rurale. Comme cela s'est passé aux Etats-Unis, après la guerre de Sécession (1861), et dans nos régions de l'Est à la suite de la guerre

(1) *La main-d'œuvre agricole*, mai 1915, p. 11 ; Docteur Chauveau, *Ouvrage cité*, p. 149 et s.

(2) *Bulletin des séances de la Société nationale d'Agriculture*, 1914, p. 892.

de 1870, il faut prévoir que la terrible guerre de 1914 se traduira par un brusque accroissement du nombre des machines employées pour nos exploitations rurales. Le nombre de nos travailleurs ruraux, déjà restreint avant la guerre, a été diminué par la mobilisation, et sera réduit par suite de nombreuses victimes ; les chevaux et les bœufs de travail ont été enlevés par les réquisitions militaires ; il faudra donc remplacer une grande partie de nos animaux par des moteurs inanimés. Déjà, après la guerre de 1871, il y eut des tentatives de labourage à vapeur en Lorraine et aux environs de Paris, à Gonesse. »

Adoptant les idées de M. Ringelmann, M. Schweitzer proposait également de mettre à la disposition des agriculteurs des tracteurs et des charrues polysocs, que l'Etat achèterait à l'Amérique. Il les mettrait à la disposition des cultivateurs demeurés dans leurs exploitations, avec des conducteurs militaires choisis parmi les conducteurs d'automobiles ; les communes et les syndicats de cultivateurs intéressés auraient indemnisé l'Etat de ses avances au moyen d'emprunts, remboursables en dix ans, contractés auprès des caisses régionales de crédit agricole. Les cultivateurs, de leur côté, seraient tenus, à l'égard des communes et des syndicats, à verser des redevances proportionnées aux travaux qu'ils auraient effectués (1).

(1) *Bulletin des séances de la Société nationale d'Agriculture*, 1915, p. 75, séance du 27 janvier.

La Commission, présidée par M. Clémentel, s'inspira de considérations analogues, et elle tint à prouver que l'aide officielle de l'Etat était acquise aux organisations de motoculture. D'après le projet élaboré par cette Commission, les moteurs pouvaient être concédés à tous les groupements agricoles régulièrement organisés, mais plus particulièrement aux syndicats formés d'après la loi du 21 mars 1884, dans le but de perfectionner les procédés habituels de motoculture. Le projet créait des syndicats de mécanique agricole, qui devaient, pour être agréés par l'Administration, comprendre une surface à travailler suffisante pour que l'emploi des engins modernes fût économique ; ils se formaient suivant les règles de la loi du 21 mars 1884 ; ils devaient prendre l'engagement de payer pendant 10 ans le loyer de l'appareil. Après la période de début, les sociétaires étaient tenus de constituer un fonds de réserve destiné au remplacement du matériel usagé.

Ce projet, après certaines modifications, a reçu sa consécration dans un arrêté pris le 7 septembre 1915, par M. F. David, ministre de l'agriculture, qui subventionne dans une large mesure les *syndicats de culture mécanique*. De petits cultivateurs peuvent s'associer pour l'achat et l'utilisation en commun de machines perfectionnées, encouragés et aidés par des subventions que le gouvernement met à la disposition des groupements agricoles d'au moins sept participants. Ces sub-

ventions sont destinées à l'achat d'appareils moteurs pour la culture mécanique.

Une notice a été publiée par le ministère de l'agriculture pour encourager et faciliter la constitution des syndicats de culture mécanique (1).

D'après l'article 1^{er} : « Les syndicats de culture mécanique sont constitués en vertu de l'arrêté du 7 septembre 1915. » Un modèle de statuts est proposé dans la notice aux fondateurs de ces syndicats, en même temps que les principes généraux d'organisation pouvant servir à l'élaboration d'un règlement intérieur y sont étudiés et exposés (2). Le syndicat est institué en vue de propager l'emploi des appareils aux travaux agricoles ; le syndicat est tenu d'assurer contre l'incendie le matériel acheté par lui, de préférence à une société d'assurances mutuelles.

Conformément à la loi du 21 mars 1884 (art. 5), les syndicats de culture mécanique peuvent se grouper en Unions ; le syndicat est administré par un conseil élu pour trois ans, qui a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires du syndicat, et qui décide notamment l'achat des appareils reconnus nécessaires et la vente du matériel usagé. Non seulement ces syndicats, mais aussi les sociétés coopératives et les associations

(1) *Actes officiels et documents pouvant servir à l'organisation des syndicats de culture mécanique subventionnés par l'Etat*, Imprimerie Nationale, 1916.

(2) Arrêté du 3 avril 1916, art. 2.

syndicales peuvent, à la condition de compter au moins sept participants, recevoir du ministère de l'agriculture des subventions pour l'achat de moteurs destinés à la culture mécanique. La subvention peut s'élever jusqu'au tiers de la dépense afférente à l'achat de l'appareil et jusqu'au quart de cette dépense seulement, s'il s'agit d'un groupement faisant appel, en outre, au crédit agricole, conformément à la loi du 29 décembre 1906. Ces maxima pourront respectivement être portés à la moitié et au tiers pour les régions qui ont eu à souffrir des faits de guerre. Il est interdit aux syndicats subventionnés de mettre leurs appareils à la disposition de personnes autres que leurs membres. La forme syndicale est ainsi utilisée pour permettre le développement du machinisme agricole. Mais les communes, pendant la durée de la guerre, ont la faculté de demander à l'Etat des subventions destinées au même but.

Depuis cette époque, des essais contrôlés d'appareils moteurs servant aux travaux de culture ont été organisés par le ministère de l'agriculture, notamment en vertu d'un arrêté du 29 février 1916. Des essais contrôlés d'appareils de culture ont eu lieu, du 4 au 15 avril 1916, à Gournay-sur-Marne (Seine-et-Oise) (1). Une expérience analogue a été faite, du 12 au 15 juin 1915, à Allainville, dans la propriété du comte Pillet-Will, qui venait d'offrir au ministère de l'agriculture 50

(1) *La main-d'œuvre agricole*, mars 1916, p. 8.

moulins à bras pour les régions envahies. Les expériences faites eurent pour but de montrer aux agriculteurs les services que les tracteurs à pétrole pour labourage, achetés aux Etats-Unis, et encore peu connus en France, étaient susceptibles de rendre (1).

Les résultats furent jugés satisfaisants ; aussi la plupart des groupements agricoles n'ont-ils pas tardé à favoriser la motoculture en constituant des syndicats de culture mécanique. Nous citerons le syndicat spécial de motoculture créé par l'Union des syndicats agricoles du Sud-Est, le Syndicat agricole de labourage mécanique de Rieumes (Haute-Garonne), l'Association syndicale de culture mécanique de Sencenac-Puy-de-Fourche (Dordogne), le Syndicat de Velaudin (Vendée) constitué entre sept personnes, membres de la même famille, exploitant des terres lui appartenant et dont l'ensemble représente 300 hectares (2). Le syndicat de Sencenac a employé son tracteur sur un terrain qui n'avait pas été labouré depuis deux ans, et il a constaté, par la comparaison avec des attelages de bœufs opérant à côté du tracteur, que ces animaux ne pouvaient opérer le même travail dans d'aussi bonnes conditions qu'un tracteur, que celui-ci remplaçait l'énergie de huit à dix paires de bœufs (3).

(1) *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, 1915, p. 123.

(2) *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, février 1916, p. 36.

(3) *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, avril 1916, p. 115.

Le ministre de l'agriculture, voulant donner plus d'impulsion encore à la motoculture, a décidé, en 1915, qu'une somme de 200.000 francs serait répartie entre les associations coopératives agricoles ou syndicats, qui achèteraient des appareils de culture mécanique pour travailler sur leurs terres, et au besoin sur les terres de leurs voisins. La première subvention de ce genre a été consentie à un syndicat de culture mécanique constitué, en janvier 1916, à Mossais, par Saint-Maurice, dans l'arrondissement de Confolens (Vienne) (1).

La Société des Agriculteurs de France a formé un Comité d'action avec mission de faire une propagande suivie dans les départements où l'emploi de la culture mécanique paraît le plus intéressant (2).

Un rapport, adressé au Président de la République par le ministre de l'agriculture le 23 octobre 1916, constate les progrès accomplis par la motoculture depuis le début de l'année 1915 : l'État s'est mis à la tête du mouvement, soit par des subventions, soit par des expériences en vue de vulgariser les meilleurs modèles ; et le nombre des syndicats de culture mécanique ne cesse de s'accroître. « D'un bout du pays à l'autre, déclare le ministre, on se rend compte aujourd'hui que ce qui n'était hier qu'un progrès cultural sera demain,

(1) *Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture*, séance du 12 avril 1916, p. 443.

(2) *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, mai 1916, p. 145.

après la guerre, une nécessité impérieuse, le seul moyen de remplacer les glorieux disparus et de porter notre production agricole à son maximum de rendement (1). La circulaire estime à deux cents le chiffre des tracteurs acquis depuis la guerre, mais elle ajoute que ce chiffre devrait être porté à deux mille pour les besoins de l'après-guerre, à quoi il faudrait ajouter, pour suffire aux demandes de la culture, dans la seule zone dévastée, 110.000 charrues, 50.000 herbes, 22.000 semoirs, 15.000 faucheuses, etc. Les terres de la zone des armées seront ruinées pour longtemps, que leur épuisement provienne des ravages causés par les projectiles, par la trombe de fer qui s'est abattue sur le sol, ou qu'il soit l'œuvre de l'occupant, qui, sachant son passage temporaire, aura demandé au sol le maximum de rendement, en l'épuisant sans aucun souci de conserver sa fertilité.

A l'intérieur, le même besoin de machines se fera sentir, car nombre de terres n'auront été cultivées que hâtivement et ne donneront que des récoltes très médiocres après la guerre, si, d'ici là, elles ne sont pas remises en état.

Une Commission, dite de « la culture mécanique », a été instituée par un décret du 23 octobre 1916, pour préparer les mesures nécessaires à l'acquisition d'un matériel développé de motoculture et pour faciliter

(1) *La main-d'œuvre agricole*, décembre 1916, p. 14.

l'évolution scientifique de l'agriculture en vue d'accroître l'augmentation de la puissance productive que possède la terre de France (1). Spécialement dans la zone des armées, où les terres incultes se trouvent naturellement en plus grande étendue qu'ailleurs, un décret, du 17 octobre 1916 favorise par de larges subventions l'organisation d'équipes de tracteurs, l'équipe étant définie « la réunion d'un nombre suffisant de tracteurs pour occuper économiquement un mécanicien expérimenté pourvu des pièces de rechange essentielles ». Les équipes sont divisées en deux catégories : 1° les équipes fixes organisées par des syndicats locaux ou par les communes, créés partout où les étendues à cultiver sont assez importantes pour légitimer l'emploi permanent d'un grand nombre de tracteurs ; 2° les équipes volantes, placées sous la direction immédiate des préfets ou des sociétés départementales d'agriculture ; elles sont destinées à effectuer, suivant un itinéraire judicieusement établi, les labours épars sur le territoire de plusieurs communes, les labours des villages évacués et éventuellement à mettre en culture les territoires libérés. Enfin, les départements de la zone des opérations sont autorisés à recevoir, au même titre que les communes ou les syndicats, des subventions pour l'achat du matériel destiné à la culture mécanique (2).

(1) *La main-d'œuvre agricole*, décembre 1916, p. 15.

(2) *La main-d'œuvre agricole*, décembre 1916, p. 15.

Toutes ces mesures ont donné des résultats appréciables. C'est ainsi que, dans les départements de l'Eure, de Seine-et-Marne et de l'Oise, on comptait cent tracteurs mécaniques exécutant des travaux de labour au mois d'août 1916 (1). Dans le département de la Haute-Garonne, neuf syndicats de culture mécanique étaient constitués au début de novembre 1916, et plusieurs centaines d'hectares restés incultes avaient été mises en culture par eux. Un crédit de 100.000 francs avait, d'ailleurs, été alloué par le conseil général au Syndicat départemental d'encouragement à la motoculture (2).

L'agriculture française suit donc une évolution très nette, et chaque jour plus marquée, vers l'utilisation croissante des machines perfectionnées, ce qui lui permet une culture très rationnelle avec un personnel réduit ou de force physique restreinte, comme les réformés, les mutilés, les femmes et les enfants. L'opinion optimiste des plus hautes autorités, et en tout cas celle du gouvernement, est que, de tous les éléments qui concourent à la fertilité du sol, la motoculture est l'un de ceux qui sont appelés à donner les plus grands résultats, soit qu'il s'agisse de défrichements et de labourages profonds, soit même qu'il faille procéder à des labours légers, à des binages ou à l'enlèvement des mauvaises herbes. On pourra ainsi pallier aux in-

(1) *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, 1916, p. 243.

(2) *Comptes rendus des séances de l'Académie d'Agriculture de France*, 1916, p. 975, séance du 8 novembre.

convénients résultant pour la terre de la disparition d'un grand nombre de bœufs et de chevaux, dans la mesure où le permettra le morcellement de nos biens-fonds.

SECTION VII. — L'enseignement professionnel agricole.

L'enseignement agricole s'impose comme l'une des conditions primordiales du maintien de la culture des terres. Des mesures sont prises aujourd'hui pour former, dès le jeune âge, les élèves des lycées, des collèges et des écoles en général aux exercices militaires en vue d'assurer la défense du pays ; l'enseignement agricole se présente avec le même caractère de nécessité, et il importe que tous les membres de l'enseignement se pénètrent de l'idée que travailler pour l'agriculture c'est travailler pour la nation, l'une des formes de la défense nationale étant l'alimentation du pays (1). Dans ce but, on a cherché récemment à développer l'enseignement agricole en s'occupant notamment des orphelinats, puis d'une réforme de l'enseignement agricole.

I. — Après la guerre, les orphelins de pères agriculteurs vont se trouver en grand nombre ; il appartiendra

(1) Cf. Discours de M. Méline à l'Académie d'Agriculture, séance du 26 mai 1915, *Comptes rendus des séances de l'Académie d'Agriculture*, 1915, p. 254.

d'abord aux instituteurs de montrer à ces enfants le rôle qui les attend, de les attacher à la terre au lieu de leur vanter les avantages du séjour à la ville. C'était, avant la guerre, un des défauts de l'enseignement primaire que de ne pas préparer suffisamment l'âme de l'enfant à l'amour du sol : « L'enseignement, constate M. Souchon, a été trop uniforme, trop citadin ; les maîtres ont trop souvent montré aux petits les emplois de la ville comme le prix de l'intelligence et des succès scolaires ; il faudra réagir. Ce devra être d'abord par des règlements, en faisant une part beaucoup plus large aux enseignements agricoles. Ce devra être aussi par l'action morale, en insistant auprès des instituteurs libres et publics sur un devoir qu'ils ne devront pas méconnaître (1). »

Pour les malheureux orphelins que la situation précaire de leur mère ne permettra pas de conserver auprès d'elle, il faudra recourir aux orphelinats, et ceux-ci auront un rôle national à remplir, non seulement en retenant aux champs les orphelins ruraux, mais aussi en s'efforçant d'y amener un certain nombre de ceux des villes. Déjà après 1870, les orphelinats avaient joué un rôle de ce genre ; mais, au lendemain de la guerre actuelle, étant donné la foule des orphelins que la lutte laissera après elle, la mission réservée aux orphelinats

(1) *Travaux de l'Association nationale d'expansion économique, Commission des questions agricoles. La main-d'œuvre agricole*, octobre 1916, p. 2.

sera incomparablement plus étendue ; ils devront être subventionnés par le gouvernement, si l'on veut que le pays trouve chez eux les résultats qu'il en attend au point de vue de l'enseignement et du progrès agricole.

« Un orphelinat agricole doit être une sorte de ferme-école adaptée à des élèves plus jeunes que ceux qui sont admis dans les établissements d'enseignement pratique. Par suite, l'instruction primaire doit y tenir une place importante, à condition qu'elle vise constamment le but, qui est poursuivi, de faire aimer l'agriculture aux élèves et de tout rapporter à elle... Un orphelinat agricole est fait pour recevoir des enfants de 8 à 9 ans, alors que, dans les fermes-écoles, ils ne sont admis qu'à partir de la quatorzième année (1). »

II. — En ce qui concerne l'enseignement agricole, un projet de réforme était, déjà avant la guerre, à l'étude ; ce projet, qui avait pour auteur M. Pams, avait été adopté par la Chambre des députés le 6 mars 1914 ; il se proposait de mettre l'enseignement mieux en harmonie avec les besoins de l'agriculture moderne. M. Méline donne, à cet égard, des indications dans une lettre au président de l'Académie d'Agriculture de France du 11 juillet 1916 (2). M. Méline dit que le projet de réforme de l'enseignement agricole est actuelle-

(1) *Communication de M. de Lapparent à l'Académie d'Agriculture. La main d'œuvre agricole*, 1916, p. 5 et 6.

(2) *Comptes rendus des séances de l'Académie d'Agriculture*, n° 27, séance du 12 juillet 1916, p. 745.

ment soumis à l'examen d'une Commission désignée par le Sénat. Il contient une codification complète de la matière et comprend toute l'échelle des écoles et des organisations particulières qui peuvent concourir à la diffusion de l'enseignement agricole. Cette réforme est d'autant plus urgente — M. Méline le reconnaît — que seul le perfectionnement des méthodes de culture permettra de faire face aux nouvelles difficultés de la production agricole en présence de la diminution de main-d'œuvre et de la pénurie d'argent ; aussi le gouvernement a-t-il demandé leur avis, sur le projet de réforme, aux représentants les plus autorisés de l'agriculture, c'est-à-dire à ceux qui sont à la tête des grandes sociétés agricoles et, en premier lieu, à l'Académie d'Agriculture.

Il est probable qu'à bref délai le projet du gouvernement sera discuté devant les Chambres.

SECTION VIII. — Nécessité et création d'un Office national agricole de placement.

Si l'on veut amener la main-d'œuvre à la terre, une des premières mesures qui s'impose est l'institution d'un office de placement, permettant de répartir les demandes de travail suivant les besoins et de procurer dans toutes les régions la main-d'œuvre nécessaire aux agriculteurs. Depuis la guerre, des efforts ont été tentés

en vue de réaliser des organisations de ce genre ; ces efforts ont été dus soit à l'initiative privée, soit à celle du gouvernement.

I. — L'initiative gouvernementale.

Dès le mois d'août 1914, le cabinet civil du gouverneur de Paris avait créé un *Office de coordination des offres et demandes de main-d'œuvre agricole*, c'est-à-dire une commission spéciale dont faisaient partie MM. Souchon, Hitier et de Lapparent, et qui avait pour tâche de placer à la campagne les réfugiés sans travail ; cet organisme disparut avec le cabinet civil du gouverneur de Paris, lors du retour du gouvernement dans la capitale.

Plus tard a été créé l'*Office national de la main-d'œuvre agricole*, le 15 mars 1915, mais à titre d'institution indépendante du ministère de l'agriculture, rattachée à la Société nationale de protection de la main-d'œuvre agricole, qui a reçu à cet effet une subvention de 24.000 francs sur le chapitre 27 du ministère de l'agriculture ; une décision ministérielle du 15 janvier 1916 n'a pas modifié son caractère de service autonome ; en réalité, l'Office fonctionne sous l'égide des grandes sociétés d'agriculture et sous le contrôle direct du ministre de l'agriculture, bien qu'il ne se rattache pas à l'organisation du ministère. Une proposition de loi, déposée à la Chambre, le 20 janvier 1916,

tend à lui conférer le caractère de service public (1).

Pour comprendre l'intérêt de cette institution, il est nécessaire d'étudier, sommairement au moins, l'organisation de l'Office national de la main-d'œuvre agricole fonctionnant comme institution propre. Cet office a été constitué par la Commission de la main-d'œuvre agricole sous la présidence du ministre de l'agriculture, et il s'est proposé d'étudier toutes les questions touchant à la main-d'œuvre agricole, de faire établir par les services du ministère de l'agriculture les statistiques utiles, de rechercher les moyens d'attirer à la terre et d'y fixer les petits propriétaires, les journaliers et les ouvriers agricoles, enfin de se procurer à l'étranger le complément de main-d'œuvre qui fait défaut à la France. L'Office, ayant été créé comme organisme indépendant, jouit d'une complète liberté d'action ; il possède sa direction et son budget autonomes. Il avait été créé, avec ce caractère de service distinct de l'administration, en raison de l'initiative et de la liberté d'action exigées par le rôle incombant à cet Office, qualités qui se rencontrent plus difficilement chez des fonctionnaires appartenant à une administration hiérarchisée. D'autre part, l'application des règles des finances publiques sur l'engagement, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement des dépenses de l'Etat aurait entravé le fonctionnement de l'Office. Enfin le

(1) *J. off., Doc. Parl.*, 1916, p. 82 et s.

concours pécuniaire des associations et des particuliers se porte bien mieux sur un organisme indépendant, doué d'une individualité propre, que sur un simple rouage de ministère, qui n'est autre en définitive que l'Etat lui-même.

Mais l'Office, tout en restant institution distincte de l'Administration, se tient constamment en relations avec les divers services et autorités publics, notamment avec les fonctionnaires départementaux du ministère de l'agriculture, la sûreté générale, les grands réseaux de chemins de fer, les représentants de la France à l'étranger ; de sorte, qu'en définitive l'Office occupe une place intermédiaire entre l'établissement public et l'établissement d'initiative privée reconnu d'utilité publique. Il n'est pas un service public, mais il rentre dans la catégorie des Offices « Etablissements publics », type consacré à plusieurs reprises par des lois récentes ; il suffit de citer l'Office national du tourisme, créé par la loi de finances du 8 avril 1910, article 123 ; l'Office national de la navigation, créé par la loi de finances du 27 février 1912, article 67 ; l'Office colonial, créé par un décret du 14 mars 1883 ; l'Office national du commerce extérieur, créé par une loi du 4 mars 1898 ; l'Office de législation étrangère et de droit international, créé par la loi de finances du 26 décembre 1910, article 46.

Dès le jour où l'Office a commencé à vivre, il a été saisi d'un très grand nombre d'offres d'emploi. Malheureusement, pour y répondre, il ne disposait que de

réfugiés qui lui étaient signalés par le ministre de l'intérieur, les services de la sûreté générale lui envoyant, à cet effet, des listes indiquant les réfugiés qui se trouvaient dans tel département. C'est ainsi que, du 15 mars au 17 avril 1915, l'Office a pu proposer aux employeurs 4.096 ouvriers, dont la plupart étaient des réfugiés (1).

L'Office a été placé sous la direction d'une commission administrative provisoire, composée de MM. Souchon, Tissier, Mermillod et Brancher, sous la présidence de M. de Lapparent ; les bureaux de l'Office, qui ont eu d'abord pour siège l'Ecole des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais, à Paris, sont installés aujourd'hui 5, avenue de l'Opéra. Cet organisme a pour organe un journal mensuel : *La main-d'œuvre agricole*, journal de la Société nationale de protection de la main-d'œuvre agricole. Ses services sont gratuits, tant pour les employeurs que pour les employés, et il s'est fait connaître par une circulaire adressée à tous les groupements agricoles du pays. Dans cette circulaire, il annonce que, né de l'initiative des représentants des grandes sociétés centrales d'agriculture réunies sous la présidence de M. Méline, et placé sous le patronage de M. le ministre de l'agriculture, il recevra les demandes de tous les propriétaires en quête d'ouvriers et leur signalera les ouvriers à embaucher dans les rangs soit des chômeurs, soit des réfugiés, soit des ouvriers des

(1) *La main-d'œuvre agricole*, mai 1915, p. 3 et s. et notamment p. 5.

viles quelquefois désireux de se placer à la campagne, soit même parmi les étrangers (1).

Du 15 mars au 30 avril 1915, l'Office avait reçu 5.846 offres d'emploi, 2.817 demandes d'emploi, et 2.194 propositions de travail avaient été faites à des hommes seuls ou à des chefs de famille et à des travailleurs les accompagnant. Pour la période du 1^{er} au 31 mai 1915, ces chiffres étaient respectivement de 3.256, 1.602 et 3.196. Si le nombre des propositions l'emporte sur celui des demandes d'emploi, c'est que les ouvriers ont été proposés plusieurs fois avant d'être placés.

Dans le but de décentraliser son action et de connaître les besoins de main-d'œuvre de tout le territoire, l'Office s'efforce de provoquer la création, dans chaque département, d'un Comité de main-d'œuvre agricole ; un certain nombre de départements ont assez vite répondu à son appel, puisque, en juillet 1915, fonctionnaient déjà 16 Comités départementaux (2). L'Office s'est préoccupé, en même temps, de recruter la main-d'œuvre étrangère, spécialement les travailleurs agricoles espagnols, ou les réfugiés belges, résidant dans la partie non envahie de la Belgique, ou évacués en Angleterre et en Hollande (3).

(1) *La main-d'œuvre agricole*, mai 1915, p. 7.

(2) *Bulletin mensuel des Institutions économiques et sociales*, vol. 55, 6^e année, n^o 7, juillet 1915, p. 125.

(3) *La main-d'œuvre agricole*, juillet 1915, p. 2 et 3.

Ainsi, dès le début de son fonctionnement, l'Office a rendu des services signalés à l'agriculture française.

Comme nous l'avons vu, l'Office a créé des bureaux d'immigration, destinés à faciliter l'entrée en France des travailleurs étrangers. En un mot, il a tenu à mettre le plus grand nombre de travailleurs à la disposition des exploitants. Il s'est occupé aussi de la question des allocations ; il a obtenu pour les travailleurs agricoles un traitement de faveur, et c'est sur ses instances que le ministre de l'intérieur a pris, le 6 mai 1915, une décision portant qu'en aucun cas les allocations accordées en vertu de la loi du 5 août 1914, ou celles attribuées à titre de secours aux réfugiés, ne pourraient être retirées aux familles qui se procureraient, en participant aux travaux des champs, des ressources supplémentaires : par contre, l'assistance peut être refusée ou retirée par l'autorité administrative aux réfugiés qui repoussent sans motif valable des offres de travail suffisamment rémunérées (1). La plupart des groupements agricoles, notamment l'Académie d'Agriculture, la Société des Agriculteurs de France, la Société nationale d'Encouragement à l'Agriculture, l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises, ont apporté leur concours, sous forme de subventions, à la main-d'œuvre agricole.

On a objecté à l'Office national de la main-d'œuvre

(1) *La main-d'œuvre agricole*, septembre-octobre 1915, p. 1 et 2.

agricole qu'il n'était administré que par l'élément patronal, et qu'il conviendrait d'y faire figurer des représentants du prolétariat en nombre égal à celui des employeurs qui y participent actuellement. Mais l'obstacle à la représentation ouvrière résulte d'une impossibilité de fait. A la différence de l'industrie, où la séparation entre les ouvriers et les patrons est nettement tranchée, dans l'agriculture, la plupart des patrons sont des ouvriers et travaillent avec leurs hommes. Puis il est vraisemblable que la représentation ouvrière serait surtout destinée à régler la question des salaires ; or, rien n'est plus délicat que la fixation du salaire en agriculture ; il varie non seulement d'après les régions, mais dans chaque région avec le genre de travail. Enfin les ouvriers agricoles ne sont pas organisés, et il serait à craindre que la défense des intérêts professionnels des travailleurs de la terre fût confiée à des mandataires ignorants, en réalité, des choses de l'exploitation rurale (1).

Ultérieurement, une autre difficulté a surgi. Le ministère du travail, estimant que la main-d'œuvre agricole rentrait dans ses attributions au même titre que la main-d'œuvre industrielle et commerciale, a voulu s'occuper du placement des travailleurs agricoles. Il a invité, en conséquence, les conseils généraux, par une circulaire du 2 août 1916 (adressée aux préfets), à organiser des offices départementaux de placement pour l'agri-

(1) Cf. *La main-d'œuvre agricole*, octobre 1916, p. 5.

culture comme pour le commerce et l'industrie. Il y avait là une idée à notre avis peu rationnelle et relevant d'une tendance à une centralisation excessive. Le placement du personnel agricole est, en effet, fort différent du placement du personnel industriel ou commercial : les intérêts de l'agriculture se trouvent même souvent en contradiction sur ce point avec ceux des deux autres branches de l'activité économique, comme l'a prouvé la question des immigrants espagnols. En effet, l'industrie et le commerce recrutent à chaque instant leur main-d'œuvre parmi la population rurale. L'agriculture doit donc lutter contre cette emprise, si elle veut maintenir son existence. Puis, un Office de placement agricole a un autre objet qu'un Office de placement industriel ou commercial ; il doit surtout lutter contre le chômage agricole ; il a, avant tout, pour tâche d'enseigner, de créer, de développer les industries domestiques agricoles permettant d'égaliser les salaires sur tout le cours de l'année. C'est une mission délicate, qui ne peut être bien conduite qu'avec une longue expérience et qui, en tout cas, est fort différente de celle des Offices de placement industriel et commercial (1). Au surplus, les groupements agricoles, consultés sur le point de savoir s'il valait mieux rattacher l'Office national de placement agricole au ministère de l'agriculture ou au ministère du travail, se sont nettement prononcés, à une énorme

(1) *La main-d'œuvre agricole*, août 1915, p. 1.

majorité, en faveur du rattachement au ministère de l'agriculture : sur 4.000 groupements pressentis, les avis donnés en ce sens ont atteint 93,76 0/0, contre 3,97 0/0 en faveur de l'organisation du ministère du travail, et 2, 27 0/0 d'abstentions. L'Académie d'Agriculture et la Société des Agriculteurs de France ont notamment opiné pour le ministère de l'agriculture (1).

Voici, en tout cas, le résultat obtenu par l'Office, du 15 mars au 31 décembre 1915 : chômeurs et réfugiés français et belges, placements effectués : 13.794 ; immigration de la main-d'œuvre étrangère : 24.803 ; contingent kabyle : 1.037. Total : 39.634 (2). Pour le troisième trimestre de 1916, la seule immigration espagnole a atteint 20.380, bien que le gouvernement espagnol mette aujourd'hui des entraves à l'expatriation de ses nationaux, et oblige les agriculteurs français à déposer 75 francs par ouvrier entre les mains du gouverneur de la province, pour assurer le retour des ouvriers en Espagne (3).

Dans la même séance, l'Académie d'Agriculture, renouvelant l'avis qu'elle avait émis dans sa séance du 12 juillet 1916, a exprimé le vœu que le recrutement de la main-d'œuvre soit confié exclusivement à l'Office national de la main-d'œuvre agricole, placé sous le

(1) *La main-d'œuvre agricole*, novembre 1916, p. 2.

(2) *J. off., Doc. parl.*, Chambre, 1916, p. 91.

(3) Communication de M. de Lapparent à l'Académie d'Agriculture, séance du 25 octobre 1916, *Comptes rendus*, 1916, p. 949.

contrôle du ministre de l'agriculture et des associations agricoles ; et, en ce qui concerne le recrutement, le contrôle et le régime de la main-d'œuvre agricole coloniale et étrangère, elle a émis l'avis qu'ils soient placés exclusivement sous la direction du ministère de l'agriculture (1). La recherche et le placement du travailleur agricole, de quelque origine qu'il soit, et sa bonne utilisation nécessitent, en effet, une connaissance des choses de la terre que, seul, possède le ministre de l'agriculture, aidé et conseillé par les groupements agricoles constitués dans les diverses régions de culture.

Des départements ont demandé la création de bureaux départementaux en vue de collaborer à l'œuvre de l'Office. La Commission de la main-d'œuvre agricole a donné les indications suivantes pour la constitution de ces bureaux départementaux : ils doivent être, de préférence, annexés à une société d'agriculture, à un syndicat agricole ou à une caisse de crédit ; à défaut, le bureau représente un service spécialement constitué à cet effet, et il est l'émanation des principaux groupements du département ; il recueille les offres d'emploi des agriculteurs et les demandes d'emploi des ouvriers agricoles des deux sexes du département ; il les met en relation pour s'entendre sur les conditions d'embauchage ; il sert, en même temps, de rendez-vous pour l'embauchage direct ; il fonctionne avec ses ressources

(1) *Comptes rendus des séances de l'Académie d'Agriculture*, 1916, p. 759 et 954.

propres (subventions du conseil général, des groupements agricoles, cotisations individuelles, etc.) (1).

II. — En dehors de l'action gouvernementale, l'initiative privée a cherché également à faciliter le placement de la main-d'œuvre. Telle a été notamment l'œuvre poursuivie par les sociétés d'agriculture, par les syndicats agricoles, par les caisses de crédit agricole régionales ou locales ; mais il est difficile, faute d'informations officielles, de fournir des indications précises à cet égard. Nous signalerons seulement la formation, entre les groupements agricoles aveyronnais et les agriculteurs ayant donné leur adhésion individuelle, d'un Comité départemental aveyronnais de la main-d'œuvre agricole, en avril 1915 (2). Ce comité se propose de rechercher activement tous les ouvriers agricoles disponibles français ou étrangers, de provoquer, de leur part, des demandes d'emploi, de centraliser toutes les demandes de main-d'œuvre émanant des agriculteurs aveyronnais, et de mettre en rapport les employeurs et les employés, le tout gratuitement, sauf, en vue de faire face aux dépenses, à demander une cotisation aux groupements et aux agriculteurs adhérents. Au cours de l'année 1915, 650 ouvriers agricoles ont été placés par ce comité (3). Il paraît même qu'à certains moments, le nombre des ouvriers arrivant dans l'Aveyron

(1) *La main-d'œuvre agricole*, mars 1916, p. 4.

(2) *La main-d'œuvre agricole*, mai 1916, p. 5.

(3) *La main-d'œuvre agricole*, *ibid.*

par leurs propres moyens, pour répondre à l'invitation du comité, devint si important que le comité dut télégraphier à ses correspondants d'interrompre les envois et offrir ces excédents en main-d'œuvre disponible aux agriculteurs des départements limitrophes (1).

Telles sont les différentes mesures : concours de la main-d'œuvre militaire, rééducation agricole des mutilés de la guerre, emploi des prisonniers de guerre, des ouvriers étrangers, extension de la culture mécanique, création d'un Office national agricole, etc., qui ont permis à l'agriculture française de lutter depuis le commencement de la guerre contre le dépeuplement des campagnes et l'abandon des terres ; elles ont été assurément efficaces ; elles n'ont cependant pas atteint le but poursuivi. D'année en année, depuis le début des hostilités, les surfaces cultivées en blé sont allées en diminuant, et le ministre de l'agriculture reconnaissait tout récemment que la surface emblavée était inférieure d'environ 20 0/0 à celle de l'année précédente (2). Mais le gouvernement s'est décidé à prendre des mesures qu'il a estimées plus directement efficaces et qui ont abouti à la promulgation de la loi du 6 octobre 1916 (3).

(1) *La main-d'œuvre agricole*, juillet 1916, p. 7.

(2) Chambre des députés, séance du 23 décembre 1916, *J. off.* du 24, p. 3850.

(3) Dans le but de donner un stimulant à la culture du blé,

MM. Cosnier et Patureau-Baronnet, députés, ont déposé, le 22 septembre 1916, une proposition de loi sur le bureau de la Chambre, tendant à accorder une prime de 3 francs par quintal de blé produit.

Cette proposition de loi a été votée à la Chambre le 28 octobre sur le rapport présenté au nom de la Commission d'agriculture par M. Cosnier, député. *J. off.*, *Doc. parl.*, annexe n° 2587, p. 1537, 4 novembre 1916.

Toute culture pouvait être ainsi encouragée suivant son degré d'utilité.

CHAPITRE III

LA LOI DU 6 OCTOBRE 1916

Cette loi est intitulée : « *Loi sur la mise en culture des terres abandonnées et l'organisation du travail agricole pendant la guerre.* » Nous étudierons successivement l'historique et les dispositions de cette loi.

SECTION I. — Historique de la loi du 6 octobre 1916.

C'est M. Fernand David, alors ministre de l'agriculture, qui déposa à la Chambre, le 23 septembre 1915, le premier projet dans l'esprit de la loi du 6 octobre 1916 (1). Le ministre dépeint l'abandon des campagnes, et, se demandant par quels moyens on pourrait remettre en valeur nos ressources agricoles, il indique d'abord la gestion d'affaires (art. 1372 et suiv., C. civ.) ; les règles sur la gestion d'affaires lui paraissent de nature à être invoquées et à fournir une solution, lorsque des hommes de bonne volonté s'occupent de la culture du terrain d'autrui, en assumant de leur plein gré les obligations d'un gérant d'affaires, du mo-

(1) *J. off.*, Chambre, *Doc. parl.*, 1915, p. 981, annexe, n° 1291.

ment que le propriétaire, instruit de cette intervention, ne s'y oppose pas. Mais, en cas d'opposition de la part du propriétaire ou de son locataire, la gestion d'affaires ne peut plus s'appliquer ; d'autre part, elle implique, à la fin de la gestion, une reddition de comptes, source possible de complications et de litiges, dont la perspective suffirait à arrêter l'initiative généreuse de beaucoup de personnes capables de diriger l'exploitation d'un domaine agricole. Le projet de loi, dit le ministre dans l'exposé des motifs, a pour but de parer à ce double inconvénient. En conséquence, le projet, composé seulement de deux articles, donnera, dans l'article 1^{er}, au maire, la faculté de mettre d'office en culture les terres abandonnées ; le « gérant » choisi par le maire agira pour son propre compte, supportera les frais des travaux et sera propriétaire de la récolte ; toutefois il lui sera interdit d'utiliser les bâtiments, le matériel et les animaux du domaine, sauf après entente avec le propriétaire, ou après réquisition faite par l'autorité civile. Ce régime était susceptible de s'appliquer soit à la propriété intégrale, soit à certaines de ses parcelles, suivant qu'elle était laissée inculte en tout ou en partie, et sans avoir à rechercher les causes du défaut de culture (négligence ou force majeure). Le projet était ainsi conçu :

« ARTICLE 1^{er}. — Pendant la durée de la mobilisation, lorsque des terrains agricoles sont laissés sans culture, le maire adresse au propriétaire une lettre recom-

mandée avec avis de réception, pour l'inviter à faire les travaux que comporte normalement cette exploitation. En cas de bail, cette invitation est adressée simultanément au bailleur et au preneur ; le bailleur peut y déférer à défaut du preneur. En ce cas, la totalité de la récolte à provenir des travaux qu'il aura effectués lui appartiendra. Si, dans les 15 jours de l'envoi des lettres prévues ci-dessus, les travaux n'ont pas été entrepris et poursuivis, il pourra être pourvu à leur exécution par les soins du maire, qui devra en aviser sans délai le ministre de l'agriculture, par l'intermédiaire du directeur des Services agricoles. Dans ce cas, les personnes (communes, associations, particuliers) qui auront assumé les frais des travaux seront propriétaires de la récolte. Les personnes qui mettront des terrains en culture dans les conditions prévues par les deux paragraphes précédents ne pourront user des bâtiments du matériel et des animaux en dépendant, à moins d'entente préalable avec les ayants droit ou de réquisition exercée conformément à l'article 2.

« ART. 2. — Pendant la durée de la mobilisation, l'autorité civile a le droit de requérir les prestations nécessaires, soit en main-d'œuvre, soit en matériel et animaux, pour suppléer à l'insuffisance des moyens d'exécution des travaux agricoles. Ces prestations donnent lieu à des indemnités à la charge des personnes au profit de qui elles sont exécutées. Dans les départements où il y a lieu de recourir à l'application du pré-

sent article, des arrêtés préfectoraux, soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture, déterminent les formes et les limites dans lesquelles les maires peuvent opérer ces réquisitions ainsi que le mode de règlement des indemnités. »

Le gouvernement ne méconnaissait pas que son projet entraînait une perte temporaire de la jouissance de l'immeuble ; mais il estimait qu'il n'y avait pas là un sacrifice excessif pour le propriétaire ou pour le locataire, car, en s'abstenant de cultiver le terrain, le titulaire du droit de jouissance avait renoncé par là même à en recueillir les fruits ; d'autre part, le risque qu'il courait de retrouver sa terre appauvrie par suite d'une culture abusive était compensé en tout cas par l'avantage de la voir préservée des mauvaises herbes.

Toutefois, dans sa teneur primitive, le projet était de nature à soulever des difficultés juridiques et, de plus, il portait une atteinte trop évidente au droit de propriété. Il était de nature, en premier lieu, à engendrer des difficultés juridiques, susceptibles notamment de s'élever sur les points suivants : Qui déterminera d'abord si la terre est sans culture ? A qui appartiendra-t-il de décider si les travaux entrepris par le bailleur ou le preneur sont suffisants et régulièrement poursuivis ? Le bailleur ou le preneur possèdent-ils un recours contre la décision du maire concédant le droit de cultiver à un tiers ? L'exploitation commencée par le tiers peut-elle être interrompue par l'offre du bailleur ou du

preneur de continuer les travaux ? Si le preneur ou le bailleur a ce droit, la récolte appartiendra-t-elle néanmoins tout entière au tiers (1) ?

Au point de vue économique, ce projet revenait à frapper l'exploitant du sol d'une sorte d'expropriation partielle sans indemnité, quelles que fussent les circonstances à la suite desquelles la terre était restée en friche. De plus, il était excessif que le propriétaire n'obtînt pas la moindre part du produit de sa terre ; aussi certains y ont-ils vu un premier et redoutable essai de communisme agraire (2). On pouvait, en outre, adresser au projet le reproche de poser une règle sans indiquer les moyens pratiques de l'appliquer. Il se bornait, en somme, à ordonner la culture des terres en friche, mais il ne disait pas comment on pouvait assurer cette culture, comment on se procurerait les bras, les animaux, l'outillage nécessaires.

Ces inconvénients n'échappèrent pas à la Commission d'agriculture de la Chambre. Aussi adopta-t-elle, sur le rapport de M. Dariac, un projet beaucoup plus modéré (3). Le rapporteur reconnaissait que le projet, dans sa teneur primitive, prêtait le flanc à de très graves critiques ; d'abord en raison du dessaisissement, même

(1) Cf. Wahl, *La législation civile de la guerre ; Exécution des travaux agricoles*, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1915, p. 670.

(2) *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, *La culture municipale et obligatoire des terres*, 1915, p. 190.

(3) *V. J. off., Doc. parl., Chambre*, 1916, p. 1090 et s. *Annexe n° 1377*.

temporaire, du propriétaire ; puis, malgré le désir, exprimé dans l'exposé des motifs, de prévenir le plus possible les contestations, il était à prévoir que l'exploitation temporaire des terres par un autre que le propriétaire donnerait lieu, lors du retour de celui-ci, à de fréquentes contestations. En outre, si le projet enlevait au propriétaire le droit de toucher les récoltes, il ne l'exonérait point, par contre, des charges correspondantes, et notamment des impôts ; enfin le rapporteur était d'avis que les maires, dont les fonctions ont été singulièrement compliquées depuis la mobilisation, éprouveraient de graves difficultés pour appliquer les nouvelles mesures.

En conséquence, le projet de la Commission, dans sa nouvelle rédaction, modifiait notablement les règles qui avaient été proposées : 1° ce n'était plus le maire seul, mais le maire assisté d'une commission composée de deux conseillers municipaux et de deux cultivateurs, plus un membre du syndicat agricole ou de l'association agricole, s'il en existe dans la commune, qui était investi du droit d'inviter par lettre recommandée le propriétaire ou le locataire à mettre en culture le terrain laissé en jachère ; — 2° à défaut d'entreprise des travaux dans les 15 jours de l'envoi, la Commission pouvait prendre les mesures nécessaires et faire appel à la main-d'œuvre disponible (permissionnaires, équipes agricoles, prisonniers de guerre, etc.) avec droit de réquisition limitée aux instruments agricoles et aux

animaux existant dans la commune ; — 3° en vertu du texte proposé par la Commission, les dépenses étaient supportées par la commune ; — 4° la Commission était chargée de surveiller les travaux et de faire vendre la récolte. Après paiement des impôts, et remboursement, en capital et intérêts, des avances faites par la commune, l'excédent devait être remis intégralement aux exploitants, si le défaut de culture et d'ensemencement par eux tenait à une cause ressortissant de l'état de guerre. L'exploitant ne recevait que les deux tiers du produit net de sa terre, si, ne pouvant justifier d'un cas de force majeure, il avait laissé à la Commission le soin d'effectuer les opérations culturales. Le surplus était versé dans la caisse de la commune.

Le texte proposé par la Commission était incontestablement préférable au projet du ministre : le propriétaire n'était plus frustré du revenu de sa terre ; mais il laissait encore place à bien des lacunes ; d'abord, au cas où les recettes seraient inférieures aux dépenses, à qui incomberait la différence ? Puis, si, la force majeure qui s'opposait à la culture venant à disparaître, l'exploitant voulait reprendre sa terre, quels seraient ses droits ? Là-dessus aussi le projet était muet.

Enfin, il paraissait douteux que la Commission municipale pût trouver des moyens de culture là où le propriétaire, stimulé par l'intérêt personnel, n'avait pas réussi à s'en procurer. Le seul rôle utile de la Commission semblait se restreindre à intervenir, en qualité

de représentant de l'ensemble des agriculteurs d'une même commune, pour les seconder dans leurs démarches en vue d'obtenir, à titre collectif, de l'autorité militaire, le concours de permissionnaires agricoles, de prisonniers de guerre ou de chevaux de troupe.

L'arrivée de M. Méline au ministère de l'agriculture fut suivie immédiatement de la publication de deux décrets et du dépôt d'un nouveau projet de loi pour la mise en culture des terres abandonnées. Le décret du 2 février 1916 institue dans chaque commune rurale un nouvel organisme : le Comité d'action agricole, que nous avons déjà mentionné en parlant de l'emploi de la main-d'œuvre militaire ; le ministre justifie cette création dans les termes suivants : « Pour rendre la confiance à nos agriculteurs, il faut à la fois les diriger et les défendre. Le meilleur moyen de les rassurer paraît être de mobiliser à leur tour ceux qui restent à la terre, en mettant à leur tête des chefs qui leur inspirent confiance par leur valeur professionnelle, et qui aient en même temps assez d'autorité pour faire entendre leur voix. Il reste, fort heureusement, dans chaque commune, des anciens dont la compétence est indiscutable, qui sont entourés du respect de tous, et il ne paraît pas douteux qu'en faisant appel à leur patriotisme, à leur amour de la terre, on obtiendra d'eux un concours sans borne et absolument désintéressé. Leur action énergique, si elle est comprise et secondée avec conviction par l'administration et surtout par l'auto-

rité militaire, peut ramener la vie partout, aussi bien dans la zone des armées que dans celle de l'intérieur (1). »

Comme nous l'avons vu, le Comité, constitué pour toute la durée de la guerre, est composé d'agriculteurs, dont la nomination devait, d'abord, être faite par tous les agriculteurs de la commune, les femmes dirigeant les exploitations agricoles ayant le droit d'y être représentées. Mais, par la suite, la désignation du Comité a été attribuée au conseil municipal. Il est chargé de recueillir les demandes des cultivateurs et de faciliter, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, les opérations culturales de tout genre. En ce qui concerne les terres abandonnées, le décret est très prudent : le Comité agricole pourra accepter de cultiver les terres d'autrui à *titre de mandataire bénévole*.

Au-dessus du Comité communal, dont le rôle, en définitive, est assez vague, le décret organise les Comités intercommunaux (ce sont plusieurs comités communaux qui se réunissent) ; puis, au-dessus, le Comité cantonal d'organisation (et non plus d'action agricole, dont la mission est encore plus imprécise, car il ne semble guère avoir pour rôle que de transmettre les réclamations d'une commune au préfet. Enfin, au sommet, se trouve le Comité départemental, composé du préfet, du général commandant la subdivision et du directeur des Services agricoles.

(1) *J. off.*, *Doc. parl.*, Chambre, 1916, p. 185.

Il est regrettable que ce décret ait été modifié le 9 février 1916, et que le droit d'élire les membres de ce Comité ait été retiré aux agriculteurs de chaque commune pour en investir les conseillers municipaux, simplement assistés de trois agriculteurs à leur choix. Les garanties offertes, au point de vue de la compétence, par le décret du 2 février, s'évanouissent ainsi, et il est permis de se demander si les motifs qui ont été allégués par le ministre pour justifier le second décret, intervenu le 9 février 1916, savoir : les difficultés et les pertes de temps qu'entraînerait la confection de la liste électorale des agriculteurs sont bien sincères, et si ce n'est pas plutôt pour des raisons politiques que le gouvernement a entendu confier aux conseils municipaux la direction de l'action agricole dans leur commune.

Même ainsi modifiés dans leur nomination, ces Comités auraient pu exercer une heureuse influence sur la culture ; mais la circulaire du 12 février 1916 aux préfets est venue en quelque sorte entraver leur action en spécifiant que ces Comités ne doivent pas empiéter sur les droits des municipalités et que leur rôle consiste à se tenir sur le terrain des conseils, car ils ont été créés pour éclairer et guider les cultivateurs. Aussi il ne semble pas que, jusqu'à présent, les Comités aient exercé beaucoup d'influence et aient sérieusement développé la main-d'œuvre locale.

Ces décrets ont été suivis du dépôt d'un projet de loi,

le 27 janvier 1916 (1). Le rapport sur ce projet a été de nouveau confié par la Commission d'agriculture de la Chambre à M. Dariac (2). D'après le texte proposé par la Commission de la Chambre, immédiatement après la promulgation de la loi, une Commission, composée du maire de la commune et de deux conseillers municipaux invite, par lettre recommandée, le propriétaire ou l'exploitant habituel des terrains non cultivés à mettre, s'il y a lieu, ses terrains en culture. Si, dans les 15 jours de l'envoi, l'exploitant ne justifie pas de raisons indépendantes de sa volonté qui l'ont contraint à abandonner sa terre, le maire a le droit de réquisitionner le terrain et de le livrer au Comité communal d'action agricole. Le maire a, en outre, le droit de réquisition, dans la mesure qui sera fixée par des arrêtés préfectoraux, pour les instruments agricoles, la traction animale et les locaux disponibles dans la commune ; le Comité communal entreprend alors ou surveille la culture pour le compte du propriétaire, aux risques de ce dernier, et cela jusqu'à l'enlèvement complet de la récolte qui sera vendue par ses soins. Le Comité peut également donner à bail, jusqu'à l'enlèvement de la récolte annuelle, les terres réquisitionnées. Après paiement des impositions, et remboursement à la commune des frais avancés par elle, l'excédent est remis aux ex-

(1) *J. off., Déb. parl.*, Chambre, 1916, p. 91 et suiv.

(2) *J. off.*, Chambre, 1916, *Doc. parl.*, p. 183 et suiv., Annexe n° 1783.

exploitants si ceux-ci n'ont pu cultiver ou ensemençer eux-mêmes, pour une cause résultant de l'état de guerre et indépendante de leur volonté. Mais quand l'abandon de la terre a été injustifié, le tiers de cet excédent est retenu à l'exploitant et versé à la Caisse communale.

Ce nouveau projet souleva, lui aussi, de très vives protestations ; la Société des Agriculteurs de France conclut à son rejet absolu (1). D'autre part, le projet avait le défaut de grever assez sérieusement les ressources communales ; M. de Chappedelaine a insisté là-dessus à la séance de la Chambre du 21 mars 1916 (2). On a fait valoir aussi l'injustice d'une réquisition pour les paysans qui ont l'amour de leur terre : par exemple, l'exploitant est au front, et, dans les 15 jours de la lettre qui lui est adressée par le maire, il ne justifie pas de raisons indépendantes de sa volonté qui l'ont contraint à abandonner son domaine ; le terrain n'en sera pas moins soumis à la réquisition du maire. En outre, les Comités d'action agricole n'encourent aucune responsabilité à raison de la manière dont ils dirigent la culture ; enfin, on a répété que le but principal à atteindre, l'obtention de la main-d'œuvre, n'était pas réalisé par le projet (3).

Un contre-projet, émanant de MM. Jobert et Turmel,

(1) *Bulletin de la Société*, 1916, p. 107 et 120.

(2) *J. off.* du 22 mars 1916, *Déb. parl.*, p. 640 et 641.

(3) Observation de M. Laffont, *J. off.*, Chambre, 1916, *Déb. parl.*, p. 647 et s.

proposait de confier les travaux agricoles de toute nature à tous les citoyens non mobilisés, avec le concours des soldats envoyés à tour de rôle en permission, et aussi des prisonniers de guerre, les mobilisés devant être envoyés de préférence dans leurs communes respectives (1). Les auteurs de ce contre-projet entendaient surtout faire appel aux auxiliaires ; ils demandaient notamment que les classes non encore convoquées ne fussent pas appelées du tout ; mais cette proposition n'a pu rallier que 8 voix.

D'autres députés proposaient que, dans chaque commune rurale, un Comité de cinq à neuf membres répartît les engrais, les semences, la main-d'œuvre, les animaux de travail, les machines prêtées par le gouvernement, entre toutes les terres ; en cas de refus, par certains propriétaires, de laisser cultiver les terres, celles-ci seraient réquisitionnées, après décision du juge de paix, et la culture serait assurée aux frais des défaillants. C'était donc à ce Comité, et non plus à la commune, qu'aurait incombé l'obligation de veiller à la culture. Cet amendement a été rejeté comme les précédents (2).

Un autre amendement a eu un sort plus heureux, il vise le cas où l'exploitant est, sans aucune mauvaise volonté de sa part, dans l'impossibilité d'exploiter lui-

(1) *J. off., Déb. parl.*, 1916, p. 727, séance du 30 mars 1916.

(2) Chambre, séance du 3 avril 1916, *J. off.* du 4, *Déb. parl.*, 1916, p. 779 et s.

même sa ferme ; dans ce cas, le maire peut confier au Comité d'action agricole, avec le concours de l'exploitant lui-même, la direction de l'exploitation (1). Cet amendement a été accepté par le gouvernement et par la Commission.

D'autre part, ce n'est plus seulement dans l'intérêt des terres abandonnées que le maire a le droit de réquisitionner les instruments agricoles, les locaux et la traction animale et mécanique disponibles dans la commune ; ce droit de réquisition appartient au maire, même au profit des terres qui continuent à être exploitées ; ceci résulte de l'adoption de l'amendement Patureau-Baronnet et Cosnier (2). Il est assez singulier, d'ailleurs, que la Chambre ait cru devoir accorder ce droit de réquisition, même en faveur de terres dont la culture n'est pas interrompue.

Les dépenses nécessitées par toutes ces mesures sont couvertes au moyen d'avances faites par la commune ; mais la commune peut elle-même obtenir un prêt de l'Etat par l'intermédiaire des caisses régionales de crédit agricole, moyennant un intérêt de 4 0/0, et à charge de remboursement dans les six mois qui suivent la récolte. En outre, les communes sont plus favorisées par le nouveau projet que par celui du 23 septembre 1915, en ce sens qu'elles ne courent aucun risque de perte ; le risque du déficit entraîné par la culture

(1) *J. off.* du 7 avril 1916, *Déb. parl.*, Chambre, p. 808 et 809.

(2) Chambre, 25 mai 1916, *J. off.* du 26, *Déb. parl.*, p. 218 et s.

incombe à l'Etat, qui, sauf le cas de fraude, ne peut se faire indemniser par le maire, les municipalités ou les exploitants substitués.

Les bénéfices retirés de l'exploitation sont en partie conservés au propriétaire. Il en a les quatre cinquièmes s'il est mobilisé, et la moitié dans le cas contraire.

Il faut enfin mentionner la disposition suivante : « Le fermage des terres réquisitionnées ne sera pas dû aux propriétaires lorsque l'exploitation de ces terres aura laissé un déficit. »

Tel était dans ses grandes lignes le projet voté par la Chambre le 26 mai 1916 (1). Il n'a pas rencontré auprès des groupements agricoles un accueil plus favorable que le projet de septembre 1915 (2). Il est vrai que les affirmations les plus extraordinaires ont été émises lors de la discussion du projet : « Les terres appartiennent à la nation », a déclaré M. Compère-Morel (3). C'était, la théorie de la nationalisation du sol, que certains socialistes voulaient remettre en jeu à propos de la discussion d'une loi de protection agricole et de défense du pays.

Le projet voté par la Chambre fut transmis au Sénat, et ce fut M. Jules Develle, ancien ministre de l'agriculture, qui fut chargé par la Commission du Sénat du

(1) *J. off.* du 27, *Déb. parl.*, p. 1242 et s.

(2) Voir le *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, avril 1916, p. 120.

(3) *J. off.*, 22 mars 1916, *Déb. parl.*, Chambre, p. 645.

rapport sur le projet (1). Le rapporteur rappelle les motifs pour lesquels le ministre a déposé son projet. Il y a deux catégories de terres abandonnées : celles qui le sont sans qu'il n'y ait aucune faute, aucune mauvaise volonté à reprocher aux exploitants, qui sont ou des mobilisés, ou des femmes incapables de les mettre en culture ; d'autre part, les terres dont les exploitants ont la prétention de conserver la possession en se refusant à les mettre en valeur. L'Etat ayant, en temps de guerre, le droit de faire tout ce qui est commandé par l'intérêt supérieur de la défense nationale, doit pouvoir triompher de leur obstination ; mais, pour cela, une loi est nécessaire, non qu'il s'agisse d'exproprier, mais simplement en vue d'imposer l'administration du domaine et la culture de la terre au propriétaire malgré les événements. Et le rapporteur au Sénat ajoute que le projet est destiné à faire rendre à la terre ce qu'elle produisait en temps normal ; à l'action individuelle, il substitue l'action collective et il compte sur l'esprit de solidarité pour en doubler la puissance. A la suite de ce rapport, le Sénat a adopté, dans son principe et dans ses grandes lignes, le projet tel qu'il avait été voté par la Chambre, sans lui faire subir aucun changement très important.

Le vote de la loi était devenu, en effet, urgent en présence des révélations de la statistique établissant

(1) *J. off., Doc. parl., Sénat, 1916, p. 405 et s., Annexe n° 268.*

que, pour les seules céréales d'automne, la diminution des surfaces ensemencées avait atteint, le 1^{er} janvier 1916, 740.000 hectares, par rapport à 1914, pour la partie du territoire non envahie ; il devenait, dès lors, impossible au gouvernement de tarder à faire aboutir le projet de loi (1). La hâte avec laquelle les deux Chambres ont été amenées à voter la loi s'explique donc par la nécessité impérieuse de remettre en valeur toutes les terres de France, par tous les moyens possibles.

Le texte voté par le Sénat ne diffère de celui qu'avait adopté la Chambre que sur un détail d'application qui, d'ailleurs, ne change pas le caractère de la loi : il s'agit de l'article 3, relatif au partage des bénéfices de la terre mise en culture par les moyens que la loi préconise, et qui réglemente aussi la contribution aux pertes. D'après l'article 3, voté par la Chambre, « en cas de bénéfices, s'il s'agit d'un mobilisé ou de sa famille, les 7 dixièmes du bénéfice net lui resteront acquis, et les 3 autres dixièmes seront versés dans les caisses de l'Etat. S'il s'agit d'un non mobilisé ou de sa famille, les bénéfices nets seront répartis par moitié entre lui et l'Etat ». La nouvelle rédaction admise par le Sénat établit une répartition des bénéfices un peu plus complexe : outre le mobilisé et l'Etat, la commune et la Caisse régionale de crédit agricole sont représentées dans le partage des bénéfices : « en cas de bénéfices,

(1) Cf. *Bulletin mensuel des Institutions économiques et sociales*, vol. 71, 7^e année, n° 11, novembre 1916, p. 136.

s'il s'agit d'un mobilisé ou de sa famille, les 7 dixièmes du bénéfice net lui resteront acquis ; 2 dixièmes resteront attribués à la commune et un dixième sera versé à un compte spécial de la Caisse régionale de crédit agricole pour être reversé à l'Etat et être affecté à la partie de la dotation générale du crédit agricole représentée par les redevances de la Banque de France. S'il s'agit d'un non mobilisé ou de sa famille, les parts respectives sont 5 dixièmes, 3 dixièmes et 2 dixièmes ».

La partie du texte concernant la contribution aux pertes a été également modifiée : d'après l'article 3, rédaction de la Chambre, il était dit : « En cas de déficit, la perte incombera à l'Etat sur simple justification des comptes approuvée du conseil municipal, sans qu'en aucun cas, hors celui de fraude, une action en responsabilité ou en reddition de comptes puisse être engagée personnellement ou collectivement soit contre le maire, soit contre la municipalité, soit contre les exploitants substitués ». Le Sénat a remanié cette rédaction ; il n'a assujéti à aucune fraction du déficit le mobilisé ou sa famille ; mais il a estimé équitable de mettre les 3 dixièmes de la perte à la charge du non mobilisé ou de sa famille. Voici, en effet, le texte nouveau, après la discussion devant le Sénat : « En cas de déficit, après simple justification des comptes approuvés par le conseil municipal, aucune action en responsabilité ou en reddition de comptes ne pourra, hors le cas de fraude, être exercée personnellement ou collectivement soit

contre le maire, soit contre la municipalité, soit contre les exploitants substitués. La perte se répartira ainsi qu'il suit : s'il s'agit d'un mobilisé ou de sa famille, 2 dixièmes resteront à la charge de la commune et les 8 autres dixièmes seront imputés sur la dotation générale du crédit agricole et réglés par l'intermédiaire de la Caisse régionale du crédit agricole. S'il s'agit d'un non mobilisé ou de sa famille, 3 dixièmes resteront à la charge du non mobilisé ou de sa famille ; 2 dixièmes seront à la charge de la commune et les 5 autres dixièmes seront imputés sur la dotation générale du crédit agricole et réglés par l'intermédiaire de la Caisse régionale de crédit agricole. Dans tous les cas de déficit à inscrire au compte des exploitants, la commune avancera les fonds et les recouvrera sur l'exploitant, au moyen de taxes communales, assimilées aux contributions directes. »

La loi, votée intégralement par le Sénat le 28 juillet 1916, fut transmise à la Chambre des députés le 12 septembre ; avant la discussion à la Chambre, elle fut l'objet d'un nouveau rapport de M. Dariac le 15 septembre ; enfin, elle fut votée sans changement par la Chambre le 28 septembre et promulguée le 6 octobre 1916 (1).

Avant même le vote de la loi, des mesures préliminaires ont été préparées dans une circulaire du minis-

(1) *J. off.*, 8 octobre, p. 8835.

tère de l'agriculture aux préfets et aux directeurs des Services agricoles, en date du 1^{er} septembre 1916 (1). Dans cette circulaire, le ministre s'attache d'abord à réfuter l'objection, qui vient assez naturellement à l'esprit à la lecture de la loi et consistant à dire que le système proposé n'est qu'une des formes du socialisme agraire, une atteinte directe aux droits du propriétaire et de l'exploitant qu'on dessaisit de sa terre sans son consentement, en vertu d'une simple réquisition. « L'objection, déclare M. Méline, serait fondée, si nous n'étions pas en temps de guerre et si l'état de guerre ne justifiait pas des dérogations temporaires au droit commun, quand elles sont commandées par l'intérêt de la défense nationale. Or, personne ne saurait nier aujourd'hui, après deux années de guerre, que l'alimentation de la population civile et de l'armée est, au premier chef, une question de défense nationale, une condition essentielle de la prolongation de notre résistance jusqu'à la victoire. Si donc des terres restent abandonnées, qui pourraient fournir en plus grande quantité les aliments nécessaires à nos soldats comme à la population civile, personne ne saurait contester sérieusement à l'Etat le droit de les occuper temporairement pour les mettre en valeur. » Les motifs invoqués par le ministre pour justifier la loi sont évidemment de ceux qui commandent l'approbation ; mais toute la question est de savoir

(1) *La main-d'œuvre agricole*, septembre 1916, p. 6 et 7.

si la loi va procurer à la terre la main-d'œuvre qui lui est nécessaire, et que l'exploitation par le propriétaire ou par le fermier ne réussissait pas à obtenir. Sur cette question si importante de la main-d'œuvre la loi garde le silence ; le ministre le reconnaît lui-même dans sa circulaire ; mais il ajoute que, « si la loi ne résout pas directement cette question, il n'est pas douteux qu'elle améliorera sur ce point dans des conditions considérables la situation actuelle » ; M. Méline escompte que les réclamations des municipalités et des Comités d'action agricole en vue d'obtenir des travailleurs militaires ou civils seront mieux écoutées que les sollicitations émanant des exploitants individuels.

SECTION II. — Analyse de la loi du 6 octobre 1916.

Le titre de la loi en précise clairement le but : il s'agit d'assurer l'alimentation de l'armée et de la nation avec les ressources agricoles de la France et d'éviter, ou tout au moins de réduire le plus possible l'achat des approvisionnements à l'étranger, ce qui augmente d'une façon notable le poids de notre dette et ce qui oblige la France à composer avec des nations étrangères. Avant la guerre, tout au moins pour le blé, la France se suffisait à peu près à elle-même. Donc, si toutes les terres disponibles étaient mises en culture et convenablement exploitées, il n'est pas douteux que l'on arriverait à peu

près à maintenir l'équilibre entre la production et la consommation ; et le maintien de cet équilibre est assez intéressant pour l'avenir du pays pour qu'il puisse être considéré comme l'un des aspects de la défense nationale.

La loi du 6 octobre 1916 — a qui un caractère essentiellement temporaire, car, sauf prorogation, elle ne sera applicable que pendant la durée des hostilités (art. 5) — s'occupe de trois questions principales : 1° elle détermine les personnes qualifiées pour réquisitionner les terrains non cultivés et les mettre en culture ; 2° elle fixe l'étendue du droit de réquisition ; 3° elle règle la question du partage des bénéfices et des pertes.

La loi part de l'idée que la France doit conserver sa vitalité agricole pendant la guerre et qu'il est essentiel de lui maintenir, en prévision du retour de la paix, sa prospérité économique. L'intérêt du pays commande donc qu'aucune terre ne reste inexploitée, soit volontairement, soit involontairement, et l'Etat, dans l'intérêt national, revendique le droit de se substituer au propriétaire ou à l'exploitant, toutes les fois que, pour une cause quelconque, éloignement, insuffisance de ressources ou mauvais vouloir, celui-ci ne continue pas l'exploitation. « A l'heure actuelle, déclarait M. E. Laffont à la Chambre des députés, le propriétaire est, en quelque manière, responsable vis-à-vis de la collectivité de la bonne gestion de son domaine. Un proprié-

taire, surtout en ce moment, accomplit une fonction sociale, et la collectivité a le droit de se substituer au propriétaire défaillant, à celui qui, dans l'exercice de cette fonction, fait preuve de maladresse, de négligence ou de mauvaise volonté (1). »

Toutefois on doit songer que, parmi les terres inexploitées, beaucoup restent dans cet état par suite de l'appel de leur propriétaire ou de leur exploitant sous les drapeaux ; il y a là toute une catégorie très nombreuse d'exploitants qui se trouvent empêchés de se livrer à la culture, par suite d'une circonstance de force majeure absolument indépendante de leur volonté. Cependant, la loi nouvelle s'applique même aux terres des mobilisés, et les mesures édictées ne comportent aucune exception à leur égard, sous cette réserve, toutefois, que l'exploitant mobilisé ne peut pas être déclaré responsable des pertes résultant de la mise en culture de sa terre pendant son absence, tandis que l'exploitant non mobilisé supporte 3 dixièmes de la perte subie (art. 3). Le ministre de l'agriculture, M. Méline, a exposé dans les motifs du projet que la loi devait régir sans distinction toutes les terres abandonnées, aussi bien celles qui restent sans culture, bien qu'il n'y ait aucune faute à reprocher à leurs propriétaires, qui sont des mobilisés ou des femmes incapables d'entretenir à elles seules ces terres, que les domaines systé-

(1) *J. off.*, Chambre, 21 mars 1916, p. 647.

matiquement désertés par des exploitants dépourvus d'énergie ou de bonne volonté.

Pour toutes ces personnes, une loi était nécessaire, qu'il s'agît de suppléer à l'absence du propriétaire ou de surmonter les conséquences d'un mauvais vouloir, en vue d'assurer la mise en valeur du sol. Et cette intervention dans les droits du propriétaire est justifiée, de même que le droit de réquisition, par l'intérêt supérieur du pays. « Personne ne songera à contester, déclare M. Méline dans l'exposé des motifs de son projet de loi, que la mise en valeur du sol, qui fait vivre à la fois l'armée et la nation, qui constitue en même temps la plus puissante de nos réserves financières, ne soit au premier chef une question de défense nationale. Il n'est donc pas contestable que l'Etat ait le droit, s'il le faut, d'aller jusqu'à prendre temporairement la place du propriétaire impuissant ou de mauvaise volonté pour exploiter sa terre. » (1) L'action collective est ainsi substituée à l'action individuelle non pas par application d'une doctrine de nationalisation du sol, mais en raison des conséquences exceptionnelles d'une guerre anormale et comme le seul moyen efficace de remédier à une crise agricole sans précédents dans l'histoire économique de notre pays. Au surplus, ce qui prouve que tout caractère tendancieux a été banni de la loi actuelle, c'est que le gouvernement a abandonné l'idée qui était

(1) *J. off., Doc. parl., Chambre, 1916, p. 91, Annexe 1709.*

à la base du projet primitif (du 23 septembre 1915), d'après laquelle le maire avait le droit de prendre possession, d'autorité, des terres abandonnées et de les faire exploiter, la propriété de la récolte restant à ceux qui avaient assuré la culture. Contrairement à cette conception, qui confisquait la récolte à son propriétaire, sans distinguer entre ceux qui ne pouvaient pas et ceux qui ne voulaient pas travailler, la loi du 6 octobre 1916 concède bien au maire le droit de réquisitionner les terres, mais elle confère au propriétaire un droit dans les bénéfices, droit plus fort pour le mobilisé, droit restreint, mais formellement consacré aussi par la loi, pour le non mobilisé.

I. — Personnes qualifiées pour réquisitionner les terres non cultivées et les mettre en culture.

L'article 1^{er} confère au maire, assisté de deux conseillers municipaux, désignés par le conseil municipal, le droit d'inviter le propriétaire ou l'exploitant habituel des terres non cultivées à les mettre en culture. Si, dans un délai qui a été fixé à 15 jours, le propriétaire ou l'exploitant ne justifie pas de motifs, indépendants de sa volonté, qui l'ont obligé à abandonner sa terre, le maire est investi du droit de réquisitionner ses terrains et de les livrer, pour être mis en culture, au Comité communal d'action agricole, dont nous avons déjà indiqué l'organisation. La loi se montre peut-être un peu stricte, tout au moins à l'égard des mobilisés.

en fixant au jour de l'envoi de la lettre le point de départ du délai de quinzaine à l'expiration duquel la culture pourra être organisée par le maire ; mais il est probable que, dans la pratique, les maires useront d'une certaine tolérance, de manière à être bien certains, lors de la réquisition, que le propriétaire a été dûment avisé. D'autre part, la loi exige l'envoi d'une lettre recommandée ; c'est une précaution de plus prise pour porter la décision du maire à la connaissance de l'intéressé.

Le maire possède un pouvoir discrétionnaire pour apprécier s'il doit réquisitionner ou non. Mais, d'une façon générale, il semble conforme à la volonté du législateur que l'application de la loi se fasse sans contrainte et plutôt par la persuasion que dans un esprit de rigueur, car il faut compter avec la mentalité paysanne et l'amour jaloux que, surtout à la campagne, le propriétaire nourrit pour sa terre. Tel est tout au moins le sens des instructions contenues dans la circulaire relative à l'application de la loi, que le ministre de l'agriculture a adressée aux directeurs des services agricoles départementaux, le 9 octobre 1916 (1). « La réquisition devra, le plus souvent, être consentie plutôt qu'imposée. Elle ne s'imposera par la contrainte directe que vis-à-vis d'exploitants entêtés et égoïstes qui se refuseraient systématiquement à faire le moindre effort pour mettre leurs terres en valeur. »

(1) *J. off.*, 10 octobre, p. 1889.

Au sujet des pouvoirs du maire, plusieurs hypothèses peuvent se présenter :

1° La terre n'a plus d'exploitant ; l'exploitant, propriétaire ou fermier, appelé sous les drapeaux, est parti le jour fixé par son ordre de mobilisation, ne laissant personne derrière lui ; ce sera alors la commune qui fera valoir son domaine, sans distinguer entre les propriétaires et les fermiers ou métayers partis avant l'expiration de leur bail, laissant leurs terres à l'abandon.

2° Le propriétaire, par découragement, par manque d'énergie, se désintéresse de sa terre. S'il est vrai que la propriété soit une fonction sociale, c'est surtout en temps de guerre qu'elle doit présenter au plus haut degré ce caractère ; en conséquence, le propriétaire désertant son poste social, le maire a le droit de réquisitionner ses terres après une mise en demeure, restée infructueuse, d'avoir à entretenir la culture.

3° Il se peut enfin que l'exploitation ne soit pas complètement abandonnée ; elle l'est partiellement par suite du manque de culture. Le propriétaire est là sur ses terres ; il s'emploie de son mieux à en tirer parti, mais il manque de main-d'œuvre, d'attelages ou d'instruments agricoles. Dans ces conditions, il ne peut mettre en valeur que des fractions de son domaine, le surplus restant en friche. La circulaire remarque que c'est peut-être là la situation la plus fréquente, et elle convie les municipalités et les Comités d'action agricole à porter principalement de ce côté leur attention et leurs efforts.

« Les propriétaires de ces terres, observe le ministre, iront au devant de la réquisition pour être aidés ; il leur suffira, pour cela, de ne pas répondre à la mise en demeure qui leur sera adressée et de s'entendre avec le Comité et la commune, afin d'obtenir d'eux le secours de main-d'œuvre, d'attelages, de machines et d'argent qui leur manque. » La loi ne présente donc à aucun degré le caractère d'une spoliation, même temporaire.

Au surplus, toute une procédure est établie en vue de sauvegarder les droits légitimes du propriétaire et de le mettre à l'abri de toute mesure arbitraire. Cette procédure se décompose en trois phases :

1° Envoi par le maire au propriétaire ou à l'exploitant habituel d'une lettre recommandée l'invitant à mettre ses terres en culture. Si le propriétaire est différent de l'exploitant, l'un et l'autre doivent être prévenus (1).

2° Délai de 15 jours accordé à l'exploitant pour répondre et pour exposer au maire les circonstances qui le mettent dans l'impossibilité de cultiver ses terres. Si, dans ce délai, l'exploitant ne justifie pas de raisons indépendantes de sa volonté l'ayant contraint à abandonner ses terres, le maire a le droit de les réquisitionner. D'ailleurs, ce droit de réquisition s'applique aux terres des mobilisés aussi bien qu'à celles des non-mobilisés, puisque l'article 3 vise les deux catégories, et,

(1) Déclaration de M. Méline, Chambre, 18 septembre 1916, *J. off.*, p. 1837.

par suite, le droit de réquisition appartient au maire même quand la culture a été suspendue pour des causes étrangères à la volonté de l'exploitant, car la mobilisation est manifestement une cause de ce genre. En tout cas, il a été insisté à plusieurs reprises, aussi bien lors des travaux préparatoires de la loi que dans la circulaire du 9 octobre 1916, sur ce fait que la réquisition ne doit pas intervenir comme une mesure de coercition. « La loi, remarque M. Dariac, est une loi de circonstance : elle n'a pas un caractère impératif ; ce n'est pas une loi de coercition, puisqu'elle laisse au maire la faculté d'appliquer, si besoin est, les dispositions envisagées ou de ne pas les appliquer, après entente avec les exploitants eux-mêmes » (1), et, dans le même sens, le ministre de l'agriculture a dit : « Je considère l'usage du droit de réquisition comme devant être exceptionnel (2). » En définitive, la réquisition est conçue comme ne devant intervenir qu'à titre de mesure extrême (3).

3° Après l'envoi de la lettre recommandée et le délai de quinzaine accorde à l'exploitant pour répondre, deux hypothèses peuvent se présenter. En premier lieu, l'exploitant reste sourd à l'invitation du maire, il oppose la force d'inertie ; devant sa mauvaise volonté, le maire usera de son droit de réquisition et il aura la

(1) *J. off.*, Chambre, 21 mars 1916, *Déb. parl.*, p. 653.

(2) *J. off.*, 6 avril 1916, p. 796.

(3) Déclaration de M. Méline, Chambre, *J. off.*, 6 avril 1916, p. 805.

faculté de substituer le Comité d'action agricole au propriétaire négligent. En deuxième lieu, l'exploitant peut déclarer au maire qu'il serait tout disposé à reprendre la culture, mais qu'il n'en a pas la possibilité matérielle, faute de main-d'œuvre, d'instruments, etc. Le maire fera alors appel à l'action du Comité agricole, qui viendra à l'aide de l'agriculteur, et il s'emploiera en vue de lui procurer les ressources qui lui manquent. Le législateur considère le rôle des Comités d'action agricole comme de première importance à cet égard. « Ils vont devenir la cheville ouvrière de l'œuvre à entreprendre », a déclaré le ministre de l'agriculture dans sa circulaire du 9 octobre 1916. Ils doivent se mettre en rapport avec les municipalités et se concerter avec elles, pour que la loi produise les résultats les plus féconds. D'ailleurs les Comités, comme les municipalités, conservent toute liberté au sujet de l'exploitation et de la mise en valeur des terres. Nous avons déjà dit que ces Comités, institués par les décrets des 2 et 9 février 1916, composés de 5 à 9 membres suivant l'importance de la commune, ont deux rôles importants : d'une part, celui d'avocats et d'intermédiaires des agriculteurs, pour grouper les plaintes concernant la main-d'œuvre, les transports, les réquisitions et les porter devant l'administration ; d'autre part, celui de conseillers, renseignant les exploitants sur les moyens d'obtenir des avances d'argent et de se procurer des machines. La loi du 6 octobre 1916 confère à ces Comités une troisième attribution :

ils prennent la responsabilité et la surveillance des terres non cultivées ; ils sont comme les agents de la commune pour l'administration des terres ; mais, n'ayant pas de personnalité civile, ils n'agissent pas eux-mêmes ; ils ne sont pas qualifiés pour prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer l'exécution de la loi ; ce sont les conseils municipaux qui leur procurent les ressources de toute nature, en matériel ou en argent, indispensables pour remettre en marche les exploitations dont ils ont pris la direction ; c'est la municipalité qui décide et qui administre ; le Comité d'action agricole se borne à exécuter, en assumant la direction pratique des cultures (1).

II. — Etendue du droit de réquisition du maire.

Le droit de réquisition du maire est triple : il porte à la fois sur les terres, — sur les animaux et les instruments agricoles, — enfin sur les locaux.

Le droit de réquisition s'applique d'abord aux terres abandonnées ; le maire est seul qualifié à cet effet ; il décide, sans qu'aucune voie de recours soit possible contre sa décision. Le préfet ne pourrait en aucune façon se substituer au maire, bien que celui-ci soit placé sous le contrôle de l'administration préfectorale.

(1) Voir les déclarations du ministre de l'agriculture à la Chambre, séance du 28 mars 1916, *J. off.* du 29, p. 707, et du 6 avril 1916, *J. off.* du 7, p. 799 et 800.

Un amendement, présenté par M. Mauger, tendait à conférer au préfet le droit d'exercer la réquisition au cas où le maire n'en userait pas ; mais il a été repoussé par la Chambre, par le motif que l'application de la loi met en jeu les finances de la commune ; dès lors, le maire doit être laissé seul juge des décisions susceptibles de grever le budget de la commune (1). Le rôle du préfet est seulement de fixer par des arrêtés, soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture, les conditions dans lesquelles ont lieu les réquisitions d'instruments agricoles ou de locaux, ainsi que le mode de règlement des indemnités.

Le droit de réquisition du maire s'applique, en effet, en second lieu aux machines, aux instruments agricoles, à la traction animale disponibles dans la commune (art. 1^{er}). Mais ici certaines limitations sont apportées au pouvoir du maire. D'abord, les réquisitions ne peuvent s'exercer qu'à défaut de location amiable, et en tenant compte des besoins des propriétaires réquisitionnés. Elles ne pourront pas s'appliquer aux juments et aux vaches réservées pour la reproduction ; c'est donc à titre exceptionnel que la réquisition intervient ; les bêtes de trait et les instruments agricoles de la commune ne peuvent être réquisitionnés par le maire, pour la mise en culture des terres abandonnées, qu'à la condition d'être disponibles, c'est-à-dire que les proprié-

(1) Chambre, séance du 6 avril 1916, *J. off.* du 7, p. 868.

taires n'en aient aucun besoin. De plus, la commune a le droit, pour se dispenser de recourir à la réquisition, de se procurer les animaux ou les machines par d'autres moyens (achat ou location). Le législateur a prescrit, en somme, aux maires de manier la réquisition avec beaucoup de tact et d'éviter de s'en servir comme d'une mesure vexatoire. Le ministre de l'agriculture a fait en ce sens à la Chambre des déclarations qui ne laissent aucun doute. Un député, M. Lefas, lui demandait si la commune pourrait louer ou acheter des instruments agricoles, afin de les mettre à la disposition des petits exploitants, ou de cultiver les terres abandonnées, au lieu d'employer toujours la réquisition ; le ministre a répondu : « Quand l'intérêt général le commande, et si la commune y trouve avantage, elle peut acheter des engrais, requérir ou louer des machines, pour les mettre à la disposition des agriculteurs. Ces opérations rentrent dans l'esprit de la loi et j'accepte volontiers une telle solution (1). »

Enfin il appartient encore au maire de réquisitionner les locaux où seront installés les machines et les instruments agricoles, ainsi que la traction animale et mécanique disponible dans la commune.

Les réquisitions qui ne seraient pas conformes aux conditions déterminées par les arrêtés préfectoraux donneraient lieu à un recours devant les tribunaux ci-

(1) Chambre, 6 avril 1916, *J. off.* du 7, p. 808.

vils ; de plus, les abus commis devraient être signalés par le Comité d'action agricole à l'autorité supérieure chargée de les réprimer.

Les dépenses à engager, les avances à faire pour la main-d'œuvre, l'achat d'engrais, de semences, de machines, en un mot toutes les dépenses que nécessitera la mise en culture des terres, seront assurées par la commune, d'après l'article 2 ; ce qui ne signifie pas qu'elles resteront à sa charge définitive. D'abord, pour couvrir les frais de culture, engagés par elles, les communes auront la disponibilité des récoltes obtenues. Dans une certaine mesure, déterminée par l'article 3, elles auront ensuite à leur disposition leur part dans les bénéfices de l'exploitation. En outre, si elles sont obligées de faire des avances d'argent, elles pourront obtenir des Caisses régionales de crédit agricole des prêts comportant un intérêt minime de 1 0/0 ; ces prêts leur seront consentis directement par les Caisses régionales, et non par les Caisses locales de crédit, parce que ces dernières n'existent pas dans toutes les communes. Les prêts consentis aux communes leur sont attribués par le ministre de l'agriculture sur les fonds de la dotation générale du crédit agricole, qui se composent d'une avance de 40 millions et de redevances annuelles sous forme de participation aux bénéfices consenties à l'Etat par la Banque de France (1). Le

(1) C. Perreau, *Cours d'économie politique*, t. I, p. 523.

ministre de l'agriculture statue sur les demandes qui lui sont transmises, après avoir pris l'avis du directeur des Services agricoles du département ; les emprunts contractés par les communes en vertu de l'article 2 de la loi du 6 octobre 1916 sont remboursables dans un délai de six mois après la récolte ; grâce à ce délai, la commune peut effectuer le remboursement à l'aide de sa part dans les bénéfices qu'elle a réalisés sur l'ensemble des terres mises en culture. Le préfet, s'il en est requis par la Caisse régionale qui a consenti le prêt, est tenu d'inscrire la créance de cette caisse, devenue exigible, au rôle des recouvrements de la commune, comme en matière de contributions directes. En aucun cas, la Caisse régionale ne sera responsable envers l'Etat du prêt consenti par son intermédiaire.

III. — Règlement des bénéfices et des pertes.

Ce règlement a été remanié par le Sénat, qui a tenu à rendre la condition des mobilisés meilleure que celle des non mobilisés au point de vue de la répartition des bénéfices et aussi des pertes.

Les bénéfices sont répartis entre l'exploitant, la commune et la Caisse régionale de crédit agricole.

La part de l'exploitant dans les bénéfices varie suivant qu'il est mobilisé ou non ; elle se monte à 7 dixièmes du bénéfice net pour le mobilisé, et à 5 dixièmes du bénéfice net pour le non mobilisé (art. 3). Le motif

pour lequel le mobilisé est plus favorablement traité n'est pas discutable; il est évident que l'interruption de la culture ne lui est pas imputable, et il est juste que, si elle est continuée par le Comité agricole, pendant son absence, il reçoive la majeure partie des bénéfices d'une terre dont la mobilisation l'a séparé pour défendre le patrimoine de la France. Le propriétaire non mobilisé, dont la condition ne saurait être aussi intéressante, quelle que soit la cause de son inaction, ne touche que la moitié des bénéfices. Le surplus est attribué, s'il s'agit d'un mobilisé, à concurrence de 2 dixièmes à la commune et de un dixième à la Caisse régionale de crédit agricole, qui l'inscrit à un compte spécial pour être reversé à l'Etat et affecté à la partie de la dotation générale du crédit agricole représentée par les redevances de la Banque de France. S'il s'agit d'un non mobilisé, le surplus des bénéfices, sa part déduite, est attribué pour 3 dixièmes à la commune et pour 2 dixièmes à la Caisse régionale de crédit agricole, par l'intermédiaire de laquelle l'argent de la Banque de France a été mis à la disposition des communes pour rendre possible la culture des terres. La rémunération allouée à la commune est la juste récompense de la gérance qu'elle assure dans l'intérêt du propriétaire comme dans celui du pays. Elle a fait des frais pour fumer, labourer, ensemençer un sol qui sans elle serait devenu improductif; l'équité commande qu'elle reçoive une indemnité sous la forme d'une quotité des bénéfices.

ces procurés par une terre dont la valeur s'est trouvée ainsi accrue.

Quant à la perte, elle donne lieu également à une répartition, différente encore suivant que l'exploitant, qui ne cultive pas, est mobilisé ou non. Le mobilisé, en effet, ne participe jamais à la perte, tandis que l'exploitant non mobilisé ou sa famille en supporte les 3 dixièmes. — Cependant, dira-t-on, il n'a retiré aucun avantage de l'opération, puisque la récolte est négative? Une pareille appréciation serait excessive : la mise en culture d'une terre procure toujours, indépendamment de la récolte, des avantages certains au propriétaire ; son sol est fumé, remué, labouré, débarrassé des mauvaises herbes, et préservé ainsi d'une diminution de valeur ; il est donc juste qu'il supporte une partie des aléas de l'opération, qu'il contribue à la perte. — D'autre part, en ce qui concerne la commune, il est naturel que, recevant une part des bénéfices, elle supporte une fraction des pertes. Et enfin, la Caisse régionale de crédit agricole est, pour la même raison, atteinte par le déficit, mais dans une proportion variable ; voici, en effet, les quotités incombant à la commune et à la Caisse de crédit agricole dans la perte : s'il s'agit d'un mobilisé, 2 dixièmes resteront à la charge de la commune, 8 autres dixièmes seront supportés par la dotation générale du crédit agricole et réglés par l'intermédiaire de la Caisse régionale de crédit agricole. Si le propriétaire n'est pas mobilisé, 2 dixièmes de la perte sont

supportés par la commune, et les 5 autres dixièmes par la dotation générale du crédit agricole.

Il importe de remarquer que, si la récolte est détruite par suite d'un événement de force majeure (sinistre, conditions atmosphériques défavorables), aucune action en responsabilité ou en reddition de comptes ne pourra, hors le cas de fraude, être exercée personnellement ou collectivement par le propriétaire contre le maire, la municipalité, le Comité d'action agricole ou les exploitants substitués. Le propriétaire n'a à s'en prendre qu'à lui-même d'avoir mis la réquisition du maire et l'action culturale du Comité agricole dans la nécessité de s'exercer. D'autre part, comme il supporte une partie de la perte, s'il n'est pas mobilisé, son intérêt personnel le poussera, la plupart du temps, à collaborer aux opérations agricoles qu'il n'avait pas eu l'énergie d'entreprendre tout seul.

La loi ajoute, dans l'article 3, que le fermage des terres réquisitionnées ne sera pas dû au propriétaire, lorsque l'exploitation de ses terres aura laissé un déficit. Enfin, d'après l'article 4, les terrains réquisitionnés ou mis en culture par le Comité communal d'action agricole pourront être remis aux ayants droit après leur réquisition et leur mise en culture, si le propriétaire ou le détenteur le demande, en garantissant la commune contre les dépenses ou les avances faites. Ce texte a pour but de donner aux mobilisés, qui seraient réformés ou renvoyés dans leurs foyers, la faculté de

bénéficier des opérations de culture engagées pendant leur absence, en remboursant à la commune les dépenses faites par celle-ci.

Telles sont les dispositions prises par la loi du 6 octobre 1916. Si elle est consciencieusement appliquée, elle suppléera dans une certaine mesure à l'absence des propriétaires ou des exploitants, et elle contraindra ceux qui, par paresse ou insouciance, laissent leurs terres en friche, à faire preuve de bonne volonté ; sinon ils s'exposeront à se voir remplacés par le Comité d'action agricole dans l'administration de leurs domaines (1).

(1) Mentionnons pour terminer qu'une loi du 30 janvier 1917 attribue une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France.

CONCLUSION

A peine la loi du 6 octobre 1916 était-elle entrée en vigueur, que de nouvelles mesures étaient élaborées par le gouvernement pour améliorer la situation de l'agriculture et arrêter le mouvement progressivement déficitaire de nos récoltes. Le 23 décembre 1916, le ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, etc., M. Clémentel, déposait un nouveau projet concernant la culture des terres abandonnées (1). Dans quel but le gouvernement se proposait-il de compléter si rapidement une loi à peine ancienne de trois mois ? C'est que la loi de 1916, malgré l'initiative qu'elle reconnaît à l'autorité sur les propriétés privées, néglige d'indiquer les moyens pratiqués par lesquels sera obtenue la main-d'œuvre indispensable à la terre et que le départ des hommes pour le front rend sans cesse plus réduite.

Nous avons énuméré tous les moyens auxquels, avant la loi de 1916, le gouvernement s'était efforcé de recourir pour pallier cette insuffisance de main-d'œuvre. De tous les procédés auxquels on a songé pour fournir à l'agriculture les bras dont elle a besoin, l'un des plus

(1) *J. off.*, Chambre, *Débats*, 23 décembre 1916, p. 3824.

efficaces est incontestablement celui de la culture mécanique, qui remplace le travail de l'homme par celui de la machine. C'est dans cette direction que s'oriente le nouveau projet de loi du gouvernement : dans les motifs de ce projet, on relève l'affirmation que, d'année en année, depuis la guerre, les surfaces du territoire français cultivées en blé diminuent, et, à la fin de 1916, les emblavures étaient inférieures d'environ 20 0/0 à celles de l'année précédente. Or, l'insuffisance alimentaire de la production française se comble de plus en plus difficilement à l'aide des importations ; les moyens de transports maritimes deviennent, en effet, chaque jour plus restreints et plus coûteux, soit que les bâtiments de commerce, affrétés par l'Etat, servent exclusivement au transport des troupes, soit que les périls de la navigation maritime et les crimes répétés des sous-marins allemands rendent plus difficiles les communications internationales. On peut ajouter que la main-d'œuvre étrangère n'a pas donné à la terre de France tout l'appoint désirable (de janvier à octobre 1916, le chiffre total des ouvriers agricoles recrutés par l'Office national de la main-d'œuvre agricole ne dépasse pas 43.471 (1), chiffre inférieur de plus de moitié à celui de l'immigration normale des travailleurs agricoles en France au cours d'une année, avant la guerre). Quant aux prisonniers de guerre, ils sont d'abord en

(1) *J. off., Doc. parl., Chambre*, 1916, p. 1642.

nombre insuffisant, puis ils sont trop fréquemment dirigés par des gardiens ignorants des choses de la terre, et, par suite, ils n'ont pas rendu tous les services sur lesquels comptaient les agriculteurs (1).

C'est pour ces diverses raisons que la motoculture a paru le seul remède de nature à ne pas susciter de mécomptes et le plus approprié à la crise. De même que la culture sera assurée dans la zone des armées par la main-d'œuvre militaire, de même elle le sera, à l'intérieur du pays, par l'emploi des machines. Les deux éléments indispensables à la terre, le travail de l'homme et des animaux et la motoculture, ne peuvent en effet être appliqués indifféremment dans la même mesure à toutes les régions du territoire. Les mobilisés, qui ne restent qu'en petit nombre dans la zone de l'intérieur, où ils ne peuvent être que d'une utilité secondaire pour la mise en valeur des terres, forment au contraire une masse compacte dans la zone des armées ; là, leur concours est précieux à la terre ; mais sur le reste du territoire, la puissance de la machine est seule capable de suppléer à la raréfaction de la main-d'œuvre, tant que les plus vieilles classes mobilisées n'auront pas été renvoyées dans leurs foyers ; il y avait, à cet égard, une proposition de résolution, en date du 24 novembre 1916, déposée à la Chambre par M. Fernand David, invitant le ministre de la guerre à « réaliser la mobili-

(1) Cf. *J. off.*, Chambre, 1916, p. 1641 et suiv.

sation agricole, en accordant des sursis, sans limite de durée, aux agriculteurs appartenant aux classes du service armé 1888, 1889, 1890, 1891, aux classes du service auxiliaire R. A. T., ainsi qu'aux agriculteurs pères de 5 enfants, qui devront être uniquement employés aux travaux des champs (1). Et le ministre de la guerre vient de décider la libération provisoire des agriculteurs des classes 1888 et 1889, ce qui va mettre environ 50.000 hommes à la disposition de la culture.

Ces constatations ont amené le ministre à préparer deux séries de mesures, concernant l'une les terres abandonnées de la zone des opérations militaires, l'autre le surplus du territoire. Pour la zone des armées, des instructions sont données, afin que les troupes contribuent « dans toute la mesure du possible à la préparation des terres laissées en friche et à l'utilisation, comme engrais, des fumiers disponibles dans les cantonnements. Toute troupe de passage dans une commune, même pour quelques jours, doit contribuer à la mise en culture des terres avec l'effort maximum compatible avec les opérations ». Ce programme devant être exécuté par les unités, dès qu'elles arrivent dans une commune, les directeurs des Services agricoles départementaux doivent faire dresser, pour chaque commune intéressée, un état contenant la désignation exacte des terres dont la préparation semble ne pas

(1) *Le Journal*, 21 novembre 1916.

devoir être assurée avant le 1^{er} février 1917 par les agriculteurs, et qu'il y a lieu de cultiver, ainsi que le programme des travaux à exécuter. « L'état sera déposé à la mairie et tenu à jour, sous la direction du préfet et le contrôle des professeurs d'agriculture, au fur et à mesure de l'avancement des travaux. A défaut de représentant de l'autorité municipale, l'état sera remis au commandant du cantonnement. » (1) Les commandants d'unité font mentionner sur cet état les travaux effectués par leurs hommes pendant leur séjour. Le droit de réquisition peut même être exercé, s'il est nécessaire, conformément à la loi du 6 octobre 1916. Dans l'ordre des cultures, la plus grande étendue sera réservée au blé ; puis, subsidiairement et par ordre de préférence, aux pommes de terre, aux haricots et aux autres denrées alimentaires de première nécessité. Le ministre a déclaré, en outre, qu'une entente avec l'état-major anglais donnerait lieu à une réglementation analogue dans la région occupée par l'armée britannique.

En dehors de la zone des armées, le travail agricole ne peut être, de l'avis même du ministre, organisé que sous forme de motoculture. Dès le 9 novembre 1916, une proposition avait été déposée par MM. Henri Cosnier et Patureau-Baronnet pour la création d'écoles d'apprentissage destinées aux conducteurs de tracteurs mécaniques agricoles ; elle demandait, en outre, l'al-

(1) *J. off.*, Chambre, *Déb. parl.*, séance du 23 décembre 1916, p. 3851.

cation d'une subvention de 50 0/0 aux départements qui feraient l'acquisition de tracteurs mécaniques (1). Ainsi, pour l'intérieur du pays, il apparaissait comme de plus en plus indispensable de recourir très largement aux procédés de culture mécanique ; on peut compter, sans doute, pour atteindre ce but, sur l'initiative des syndicats de culture mécanique, auxquels l'arrêté du 7 septembre 1915 accorde des subventions pouvant couvrir 50 0/0 de la dépense exigée par l'acquisition des appareils de motoculture. Mais l'action syndicale est insuffisante, car, d'après une déclaration du ministre de l'agriculture au Sénat, le 29 décembre 1916 (2), 50 syndicats seulement avaient, jusque-là, bénéficié des dispositions de l'arrêté de 1915. Il fallait donc faire plus, et il appartenait à l'Etat lui-même de généraliser la mise en pratique des tracteurs mécaniques.

Tel est précisément l'objet du projet de loi destiné à compléter la loi du 6 octobre 1916, et dont voici l'analyse : d'après l'article 1^{er} du projet, il pourra être procédé, pendant la durée de la guerre et la campagne agricole qui suivra la cessation des hostilités, par l'administration de l'agriculture, au moyen d'équipes pourvues d'appareils appropriés, et dans les conditions fixées par arrêtés ministériels, à la culture des terres inexploitées. Le prix des travaux sera recouvré sur le

(1) *J. off., Doc. parl.*, 1916, p. 1629 et s., Annexe n° 2668.

(2) *J. off., Sénat, Déb. parl.*, 1916, p. 1084.

bénéficiaire comme en matière de contributions directes, et le recouvrement en sera garanti par un privilège sur le produit de la récolte, qui prendra rang immédiatement après celui du Trésor pour l'impôt foncier. L'Etat n'encourt aucune responsabilité à l'égard du propriétaire ou de l'exploitant habituel à raison de l'exécution ou des conséquences de ces travaux.

D'après l'article 2, le ministre de l'agriculture est chargé de se procurer les machines et les matières premières telles que carburants, huiles, etc., les pièces de rechange, les objets et les locaux divers nécessaires à l'entreprise, soit par adjudication, soit par achat de gré à gré, quel qu'en soit le montant. Le matériel disponible pourra être cédé aux départements, communes, associations coopératives et syndicats de culture mécanique.

L'article 3 est relatif à la comptabilité engendrée par les opérations de recettes et de dépenses que l'application de la loi occasionnera. L'article 5 ouvre un crédit de 29.800.000 francs pour l'acquisition de machines, de matériel et autorise des avances de l'Etat pour frais de culture, ou pour accorder des subventions aux départements, aux communes, aux syndicats de communes, aux associations agricoles, à concurrence de la moitié de la somme nécessaire pour acquérir ou créer des batteries de tracteurs mécaniques ou électriques.

Le projet de loi a été voté par la Chambre le 23 dé-

cembre 1916 (1). Il a été transmis au Sénat le 29 décembre 1916 (2).

Ce projet est-il appelé à atteindre le but que le gouvernement se propose ? Il cherche à réaliser une excellente conception, en s'efforçant de trouver le moyen pratique de combler les vides creusés dans la masse des travailleurs agricoles par la guerre actuelle ; le développement du machinisme est assurément le seul remède pour pallier le manque de bras ; toutefois, si certaines machines, comme les moissonneuses, font à elles seules le même travail que dix hommes, elles n'en exigent pas moins un minimum de bras nécessaires à leur direction et à leur entretien, et surtout il est prouvé que l'emploi de la machine, en particulier de la moissonneuse et de la faucheuse, n'est vraiment avantageux que sur des surfaces d'une certaine étendue, sur des surfaces d'au moins 15 hectares de fourrages ou de céréales, d'après les calculs de M. Ringelmann, professeur à l'Institut agronomique (3). Sur des surfaces moindres, l'emploi de la machine est plutôt onéreux, et son développement ne peut provenir que d'initiatives ou des encouragements de syndicats de culture mécanique, auxquels le gouvernement peut accorder des subventions, depuis l'arrêté du 7 septembre 1915.

(1) *J. off.*, 24 décembre 1916, Chambre, *Déb. parl.*, p. 3850 à 3856.

(2) *J. off.*, Sénat, *Déb. parl.*, 1916, p. 1083.

(3) Beckerich, Ce que sera l'agriculture française au lendemain de la guerre, *Journal des Économistes*, n° du 15 juillet 1916, p. 46.

Mais, pour que le syndicat lui-même puisse efficacement intervenir, il faut que la constitution physique et géographique des propriétés s'y prête. Or, l'une des infériorités les plus certaines de la culture en France provient de ce que le sol est non seulement morcelé, c'est-à-dire partagé entre un très grand nombre de propriétaires, mais, de plus, parcelé ; en d'autres termes, les domaines ne sont pas toujours d'un seul tenant ; il y a même des régions, comme celles de l'Est de la France, où le parcellement est poussé à l'extrême. Dès lors, l'emploi de la machine se heurte à la gêne résultant des séparations matérielles des propriétés, aux bornes, aux limites, qui restreignent à chaque instant la surface cultivable, et qui contrarient la motoculture, de sorte que, finalement, les syndicats agricoles étant impuissants eux-mêmes à surmonter des obstacles de ce genre, l'opération indispensable à l'expansion de la motoculture en France est le groupement des parcelles, le remembrement, qui apparaîtra comme de plus en plus urgent au lendemain des hostilités.

Après le remembrement, l'agriculture française s'orientera de plus en plus vers l'industrialisation et elle pourra ainsi remplacer par la machine le réservoir de bras dont elle disposait auparavant et qu'aura en partie épuisé l'action sanglante d'une guerre prolongée.

ANNEXES

Texte de la loi du 6 octobre 1916 sur la mise en culture des terres abandonnées et l'organisation du travail agricole pendant la guerre.

ART. 1^{er}. — A compter de la promulgation de la présente loi, le maire de chaque commune, assisté de deux conseillers municipaux, invitera, par lettre recommandée, le propriétaire ou l'exploitant habituel des terrains non cultivés à mettre, s'il y a lieu, ces terrains en culture. Si, dans les quinze jours de l'envoi, l'exploitant ne justifie pas de raisons indépendantes de sa volonté l'ayant contraint à abandonner sa terre, le maire aura le droit de réquisitionner ces terrains et il pourra les livrer, pour être mis en culture, au Comité communal d'action agricole, constitué par décret. Au cas où les exploitants se trouveraient dans l'impossibilité reconnue de les cultiver eux-mêmes en tout ou en partie, le maire pourra confier à celui-ci, avec le concours de l'exploitant, la direction de l'exploitation à effectuer.

Pour l'exécution des travaux agricoles en général, même pour la culture des terres qui continuent à être exploitées, le maire aura le droit de réquisition, en ce qui concerne les machines et les instruments agricoles, les locaux, la traction animale et mécanique disponibles dans la commune.

Des arrêtés préfectoraux, soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture, détermineront les formes et les limites dans lesquelles les municipalités pourront opérer ces réquisitions, ainsi que le mode de règlement des indemnités.

Ne pourront être l'objet d'aucune réquisition comme bêtes de trait, mais seulement être employées du libre consentement de leur propriétaire, les juments et les vaches exploitées pour la reproduction en même temps que comme bêtes de trait.

Les communes sont autorisées, dans des conditions prévues à l'article 2, à acquérir les instruments et les moteurs utiles à la culture. Ceux qui existent dans la commune ne seront réquisitionnés qu'à défaut de location amiable et en tenant compte des besoins des propriétaires réquisitionnés.

Les agriculteurs mobilisés bénéficiant de permissions pour travaux agricoles ont droit à la gratuité du voyage à l'aller et au retour.

ART. 2. — Les dépenses à engager, les avances à faire pour l'exécution de ces travaux seront assurées par la commune. Les sommes demandées à cet effet par les communes pourront, après avis de la Commission de répartition du crédit agricole, leur être attribuées par le ministre de l'agriculture sur les fonds de la dotation générale du crédit agricole et par l'intermédiaire des Caisses régionales.

Ces caisses recevront un intérêt de 1 0/0 des communes auxquelles elles feront des avances.

L'effet souscrit par une commune, en garantie de l'avance accordée, sera remboursable au plus tard dans le délai de six mois suivant la récolte. A l'échéance, le préfet, s'il en est requis par ladite caisse, sera tenu d'inscrire cette créance au rôle des recouvrements de la commune, comme en matière de contributions directes.

En aucun cas, la Caisse régionale ne sera responsable envers l'Etat du prêt consenti par son intermédiaire.

ART. 3. — En cas de bénéfice :

S'il s'agit d'un mobilisé ou de sa famille : les 7 dixièmes du bénéfice net lui resteront acquis ; 2 dixièmes seront attribués à la commune et un dixième sera versé à un compte spécial de la Caisse régionale du crédit agricole, pour être

reversé à l'Etat et être affecté à la partie de la dotation générale du crédit agricole représentée par les redevances de la Banque de France.

S'il s'agit d'un non mobilisé ou de sa famille : les 5 dixièmes du bénéfice net lui seront acquis ; 3 dixièmes du bénéfice seront attribués à la commune et 2 dixièmes seront versés à un compte spécial de la Caisse régionale de crédit agricole pour être reversés à l'Etat et être affectés à la même dotation du crédit agricole.

En cas de déficit :

Après simple justification des comptes approuvés par le conseil municipal, aucune action en responsabilité ou en reddition de comptes ne pourra, hors le cas de fraude, être exercée personnellement ou collectivement soit contre le maire, soit contre la municipalité, soit contre les exploitants substitués.

La perte se répartira ainsi qu'il suit :

S'il s'agit d'un mobilisé ou de sa famille : 2 dixièmes resteront à la charge de la commune et les 8 autres dixièmes seront imputés sur la dotation générale du crédit agricole et réglés par l'intermédiaire de la Caisse régionale de crédit agricole.

S'il s'agit d'un non mobilisé ou de sa famille : 3 dixièmes resteront à la charge du non mobilisé ou de sa famille ; 2 dixièmes seront à la charge de la commune et les 5 autres dixièmes seront imputés sur la dotation générale du crédit agricole et réglés par l'intermédiaire de la Caisse régionale du crédit agricole.

Dans tous les cas de déficit à inscrire au compte des exploitants, la commune avancera les fonds et recouvrera sur l'exploitation au moyen de taxes communales assimilées aux contributions directes.

Le fermage des terres réquisitionnées ne sera pas dû aux propriétaires lorsque l'exploitant de ces terres aura laissé un déficit.

ART. 4. — Les terrains réquisitionnés ou mis en culture par le Comité communal d'action agricole pourront être remis aux ayants droit après leur réquisition et leur mise en culture si le propriétaire ou détenteur le demande, en garantissant la commune des dépenses et des avances faites.

ART. 5. — La présente loi, si elle n'est pas prorogée, n'est applicable que pendant la durée de la mobilisation.

Modèle de l'arrêté que le ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et télégraphes propose aux préfets, — application de l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 6 octobre 1916 (s'ils l'adoptent sans modification, il n'y aura pas à en référer au ministre ; il suffira de lui en adresser copie) (Journal officiel du 21 décembre 1916, p. 10961).

Le préfet de.....

Vu la loi du 6 octobre 1916, relative à la mise en culture des terres abandonnées et à l'organisation du travail agricole pendant la guerre ;

Vu les instructions du ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes ;

Considérant qu'il importe d'assurer, dans le plus bref délai possible, la mise en culture des terres abandonnées par suite des hostilités ;

Arrête ;

ART. 1^{er}. — Aussitôt après avoir satisfait aux prescriptions du paragraphe premier de la loi du 6 octobre 1916, en ce qui concerne l'invitation adressée au propriétaire ou à l'exploitant habituel des terrains en culture le maire fait établir et tenir à jour la liste desdits terrains avec l'indication de leur propriétaire ou exploitant habituel, de leur superficie, de leur situation exacte, et si possible du numéro des parcelles cadastrales qu'ils renferment.

Au 1^{er} janvier et au 1^{er} mai, le maire fait connaître au préfet la superficie totale des terres cultivables, mais non cultivées, existant à cette date dans la commune, ainsi que la superficie desdites terres réquisitionnées par lui, en vertu de la loi du 6 octobre 1916 et exploitées par le Comité d'action agricole, en mentionnant séparément la surface de celles cultivées avec le concours de l'exploitant.

ART. 2. — Aussitôt après la publication du présent arrêté, le maire fait établir et tenir à jour la liste détaillée des locaux, animaux de trait, machines ou instruments agricoles et appareils de traction mécanique, servant à l'exploitation du sol, susceptibles d'être employés à titre temporaire ou permanent par le Comité d'action agricole, pendant qu'ils ne seraient pas utilisés par leur possesseur.

Cette liste comportera, par numéros d'ordre, outre le nom du détenteur, les indications suivantes :

- 1^o Locaux : situation de l'immeuble, état des lieux ;
- 2^o Animaux de trait : espèce, sexe, âge et signalement ;
- 3^o Objets : nature des objets, état dans lequel ils se trouvent, numéros de fabrication et tous signes ou marques permettant d'éviter ultérieurement les confusions ou substitutions.

Une estimation de la valeur actuelle sera faite, avant toute réquisition, location ou prêt, par un arbitre expert, habitant la commune, autant que possible, et nommé par le juge de paix sur la demande du maire.

Cette estimation, notifiée au détenteur par le maire, ne pourra donner lieu à aucune réclamation ultérieure, sauf erreur ou omission, si, dans les quinze jours suivants, les ayants droit n'ont pas fait connaître par écrit, au maire, leur intention de contester la décision de l'arbitre expert. Communication de la liste des animaux et objets susceptibles d'être réquisitionnés sera donnée à tout intéressé qui en fera la demande.

ART. 3. — En cas de réquisition, les prix à payer aux pres-

tataires, sauf exception prévue à l'article suivant, sont fixés ainsi qu'il suit :

.....
Le présent tarif sera affiché à la mairie.

ART. 4. — Si le maire estime que les circonstances locales exigent la fixation d'un tarif différent en tout ou en partie de celui prévu par l'article précédent, il établira, après avis de l'arbitre expert, prévu par l'article 2 du présent arrêté, un tarif spécial affiché à la mairie.

ART. 5. — Les réclamations que les intéressés auraient à formuler sur quelque point que ce soit, au sujet de l'établissement des listes et tarifs, prévus aux articles 2 et 4 du présent arrêté, sont présentées au maire accompagnées, s'il y a lieu, de toute pièce justificative. S'il n'en est pas tenu compte, le juge de paix pourra être saisi de la question et décidera d'urgence et sans frais.

ART. 6. — Le maire ne pourra exercer le droit de réquisition prévu par la loi du 6 octobre 1916 en ce qui concerne les terrains non cultivés que sur demande expresse du Comité communal d'action agricole et, en tout autre cas, que s'il n'a pas été possible au Comité d'action agricole de se procurer à titre bénévole ou à l'amiable les locaux, animaux de trait, machines ou instruments agricoles et appareils de traction mécanique servant à l'exploitation du sol. La réquisition ne pourra porter que sur les locaux, animaux ou objets inscrits sur la liste prévue à l'article 2 du présent arrêté, et en tenant compte des besoins des propriétaires réquisitionnés.

ART. 7. — Les réquisitions sont toujours formulées par écrit, signées par le maire ; elles mentionnent, s'il s'agit de terrains non cultivés, leur situation et, si possible, le numéro des parcelles cadastrales et, en tout autre cas, l'espèce, la quantité des prestations imposées, ainsi que le numéro d'ordre sous lequel elles figurent sur la liste des objets susceptibles d'être réquisitionnés, et elles fixeront, autant que possible, la durée de la réquisition.

Il est toujours délivré par le maire un reçu signé de lui des prestations fournies.

ART. 8. — Si le prestataire dépose entre les mains du maire, avant le moment fixé pour l'exécution de la réquisition, une déclaration écrite que les besoins de son exploitation ne lui permettent pas de déférer à l'ordre reçu, l'exécution de la réquisition devra être différée en attendant la décision de l'arbitre expert prévu par l'article 2 du présent arrêté.

Si la réclamation n'est pas jugée fondée, application pourra être faite, au prestataire récalcitrant, des pénalités prévues à l'article 12 du présent arrêté.

ART. 9. — Dans le délai de huit jours après la délivrance du reçu de prestation, le maire fixe le montant de l'indemnité d'après les tarifs prévus aux articles 3 et 4 du présent arrêté et notifie sa décision au prestataire.

La liquidation des réquisitions des terrains non cultivés est effectuée conformément aux prescriptions de l'article 3 de la loi du 6 octobre 1916.

ART. 10. — Dans les quinze jours de la notification de l'indemnité allouée pour la fourniture des objets ou animaux requis, les intéressés doivent faire connaître au maire s'ils acceptent ou refusent l'allocation offerte. Faute par eux d'avoir fait connaître leur refus dans ce délai, les allocations sont considérées comme définitives. Le refus sera motivé et indiquera la somme réclamée. Il est ensuite transmis dans les huit jours par le maire au juge de paix qui envoie de simples avertissements sans frais au maire ainsi qu'au réclamant, pour une date aussi prochaine que possible. En cas de non conciliation, il juge conformément aux dispositions des trois derniers paragraphes de l'article 26 de la loi du 3 juillet 1877.

ART. 11. — Aussitôt après que les indemnités sont devenues définitives, soit par l'acceptation ou le silence des intéressés, soit par décision de justice, le maire est tenu de mandater et le receveur municipal de payer à l'indemnitaire la somme qui

lui revient, contre remise des ordres de réquisition et reçu de prestation.

ART. 12. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies conformément aux lois.

Fait à....., le.....

BIBLIOGRAPHIE

Souchon. — La crise agricole, 1914.

D^r Chauveau. — La France agricole et la guerre, 1916.

Ministère de l'agriculture. — L'effort agricole de la France pendant 6 mois de guerre, août 1914-janvier 1915.

Abel Beckerich. — Ce que sera l'agriculture française au lendemain de la guerre. *Journal des Économistes*, juillet 1916, p. 37 et s. *Bulletin de statistique et de législation comparée* du Ministère des Finances, 1914, 1915, 1916.

Comptes rendus des séances de l'Académie d'Agriculture de France, 1914, 1915, 1916.

Bulletin de la Société des Agriculteurs de France, 1914, 1915, 1916.

La main-d'œuvre agricole, 1915, 1916.

Le génie rural.

Bulletin mensuel des Institutions économiques et sociales (Rome), 1915, 1916.

La réforme sociale, n^{os} des 1^{er} et 16 juin 1916 et des 1^{er} et 16 septembre 1916.

La vie agricole et rurale.

Revue trimestrielle de droit civil, 1916, n^{os} 1, 2.

Journal d'agriculture pratique et *Journal de l'agriculture*, 1916.

Journal officiel, Débats parlementaires et Documents parlementaires, 1915, 1916.

Vu :

Le Président de la Thèse,

A. SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I
 CHAPITRE PREMIER. — Les mesures prises à l'étranger en faveur de l'agriculture pendant la guerre. . . .	 11
SECTION I. — <i>Mesures prises en Angleterre</i>	11
I. — Concours donné par l'armée à l'agriculture	12
II. — Emploi des femmes	15
III. — Extension du rôle des machines dans l'agri- culture	16
IV. — Mise en culture des pâturages	17
SECTION II. — <i>Mesures prises en Italie.</i>	19
I. — Extension du machinisme dans l'agriculture italienne.	19
II. — Constitution de Commissions provinciales pour le placement	21
III. — Création de Commissions d'arbitrage	24
IV. — Retour des émigrés et mesures diverses	25
SECTION III. — <i>Mesures prises en Russie</i>	26
SECTION IV. — <i>Mesures prises en Allemagne</i>	27
SECTION V. — <i>Conclusion</i>	30
 CHAPITRE II. — Les mesures prises en France pour assu- rer la culture des terres pendant la guerre avant la loi du 6 octobre 1916.	 32
SECTION I. — <i>Emploi de la main-d'œuvre militaire</i>	32
SECTION II. — <i>Rééducation professionnelle des mutilés de la guerre</i>	57
SECTION III. — <i>L'affectation des prisonniers de guerre aux tra- vaux agricoles</i>	72

SECTION IV. — <i>L'appel aux ouvriers étrangers</i>	77
1° Les réfugiés	78
2° La main-d'œuvre des colonies	80
3° La main-d'œuvre étrangère proprement dite	84
SECTION V. — <i>L'emploi des femmes</i>	91
SECTION VI. — <i>L'extension de la culture mécanique</i>	93
SECTION VII. — <i>L'enseignement professionnel agricole</i>	105
SECTION VIII. — <i>Nécessité et création d'un Office national de placement</i>	108
I. — L'initiative gouvernementale	109
II. — L'initiative privée	119
CHAPITRE III. — <i>La loi du 6 octobre 1916</i>	122
SECTION I. — <i>Historique de la loi du 6 octobre 1916</i>	122
SECTION II. — <i>Analyse de la loi du 6 octobre 1916</i>	142
1° Personnes qualifiées pour réquisitionner les terres non cultivées et les mettre en culture	146
2° Etendue du droit de réquisition du maire.	152
3° Règlement des bénéfices et des pertes	156
CONCLUSION	161
A NNEXES. — Texte de la loi du 6 octobre 1916.	171
Modèle de l'arrêté proposé aux préfets pour l'application de l'article 1 ^{er} , § 3, de la loi du 6 octobre 1916	174
BIBLIOGRAPHIE.	179

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
